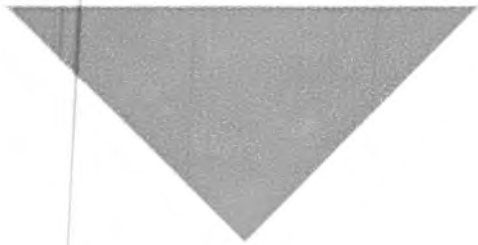


RES PUBLICA



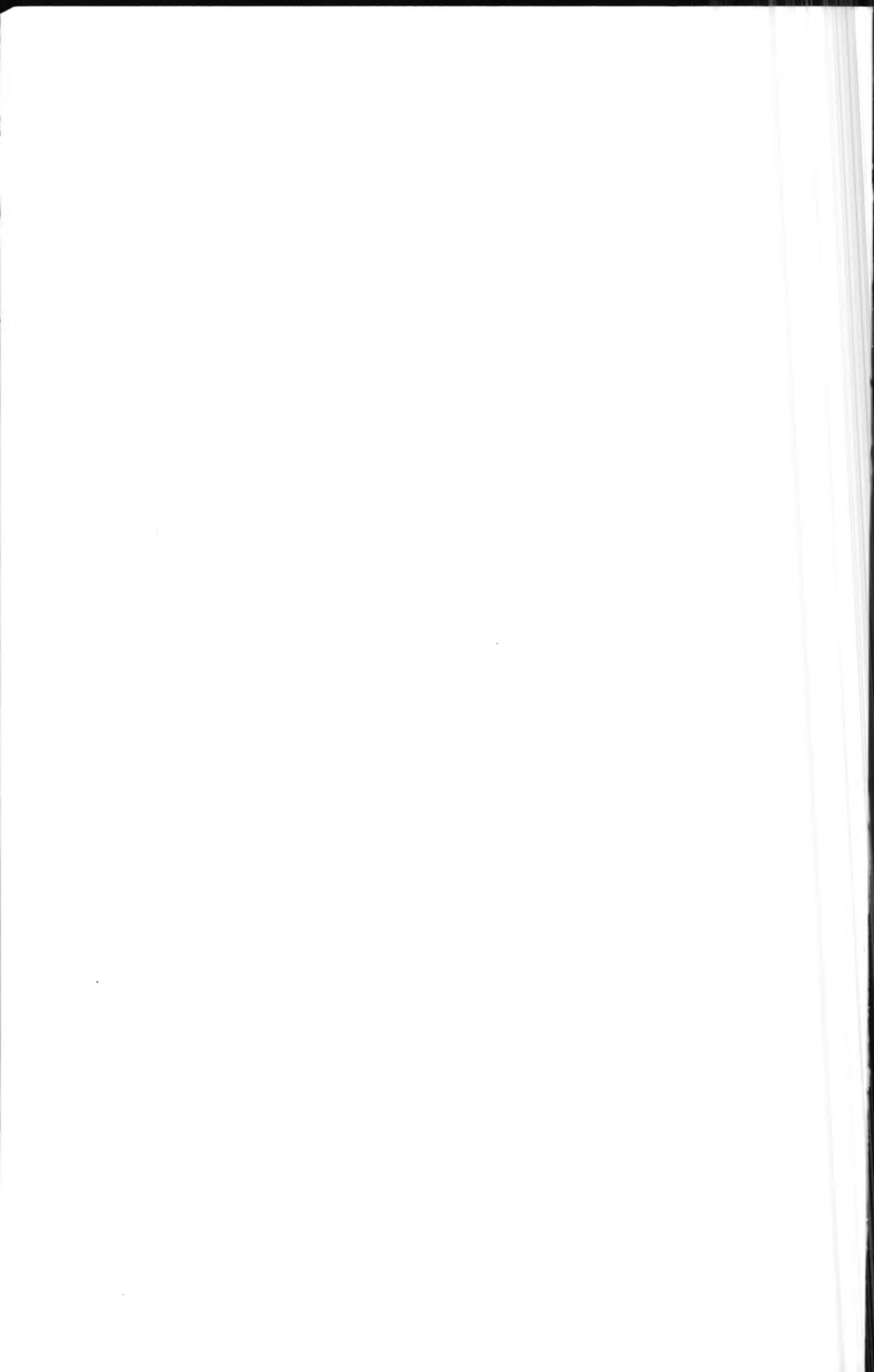
1987/4

Puissance internationale

Belgian House of Representatives

Fascisme

TIJDSCHRIFT VOOR POLITOLOGIE
REVUE DE SCIENCE POLITIQUE
BELGIAN JOURNAL OF POLITICAL SCIENCE



RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie
Revue de Science Politique
Belgian Journal of Political Science

INHOUD — SOMMAIRE — CONTENT

- Puissance et interdépendance : le nouveau rôle mondial du Japon,
par M. SCHMIEGELOW . . . 555-574
- Veiligheid anders bekeken. Een evaluatie van het probleemgebied « sociale verdediging »,
door G. GEERAERTS . . . 575-600
- Un fascisme aux couleurs nationales,
par A.M. FROMMER . . . 601-616
- 1944-1949 : Repressie zonder maat of einde ? Een interimverslag over een onderzoek naar de berechting in België van collaborateurs,
door S. DHONDT en L. HUYSE . 617-634
- Het zicht uit de Kamers. Verslag van een enquête bij de parlementsleden,
door K. DESCHOUWER . . . 635-647
- Power and satisfaction analysis : An application to the Belgian House of Representatives,
door L. LAUWERS en P. UYT-TERHOEVEN . . . 649-661
-



Puissance et interdépendance : le nouveau rôle mondial du Japon

par Michèle SCHMIEGELOW,

Maître de Conférence
au Département d'Affaires Publiques et Internationales
de l'Université Catholique de Louvain.



Au milieu des années 1970, le Japon passait pour un « géant économique » et un « nain politique ». Le paradoxe était commode. Il s'appliquait également à l'Allemagne Fédérale, l'autre vaincu de la seconde guerre mondiale. L'inverse était vrai pour la France qui, depuis le Général De Gaulle, accusait un profil politique excédant de loin les limites de son poids économique.

Aujourd'hui le Japon commence à résoudre son paradoxe, même si le concept de « *Pax Nipponica* » (1) dont on parle déjà peut sembler prématuré. Le rôle du Japon dans l'économie internationale et son essor technologique ont fini par prendre des dimensions politiques qui donnent à ce pays le statut difficilement contestable de puissance mondiale. Il y a dix ans son produit national brut (PNB) était encore comparable à celui de l'Allemagne Fédérale. Aujourd'hui, il en est le double et se rapproche du PNB de l'Union Soviétique. Les Etats-Unis ont cédé au Japon la place de premier créancier du monde pour devenir le plus grand débiteur. Parmi les monnaies alternatives au dollar, le yen remplace de plus en plus souvent le deutsche mark comme « market leader » sur les marchés des devises.

La diplomatie japonaise, il est vrai, reste discrète, et son rôle militaire, pris au sens strict du terme, limité. L'interdiction constitutionnelle de toute arme nucléaire sur son territoire et le principe d'autodéfense régissant sa politique militaire, lui dénie de participer directement au jeu stratégique global. Mais il y participe indirectement et efficacement. Par ses exportations massives de capitaux, il finance un tiers environ du déficit budgétaire des Etats-Unis, contribuant ainsi par ricochet et de façon

(1) Ez. VOGEL, *Pax Nipponica* ? in : *Foreign Affairs*, 1985 (LXIV), n° 4, pp. 763-757.

importante au budget de la Défense de l'Administration Reagan. Plus « visible », une dépendance grandissante de l'industrie militaire américaine vis-à-vis des fournitures japonaises dans les secteurs technologiques les plus sensibles a commencé à se profiler. L'intérêt que l'administration américaine porte à la participation japonaise dans l'Initiative de Défense Stratégique (SDI) a de ce fait une autre teneur que celui qu'elle a exprimé, surtout pour des raisons d'ordre politique, à la participation européenne. Dans le Tiers Monde aussi, le Japon prend part au jeu stratégique global en concertant avec les Etats Unis, discrètement mais étroitement, son transfert de ressources vers les pays en voie de développement. Cette concertation suit les critères d'une politique de sécurité « occidentale » au sens large.

L'intérêt soudain que manifeste l'URSS de Gorbachev pour le Japon ne surprend donc pas, même si l'on ne sait pas encore s'il est inspiré par un respect pour la technique japonaise ou par la reconnaissance des dimensions globales de la relation US-Japon (2). Celle-ci a été qualifiée par le Président Reagan comme la plus importante relation bilatérale du monde. Et c'est sans doute de celle-ci que la nouvelle puissance mondiale japonaise tire l'essentiel de sa substance (3). En effet, l'ancienne dépendance du Japon vis-à-vis des Etats-Unis a fait place à une authentique interdépendance des deux pays. La dépendance commerciale du Japon vis-à-vis des Etats-Unis est largement compensée par ce qu'on pourrait appeler la dépendance macro-économique des Etats-Unis vis-à-vis du Japon. L'intégration structurelle des deux économies est un phénomène sans précédent dans le monde industrialisé. Le « facteur japonais » dans la politique américaine est visible dans des domaines aussi divers que la politique industrielle, monétaire, fiscale, étrangère et de défense. Le fait que le Japon ait pu faire valoir avec un succès considérable son opposition au principe de réduction des forces nucléaires de moyenne portée (SS20 contre Pershing) en Europe s'il n'y avait pas de réductions simultanées et « proportionnelles » en Asie, est un exemple des plus frappants du nouveau levier politique japonais.

Jusqu'ici, le Japon n'a guère figuré dans le paradigme traditionnel, ou « réaliste », de la théorie des relations internationales (4). Il s'agissait

(2) Une intéressante (et prophétique) interprétation du comportement soviétique tant du point de vue japonais que trilatéral, est donné par H. KIMURA, *Probleme und Perspektiven sowjetischer Aussenpolitik unter Gorbatschow - Ein Beitrag aus japanischer Sicht*, in : *Europa Archiv*, 1986 (XIII), pp. 393-402.

(3) Pour une analyse similaire, voir H. SCHMIEGELOW, *Global Dimensions in US-Japan Relations*, in : *Aussenpolitik*, 1986, n° 3, pp. 222-238.

(4) R. ARON, *Paix et guerre entre les nations*. Paris, 1962, pp. 17-20 ; S. HOFFMAN, *Contemporary Theories in International Relations*. Englewood Cliffs N.J., 1960.

essentiellement d'un paradigme de diplomatie et de stratégie laissant, dans une sorte de division du travail entre disciplines, les variables économiques aux économistes (5). Le cas japonais illustre pourtant combien ces variables économiques peuvent changer la structure du système international en affectant les leviers du pouvoir entre les nations. Il fait ressortir les multiples façons dont certains facteurs économiques finissent par apparaître sur les « échiquiers » diplomatique et stratégique et il convient donc de réfléchir à nouveau aux composants de la « matière première » de l'école réaliste : la puissance.

Il serait trop facile et, pour les autres « joueurs » du système international, ce serait certainement une source d'erreurs potentiellement graves, de considérer le cas japonais comme une exception confirmant la règle et de se retrancher sur l'argument familier que de toute façon, la société et les structures économiques et politiques du Japon sont trop particulières pour qu'on puisse en tirer des leçons. Ce serait confondre facteurs internes et facteurs globaux, et, pour utiliser le concept, aujourd'hui classique, du théoricien américain David Singer, se tromper de « niveau d'analyse » (6). Quels que soient les facteurs internes, qui font du Japon ce qu'il est, ils sont aujourd'hui « externalisés » à travers des variables économiques et technologiques fort bien mesurables pour déterminer une bonne partie de la « réalité » du système international. De « sous-systémiques », pour reprendre Singer, ils sont devenus « systémiques », et il faut faire face.

I. Les leviers économiques.

Le rôle économique du Japon a une incidence directe sur la structure de l'économie mondiale par l'importance de son PNB, par la taille, la composition et la distribution de son commerce international, par la magnitude et la direction de ses mouvements de capitaux et par l'impact de sa politique industrielle sur la division internationale du travail. L'influence acquise par le Japon est comparable, sinon supérieure, à celle exercée par les Etats-Unis, l'Union Soviétique ou la CEE. Vis-à-vis de la CEE, elle

(5) Pour un schéma complet de la place du cas japonais dans les théories économiques, politiques et sociologiques, voir M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines: Positive Adjustment in Japan*, in : *International Organization*, 1985 (XXXIX), n° 2, pp. 280-294.

(6) D. SINGER, *The Level-of-Analysis Problem in International Relations*, in : J. ROSENAU, *International Politics and Foreign Policy*. New York, 1969, pp. 20-29. Singer fait la distinction entre les niveaux d'analyses « systémiques » et « subsystémiques ». Les premiers concernent le niveau global - ou « mondial » des relations internationales, politiques ou économiques. Les seconds couvrent les facteurs « internes » aux acteurs (nations), que ce soit les structures ou les politiques propres aux différents systèmes sociétaux.

a l'avantage, précieux du point de vue réaliste, de ne pas être exercée par douze gouvernements aux politiques économiques et étrangères souvent divergentes, mais par une seule entité nationale qui passe pour un modèle d'intégration tant au niveau économique que politique.

A. PNB et commerce international.

La PNB japonais se situait aux environs de 400 milliards de dollars au débuts des années 1970, chiffre quasi similaire à celui du PNB de la République Fédérale. Dix ans plus tard, il avait triplé et atteint aujourd'hui les 1.200 milliards de dollars, plus du double de celui de l'Allemagne (600 milliards de dollars). Le Japon talonne l'Union Soviétique (1.600 milliards de dollars) et son PNB combiné à celui des Etats-Unis constitue quelques 35 % du PNB mondial ou, si l'on ne considère que les économies de marché, 50 %. La croissance de la part du Japon dans le PNB mondial est d'autant plus significative qu'elle coïncide avec une dépendance grandissante des USA de cette même économie mondiale. En effet, le rapport du commerce extérieur au PNB américain a doublé ces dix dernières années pour atteindre quelque 20 % (7). En même temps, la politique conjoncturelle du Japon durant la dernière décade a fait preuve d'un degré d'indépendance tout-à-fait remarquable aux termes de l'école réaliste en adoptant un « policy-mix » de politique monétaire et fiscale parfaitement opposé à celui des USA (8). De plus, la banque centrale et le gouvernement japonais ont résisté avec plus de détermination, encore qu'avec plus de diplomatie sans doute que leurs équivalents allemands, aux pressions américaines visant à corriger le mésalignement des monnaies et par là, le déficit commercial américain (9).

Quant au commerce international, la part du Japon est passée en dix ans de 10 à 16 %, tandis que celles des Etats-Unis et de l'Allemagne ont diminué parallèlement de 18 à 16 %. Si, depuis 1984, la part des trois grands dans le commerce international est donc fort similaire, la répartition géographique et la dynamique de croissance sont nettement différentes dans les trois cas. Une caractéristique des pays de la Communauté Européenne, et l'Allemagne n'y fait pas exception, est qu'ils commercent entre eux dans ce que la théorie économique appelle des « marchés captifs » où la proximité géographique et les frontières tarifaires communes jouent un rôle primordial. En effet, 60 à 70 % du commerce extérieur des pays européens a lieu « intra muros ». Les Etats-Unis suivent la

(7) H. PATRICK, *The Burgeoning American Economic Stake in the Pacific Basin*, in : J.W. MORLEY (éd.), *The Pacific Basin - New Challenges For the United States*. New York, 1986, p. 59.

(8) M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrine*, p. 263.

(9) C.F. BERGSTEN, *The US-Japan Economic Problem*. Washington, 1985.

même voie, vu que la plus grosse part de leur commerce extérieur se fait d'abord avec le Canada et le reste de l'hémisphère occidental. Le Japon, lui non plus, ne renonce pas à ces avantages, puisqu'un tiers de son commerce extérieur se pratique avec les pays voisins du Bassin Pacifique. Mais la dynamique particulière du commerce japonais se révèle par le fait qu'un autre tiers va aux USA et près de 20 % aux pays de la CEE, où le Japon ne jouit pas des facilités de proximité géographique de ses concurrents.

En plus de sa pénétration des marchés des trois régions économiques les plus importantes du monde, le Japon a remplacé l'Allemagne comme second partenaire commercial de la plupart des pays du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Amérique Latine, après les Etats-Unis ou les anciennes puissances coloniales (10). Les leviers politiques ainsi acquis ne sont pas souvent visibles mais sont d'autant plus faciles à utiliser que le Japon comme avant lui la République Fédérale, ne souffre pas du stigmate de la super-puissance (11).

Un autre aspect important du succès du Japon est le fait que ses exportations sont concentrées dans les secteurs de croissance, tels l'optique de précision, l'électro-optique, l'électronique, la biotechnologie et les nouveaux matériaux. Ses investissements importants dans les secteurs jadis considérés comme la chasse gardée de l'Allemagne ou des Etats-Unis, e.a. la chimie et les machines-outils, ont également porté leurs fruits. Même l'aviation, pilier de l'industrie américaine, est menacée comme le montre le récent accord de coopération entre Boeing et trois entreprises japonaises pour la construction d'un moyen courrier dans les années 1990. En d'autres termes, il n'y a pas un secteur en expansion qui n'ait fait l'objet de l'attention japonaise. Parallèlement, les secteurs en déclin, tels la pétro-chimie, et ceux où le Japon a perdu son avantage comparatif comme par exemple, le textile ou les chantiers navals, ont été soumis à une politique de restructuration systématique qui permet à long terme de libérer des ressources pour les nouvelles industries-clé (12).

(10) Voir par exemple : J. MOSS, J. RAVENHILL, *Emerging Japanese Economic Influence in Africa - Implications for the United States*. Berkeley, 1985, pp. 40-87 (Institute for International Studies - Policy Papers in International Affairs # 21).

(11) S. FUKAI, *Japan North-South Dialogue in the United Nations*, in : *World Politics*, 1982 (XXV), pp. 73-105.

(12) Voir à ce sujet : F.K. UPHAM, *Legal and Institutional Dynamics in Japan's Cartel Policy*, in : M. SCHMIEGELOW (éd.), *Japan's Response to Crisis and Change in the World Economy*. Armonk, New York, 1986, pp. 278-303 ; G. KENNEY, *Materials Dependence and Patterns of Interdependency*. Paper presented at the Second Symposium on US-Japan Science and Technology Exchange. Washington D.C., 17-18 novembre 1986.

B. *Mouvements de capitaux.*

Si ce dynamisme commercial pouvait être observé depuis les années soixante déjà, nul n'eut osé prédire l'essor récent de son marché des capitaux. Bien que le Japon ait attendu jusqu'en 1980 pour libéraliser formellement son régime des échanges extérieurs (13), il n'a fallu que cinq ans pour que les avoirs nets extérieurs atteignent près de 130 milliards de dollars (1985) (14) et fassent ainsi du Japon le premier pays créateur du monde, place occupée depuis le siècle dernier d'abord par l'Angleterre, ensuite par les Etats-Unis (15). En effet, alors qu'en 1982, les avoirs nets extérieurs des USA étaient encore de l'ordre de 150 milliards de dollars, la situation s'est complètement renversée, et le pays « leader » de l'ouest est devenu un net débiteur depuis 1985. La plus grande partie de ce changement fondamental de la structure du marché global des capitaux s'est faite de façon bilatérale entre le Japon et les Etats-Unis, sous forme de massifs investissements japonais de portefeuille couplés à un assèchement parallèle des exportations américaines de capitaux à long terme. Cet influx de capitaux est un des facteurs les plus significatifs de la nouvelle interdépendance USA-Japon par les conséquences qu'il a sur la politique monétaire, fiscale et de défense des Etats-Unis.

La meilleure illustration de cette interdépendance est la « Doctrine Feldstein », du nom de l'ancien président du « Council of Economic Advisors » (16). La doctrine accepte comme donné le déficit du budget américain tel qu'il résulte de la place prioritaire de la défense dans les choix budgétaires de l'Administration Reagan. Elle souligne que les influx de capitaux mitigent la pression à la hausse des taux d'intérêt produite par la coïncidence d'une politique budgétaire « super-Keynesienne » et d'une politique monétaire « monétariste », et préviennent ainsi le phénomène de concurrence d'absorption entre demande privée et publique de capital. La part des investissements étrangers dans le financement du déficit du budget américain est estimée à quelques 60 %, dont la moitié provient des seuls avoirs japonais. On parle donc d'une sorte d'équilibre macro-économique entre les deux pays, dans la mesure où quelques 35 à 40 % des exportations japonaises se font sur le marché américain et où ces

(13) M. SCHMIEGELOW, Libéralisation à double tranchant : changements récents du régime régissant les banques étrangères au Japon, in *Banque*, 1982, n° 417, pp. 562-567.

(14) *Nihon Keizai Shimbun*, mai 1986 ; R. WATABE, *Japanese Investors' Interest in Foreign Securities*. Nomura Institute, Washington, 1986.

(15) M. YOSHITOMI, Japan as a Capital Exporter : Implications for the United States and the World Economy. Présenté à la conférence : *Japan's Capital Outflows and the Global Economy*, New York, 22 novembre 1985, p. 6.

(16) J.A. FRANKEL, *The Yen / Dollar Agreement : Liberalizing Japanese Capital Markets*. Washington, 1984, p. 35.

gains en devises sont en quelque sorte « recyclés » dans le financement du déficit.

Feldstein acceptait la surévaluation du dollar comme une conséquence inévitable de cet influx. Selon lui, tout effort pour faire baisser le dollar, en intervenant soit sur le marché des changes soit sur celui des capitaux, ferait monter les taux d'intérêt américains et créerait ainsi une pression à la hausse sur le dollar (17). Le prix que les Etats-Unis paient pour cet équilibre se mesure au déclin du secteur manufacturier américain, facilitant à son tour la croissance de la part des produits japonais dans l'offre intérieure. La perte massive d'emplois dans ce secteur n'est masquée que par le développement rapide du secteur des services qui a permis à l'administration d'éduquer le public américain à une plus grande indulgence envers le déficit commercial américain vis-à-vis du Japon. Le levier japonais est donc bien installé au centre du processus politique.

Cependant, les frictions constantes entre le Japon et les Etats-Unis au sujet des pratiques de vente des produits japonais qualifiées de « dumping » témoignent néanmoins que tout ne se passe pas sans heurt. Le Congrès actuel à majorité démocrate est pressuré par les grands syndicats pour imposer des tarifs élevés sur les produits japonais. La décision récente du Président Reagan d'imposer 300 millions de dollars de sanctions sur les importations de puces électroniques est un exemple de cette irritation permanente des américains vis-à-vis du succès japonais. Mais le Secrétaire d'Etat au Commerce, Malcom Baldrige s'est empressé de calmer les esprits et de nier qu'il y ait une guerre commerciale, soulignant l'importance de l'interrelation économique entre les deux pays (18). Rarement les liens potentiels entre la théorie économique et le paradigme traditionnel des relations internationales ont-ils été plus apparents.

Un autre aspect évident du changement qui s'est opéré dans la structure des marchés financiers internationaux, comme un système de vases communicants entre le Japon et les Etats-Unis, est le retrait des banques américaines et leur substitution par des banques japonaises au premier rang des transactions entre institutions financières privées, attesté pour le troisième trimestre 1985 par la Banque des Règlements Internationaux (19). Ici aussi, les observateurs américains voient clairement se des-

(17) Council of Economic Advisors, *Economic Report to the President* (Washington, février 1983, chap. 3 et février 1984, chap. 2) ; M. FELDSTEIN, *The Dollar Exchange Rate*. Remarks before the World Affairs Council of Philadelphia (29 février 1984) ; C.F. BERGSTEN, *The United States-Japan Economic Problem: the G5 Plaza Agreement after Six Months*, New York, 12 mars 1986, pp 10-11.

(18) M. BALDRIDGE, There Won't Be a Trade War, in : *Washington Post*, 10 avril 1987.

(19) Banque des Règlements Internationaux, *International Banking and Financial Markets Development* (janvier 1986) ; voir aussi *American Banker* (30 juillet 1986) qui rapporte que les cinq plus grandes banques du monde sont respectivement Dai-ichi Kangyo, Citicorp (US), Fuji, Sumitomo et Mitsubishi.

siner la dimension bilatérale. Ensemble, les banques américaines et japonaises contrôlent 50 % du marché du crédit international. Grâce à cette puissance conjointe, c'est clairement le Japon qui détient la clé de la solution à la crise de la dette du Tiers Monde, telle qu'elle est envisagée, par exemple, dans le « Plan Baker ».

Un troisième indice de l'essor japonais dans ce domaine est le rôle croissant du yen comme monnaie de réserve internationale à côté du dollar et du mark, ainsi que le fait que Tokyo devient un centre financier de la taille de Londres et New York. Bien que le dollar reste la principale monnaie de réserve des banques centrales, sa part a diminué de 76,5 à 69,1 % entre 1976 et 1983. En même temps, la seconde monnaie de réserve, le mark, est passée de 9 à 15 % en 1980 pour redescendre ensuite à 12 %. Le yen, lui, a doublé, partant d'une base modeste il est vrai, de 2 à 4 %. Si la part du yen, en pourcentage absolu, n'est pas bien grande, ce qui compte, c'est la tendance et le fait que le glissement dans la composition des réserves de devises des banques centrales est endossée officiellement par les autorités américaines et japonaises (20), alors que, pour sa part, la Bundesbank reste sceptique sur le rôle de monnaie de réserve du mark, craignant de perdre le contrôle de la masse monétaire allemande.

Jusqu'au milieu des années 1970, les japonais considéraient le marché allemand des capitaux comme un modèle pour le leur, tant en volume qu'en structure légale. Depuis le début des années 1980, l'administration américaine, dans l'espoir (problématique) de combattre le déficit commercial par une internationalisation du yen tendant à son appréciation, a poussé le Japon à adopter les standards de New York et Londres (21). Aujourd'hui, la bourse de Tokyo, alimentée par la richesse en liquidité des entreprises japonaises et le taux élevé d'épargne du pays, a atteint un volume de 700 milliards de dollars et est devenue ainsi la seconde bourse du monde, après New York et avant Londres.

En libéralisant leurs marchés financiers, les autorités japonaises sont sans doute conscientes des bénéfices macro-économiques qu'il y a à disposer, dans leur propre pays, d'un des plus grands et plus efficaces marchés des capitaux du monde. L'exemple de la compétition entre pays occidentaux pour avoir leur part dans le recyclage des pétro-dollars après les deux crises du pétrole a souligné l'avantage « stratégique » d'avoir un

(20) Cité par FRANKEL, *The Yen / Dollar*, p. 34 ; H. SCHMIEGELOW, *Japans Aussenwirtschaftspolitik : merkantilistisch, liberal oder funktionell ?* Hambourg, 1981 ; A. ROWLEY, *The Reluctant Debutante*, in : *Far Eastern Economic Review*, 29 décembre 1983 ; Tokyo Fast Catching Up With London New York As An International Financial Center, in : *Japan Economic Journal*, 16 juillet 1985.

(21) FRANKEL, *The Yen / Dollar*, pp. 49-53.

marché domestique des capitaux efficace et libéral. De plus, la tendance à l'appréciation de la monnaie nationale qui découle de l'attrait d'un tel marché n'est pas toujours mal venue. Dans certaines situations elle peut être bénéfique, comme l'ont montré les expériences de l'Allemagne lors de la première crise du pétrole et des Etats-Unis lors de la seconde (22). Ainsi, pour combattre la concurrence japonaise sur les marchés des biens, l'Amérique finit-elle par créer un compétiteur potentiel sur les marchés des capitaux.

Les premiers signes, observables depuis l'accélération de la baisse du dollar en 1986, démontrent bien quel est l'enjeu : c'est que les capitaux japonais pourraient préférer rester au Japon plutôt que servir à l'achat des Bons du Trésor américain. Avant chaque émission de nouveaux bons à New York, l'angoissante question que l'on se pose est : « vont-ils venir ? » Si « ils » ne venaient pas, les taux d'intérêt monteraient automatiquement, avec les conséquences macro-économiques que l'on connaît.

C. Politique industrielle.

L'extraordinaire performance comparative du Japon dans l'économie mondiale et surtout sur le marché américain fut souvent évoquée en utilisant le slogan « Japan Inc. », c'est-à-dire comme étant le résultat d'une collusion entre le gouvernement et le secteur privé japonais. Mais ces assertions ont perdu beaucoup de leur poids, sauf dans les cercles tendant à combattre la concurrence japonaise par des mesures protectionnistes. La libéralisation du commerce extérieur et des mouvements de capitaux japonais est trop avancée aujourd'hui pour que l'on puisse encore parler d'une manipulation mercantiliste des échanges extérieurs du Japon (23). Le fait que l'OCDE n'a cessé depuis plusieurs années de louer le Japon pour son mélange pragmatique d'une politique Keynesienne du contrôle de la demande avec une politique industrielle renforçant l'offre à long terme n'est pas passé inaperçu (24).

D'autre part, nul autre que Milton Friedman lui-même a rendu hommage à la qualité « monétariste » de la politique monétaire japonaise. S'il est vrai que la rigueur doctrinale de la politique monétaire de la Réserve Fédérale lui a fait défaut, elle a mieux réussi, selon Friedman, à assurer la stabilité de la croissance de la masse monétaire année par année (25).

(22) H. SCHMIEGELOW, *Japans Ausenwirtschafspolitik*, p. 75.

(23) H. SCHMIEGELOW, Exchange Rate Policy : Policy Targets, Non-Policy Variables and Discretionary Adjustment, in : M. SCHMIEGELOW (éd.), *Japan's Response to Crisis and Change in the World Economy*. New York, 1986, pp. 28-43.

(24) OCDE, *Economic Surveys*. Paris, 1981-1983-1984/1985.

(25) M. FRIEDMAN, Monetarism in Rhetoric and in Practice, in : *Bank of Japan Monetary and Economic Studies*, 1983 (I), n° 2, pp. 1-14.

Quant aux « supply-siders », ils ne sont pas moins enthousiastes. Arthur Laffer, leur représentant le plus célèbre (26), souligne les investissements massifs que le Japon a effectués dans les secteurs-clé de son industrie au cours des années soixante. Le résultat, selon lui, est clair : la part des produits à capital intensif dans l'ensemble de l'output industriel a dramatiquement augmenté, servant ainsi de fondation solide à la compétitivité des exportations japonaises. En même temps, le Japon a gardé la réputation de poursuivre une politique budgétaire conservatrice (27) et de parvenir à maintenir la part du secteur public dans le PNB la plus basse des pays de l'OCDE. Ces deux caractéristiques ont fait que les « supply-siders », qui n'ont pour le reste rien d'agréable à dire sur l'activisme des politiques économiques gouvernementales, se sont montrés remarquablement indulgents à l'égard de la politique industrielle du Japon, dont le mérite principal a justement été de promouvoir des investissements massifs. Devant ces applaudissements, il n'est pas étonnant que le gouvernement japonais ait pu résister avec succès aux exhortations de Keynesiens éminents comme Paul Samuelson, James Tobin et Fred Bergsten, cherchant à compenser le mélange américain de politique budgétaire hyper-expansionniste (Keynesienne) et de politique monétaire hyper-restrictive (monétariste) par un mélange japonais inverse de façon à corriger la surévaluation du dollar (28).

Le nouvel intérêt conceptuel manifesté pour le modèle japonais de politique industrielle, considéré par l'OCDE comme un des quatre types de « politique d'ajustement positif » les plus efficaces (29), coïncide avec la « crise de la théorie économique » qui se répand à présent aux États-Unis et en Europe de l'Ouest (30). Les modèles néo-classiques et Keynesiens de statique comparative qui ont prévalu jusqu'ici perdent de plus en plus de leur influence alors que les modèles dynamiques, notamment les théories de conjoncture et de développement de Schumpeter, font l'objet d'un renouveau d'intérêt. La réapparition de la critique Schumpétérienne et Hayeckienne du modèle néo-classique de la parfaite concu-

(26) A. LAFFER, M. MILES, *Economics in an Integrated World*. Glencoe Ill., 1982, pp. 62, 151 ss.

(27) G. SAXONHOUSE, Cyclical and Macrostructural Issues in US-Japan Economic Relations, in : D. OKIMOTO (éd.), *Japan's Economy Coping With Change in International Environment*. Boulder Co., 1982, p. 151 ; pour un exposé complet, voir T.J. PEMPEL, *Policy and Politics in Japan : Creative Conservatism*. Philadelphia, 1981.

(28) C.F. BERGSTEN, What to do about the United States - Japan Economic Conflict ? in : *Foreign Affairs*, 1982 (LXI), pp. 1069-1075 ; P. SAMUELSON, World Economy after Geneva Summit, in : *Japan Economic Journal*, 6 septembre 1985.

(29) M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines*, pp. 261-294.

(30) D. BELL, I. KRISTOLL (eds), *The Crisis in Economic Theory*. New York, 1981.

rence fait partie de cette tendance (31). On commence à mettre en doute qu'une politique économique exclusivement inspirée par le modèle néo-classique puisse encore pourvoir aux besoins du développement technologique.

Les entreprises japonaises ont fait preuve d'une « qualité Schumpétérienne » en se spécialisant dans les produits nouveaux pour lesquels il n'y a pas encore, ou il n'y a plus, de concurrence et pour lesquels c'est l'offre qui crée la demande. La réputation de la politique industrielle du gouvernement japonais n'a pu que bénéficier du « lustre » acquis par cette qualité Schumpétérienne des entreprises japonaises. Quoique bien des aspects de cette politique restent controversés sur le plan théorique, sa contribution décisive au développement industriel du Japon a été de protéger les entreprises contre les risques exceptionnels que la plupart des investissements vraiment novateurs comportent. Le fait que les USA eux-mêmes pratiquent ce genre de politique dans l'armement et l'aérospatiale, n'est pas passé inaperçu (32). Ici aussi, un processus dynamique similaire est en cours, qui se distingue moins par des qualités concurrentielles au sens néo-classique que par des risques d'innovation bien trop grands pour être encourus, à eux seuls, par des entreprises individuelles, même les plus grandes. L'avance conceptuelle du Japon sur les Etats-Unis en ce domaine est d'avoir développé comme politique macro-structurelle couvrant tous les secteurs industriels ce qui, en Amérique, n'a jamais dépassé le niveau micro-économique dans les secteurs de la défense et de l'espace que nous venons de mentionner (33). En outre, il apparaît de plus en plus clairement que, par l'usage pragmatique de l'« administrative guidance » et de la promotion et de la légalisation des cartels — en principe illégaux au Japon comme dans les économies « modèles » de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord — pour des buts de politique structurelle, le Japon est en fait parvenu à améliorer le fonctionnement des marchés et à augmenter la concurrence beaucoup plus que la théorie économique ne permettait de l'assumer (34).

(31) I.M. KIRZNER, *The Austrian Perspective on the Crisis*, in : D. BELL, I. KRISTOLL, *The Crisis*, pp. 111-122 ; M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines*, p. 273.

(32) M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines*, p. 274.

(33) H. PATRICK, *Japanese Industrial Policy and Its relevance for United States Industrial Policy*. Déclaration devant le Joint Economic Committee, US Congress, 13 juillet 1983, p. 24 ; US International Trade Commission, *Foreign Industrial Targeting and its Effects on US Industries, Phase I : Japan - report to the Committee on Ways and Means*. US House of Representatives, octobre 1983, p. 5 ss.

(34) M. YOUNG, *Structurally Depressed and Declining Industries in Japan : a Case Study in Minimally Intruse Industrial Policy*, in : *Japan's Economy and Trade with the United States*. Joint Economic Committee, US Congress, 1966, pp. 133-150 ; J.G. UPHAM, *Legal Framework of Structurally Depressed Industry Policy, US-Japan Programme*. Cambridge Mass., 1983.

Il est évident que copier purement et simplement le modèle japonais est hors de question tant pour l'Europe que pour les Etats-Unis. Les structures sociales et culturelles ne sont pas comparables et les politiques structurelles ne sont pas transférables comme telles. Mais cela ne signifie pas qu'on ne puisse en tirer certaines leçons. Après tout, on trouve un dosage aussi net de Colbertisme que de capitalisme classique dans la politique industrielle japonaise. Ces composantes-là ne sont point incomparables, c'est leur composition originale qui donne à réfléchir (35). Si le modèle français et le modèle américain constituent les deux extrêmes du système économique occidental, c'est le Japon qui a fini pour fournir un point de convergence auquel le reste du monde devrait faire attention. Et en effet, on commence à le faire. La France Colbertiste reprivatise ses industries et les Etats-Unis démentèlent leur législation antitrust. L'Administration Reagan met à l'étude une nouvelle législation qui, si elle est votée, introduira la réforme la plus étendue de la politique antitrust depuis 35 ans. Pour permettre aux entreprises américaines de concurrencer les grands conglomerats japonais (« zaibatsu »), les règles régissant les fusions d'entreprises seront amendées de façon que celles-ci ne puissent plus être interdites sous le prétexte qu'elles « pourraient » mettre en danger le principe de la libre entreprise, mais seulement si un tel effet est « probable ». Fusions et « joint-ventures » doivent être encouragées dans la mesure où elles peuvent améliorer production et efficacité. Cet abandon de la doctrine orthodoxe montre d'ailleurs que les Etats-Unis et le Japon partagent de manière surprenante une qualité d'ordre profondément culturel (quoi qu'en disent les « japonologues ») : le pragmatisme. Ce qui laisse l'Europe de l'Ouest avec un surplus de vaches sacrées à sacrifier.

Si l'impact global d'une politique économique nationale n'a jamais été étudiée *per se* par l'école réaliste de la théorie des relations internationales il n'en est pas moins réel. La simple taille de l'économie japonaise aux termes de sa part, non seulement dans les agrégats de l'économie mondiale, mais aussi dans les relations commerciales et technologiques de tous les autres membres du système international, force ces derniers à ajuster leur propre politique économique. Puisque la politique économique japonaise influence déjà une bonne partie de la réalité économique, politique et militaire, le reste du monde ne peut espérer la combattre en l'ignorant.

(35) Pour une discussion de la signification du Colbertisme moderne dans les relations internationales, voir H. SCHMIEGELOW, M. SCHMIEGELOW, *The New Mercantilism in International Relations: the Case of France's External Monetary Policy*, in : *International Organization*, 1975 (XXIX), n° 2, pp. 365-391 ; et pour le mélange pragmatique et original d'éléments Colbertistes et classiques dans la politique industrielle japonaise, voir M. SCHMIEGELOW, *Cutting across Doctrines*, p. 279.

II. Les effets stratégiques et diplomatiques.

Il a souvent été dit que la puissance économique n'est pas grand chose sans la puissance militaire. Les hollandais du XVII^{ème} siècle ont souffert de ce déséquilibre entre leur hégémonie économique et leur relativement faible force militaire. Le Japon d'après-guerre, quant à lui, a résolu ce problème en obtenant la protection militaire des Etats-Unis, qui lui a été accordée par une sorte de quid-pro-quo de sa démilitarisation. Grâce à cette protection, il a pu concentrer ses ressources sur la reconstruction et le développement, laissant le soin aux cinq grands de 1945 de dépenser une part toujours croissante de leurs ressources au renforcement de leur puissance militaire. D'autre part, comme le Japon est en train de le découvrir, on ne devient pas « impunément » la seconde puissance économique du monde occidental et la première dans un nombre croissant de technologies.

Pour le reste du monde, le poids économique et technologique du Japon acquiert des dimensions politiques et stratégiques, qu'il le veuille ou non. C'est d'autant plus vrai que ces dimensions sont reconnues le plus activement à l'endroit du monde où elles sont transformées le plus facilement en influence internationale, c'est-à-dire aux Etats-Unis. C'est une obligation et un potentiel en même temps. En acceptant cette obligation, le Japon très rationnellement, n'a pas dédaigné l'utilisation du potentiel.

Cela se manifeste à trois niveaux : le premier est celui de la technologie « double », c'est-à-dire celle qui, développée pour des buts civils, peut avoir des applications militaires; le second est celui du partage du travail dans le transfert de ressources vers le Tiers Monde; le troisième est celui de la stratégie globale au sens étroit de la réduction des armements.

A. *Technologie civile et applications militaires.*

L'administration américaine a considéré le potentiel technologique qui résulte de la promotion des investissements innovateurs des entreprises japonaises ces dix dernières années, non seulement comme une menace concurrentielle de ses propres industries, mais aussi comme un atout à long terme pour la défense des Etats-Unis et de ses alliés. Pour la première fois, le 9 novembre 1983, le Japon et les Etats-Unis ont signé un accord de transfert de technologie du Japon vers les Etats-Unis. Cependant, ce qui compte le plus aux yeux du Pentagone, n'est pas tant le potentiel déjà considérable de technologie militaire du Japon que la technologie japonaise à « double usage » développée pour des produits commerciaux mais utilisables à des fins militaires. Alors que le rôle de leader de l'Amérique dans le domaine de la pure technologie militaire est toujours incontesté, le

nombre de technologies civiles à application militaire est croissant et, ici le Japon est clairement en passe d'être le premier (36).

Un rapport du Pentagone remis au gouvernement japonais en mai 1985 nomme, dans le seul domaine de l'optique électronique, huit compagnies japonaises dont l'éventail de produits répond aux besoins de la défense américaine dans 38 cas de « double usage » de technologie. Le même phénomène se retrouve dans les domaines des propulseurs de fusée, des ordinateurs à intelligence artificielle, de la technologie laser et des céramiques spéciales. La dépendance croissante du système américain d'armement contrôlé électroniquement vis-à-vis des composants fournis par des firmes japonaises, surtout dans le cadre de la SDI, constitue déjà le sujet de discussions tant au Pentagone qu'à la Defense Advanced Research Agency et ailleurs (37).

Facteurs économiques et facteurs technologiques convergent pour donner au Japon une importance cruciale pour la SDI. Bien que la possibilité scientifique de la réalisation de la SDI selon l'image diffusée par M. Reagan reste contestée, il n'empêche qu'elle a une réalité d'importance globale, ne fût-ce que parce qu'elle tient en otage, pour ainsi dire, la politique du contrôle des armements. Ceux qui en doutaient encore s'en rendent compte depuis le sommet de Reykjavik. Grâce à la discussion intense des raisons de « l'échec » de ce sommet, l'enjeu latent qui auparavant ne semblait être qu'à l'esprit des experts est devenu apparent : même dans l'hypothèse où le concept « idéal » de la SDI n'est pas faisable scientifiquement, le projet et les ressources considérables mises très réellement à sa disposition par l'administration américaine déjà aujourd'hui sont, de l'aveu même du Pentagone, une arme économique, forçant l'Union Soviétique à maintenir la priorité du secteur militaire de son industrie sur le secteur civil, privant ainsi de ses moyens le programme de réforme sur lequel Gorbachev espère baser la modernisation de l'économie soviétique et la force future de la superpuissance de l'Est.

(36) US Interested in Japan's Military Technology, in : *Japan Economic Journal*, 4 juin 1985.

(37) National Research Council, *Toward a New Era in US Manufacturing - The Need for a National Vision*. Washington D.C., 1986. Cette étude, basée sur deux ans de recherche, conclut que des changements fondamentaux dans les structures de travail, d'organisation et de management, ainsi qu'une intégration accélérée des nouvelles technologies dans l'industrie manufacturière, seraient indispensables pour rétablir la compétitivité et l'indépendance vis-à-vis de la concurrence japonaise dans les secteurs les plus importants de l'économie américaine. Voir aussi : M. SCHRAGE, US Dependence on Japan for Parts Worries Pentagon, in : *Washington Post*, 11 mars 1986 ; G. KENNEY, *Materials Dependence*, pp. 17-21 ; M. IWAMA, F.R. MAGEE, *Computers and Communications - Technology Interdependency Between the US and Japan*. Paper presented at the Second Symposium on US-Japan Science and Technology Exchange. Washington D.C., 17-18 novembre 1986, pp. 9-11.

Mais, et c'est ici que l'importance « stratégique » du Japon apparaît, cette « arme économique » américaine, comme l'ancien chef du Pentagone, Robert McNamara, vient de l'expliquer, est à double tranchant. Avec un coût estimé à 1.000 milliards de dollars pour son déploiement initial et des dépenses annuelles entre 100 et 200 milliards de dollars pour l'adaptation et la modernisation constante, le système risque d'affaiblir sérieusement l'économie américaine, ne fût-ce que par la même concurrence d'absorption entre secteurs civil et militaire qu'il est supposé infliger à l'URSS. L'apport du Japon aussi bien au plan financier et budgétaire, que par la production d'éléments électroniques, électro-optiques et de matières nouvelles à grande échelle et à prix réduit que l'industrie privée japonaise peut offrir comme aucune autre dans le monde actuel, est donc d'une importance cruciale pour les Etats-Unis et nul n'en doute plus à Washington.

Il n'est donc pas surprenant de voir les Etats Unis montrer un autre intérêt pour une participation japonaise à la SDI que celui exprimé par Washington envers ses alliés européens. Il est évident que l'Administration Reagan, en conviant les européens à participer au programme SDI, cherche surtout à démontrer la cohésion de l'Alliance Atlantique dans sa dispute avec l'Union Soviétique à ce sujet. Dans le cas du Japon, au contraire, l'intérêt américain concerne plus pratiquement le potentiel financier et technologique du Japon et surtout celui de ses entreprises privées.

L'importance croissante de la technologie japonaise a eu une autre conséquence intéressante. En effet, d'un pays qui, comme la France et l'Allemagne, tendait à considérer les restrictions du COCOM comme une concession nécessaire (et coûteuse en termes de commerce avec les pays à économie d'Etat) à faire, à contre-cœur, aux intérêts américains, le Japon est devenu un des plus stricts adhérents de ce système. Il a fini par avoir plus à perdre par le transfert technologique qu'à gagner par le commerce avec l'Union Soviétique et l'Europe de l'Est. Le soviétologue japonais, Hiroshi Kimura, va aussi loin de dire que le Japon peut se permettre de laisser ce commerce aux puissances technologiques dites de second ordre, telles celles de l'Europe de l'Ouest (38). L'idée chère au Président Reagan de partager avec l'URSS le fruit de la recherche de la

(38) H. KIMURA, *Sowjetische Aussenpolitik*, p. 399 ; l'URSS ne représente que 1,4 % du commerce extérieur du Japon. *Reagan Called Ready to Make Deal on Defense Arms - 1/2 Year Hiatus Proposed for SDI in Reagan Letter*, in : *Washington Post*, 3 août 1986. L'interprète de ces objections japonaises est l'un des deux conseillers spéciaux du Président sur le contrôle des armements, Edward L. Rowny, chargé de la conversation avec le Japon et la Chine pour les négociations de Genève. Il est aussi le plus conservateur des deux dans le débat à l'intérieur de l'Administration et semble toujours prêt à faire valoir les réticences japonaises.

SDI se heurte donc déjà à une opposition japonaise, inspirée par la crainte d'une perte de technologie vers l'URSS via les Etats-Unis (39).

B. *Transfert de ressources vers le Tiers Monde.*

En tenant compte des obligations constitutionnelles du Japon de limiter son rôle militaire à l'autodéfense et d'interdire toute arme nucléaire sur son territoire, les Etats-Unis ont fini par reconnaître les transferts publics et privés de ressources du Japon vers le Tiers Monde comme une méthode alternative de partage du coût de la défense commune. Exprimé en chiffres absolus, le transfert de ressources du Japon est à présent le second plus large du monde, après les Etats-Unis. Le Japon coordonne étroitement son assistance économique avec les USA, selon des critères politico-stratégiques, par consultations bi-annuelles au niveau du *Under-Secretary of State* américain et du Vice-ministre des Affaires Etrangères japonais (40). Parmi les plus grands bénéficiaires de cette coopération on trouve (sans compter l'action économique du Japon dans « sa » propre région du sud-est asiatique) l'effort de modernisation de la Chine, les réfugiés afghans au Pakistan et khmers en Thaïlande, ainsi qu'une série de pays étroitement liés aux Etats-Unis, comme la Turquie, l'Egypte, le Pakistan, Panama et la Jamaïque (41). La résolution des problèmes les plus graves du Tiers Monde, tels la crise de la dette du Mexique et le rétablissement des systèmes de transport indépendants des pays voisins de l'Afrique du Sud, ne semble plus pensable sans une contribution massive du Japon (42).

Ce qui est remarquable, c'est que cette division du travail avec la superpuissance occidentale n'a pas empêché le Japon de garder de meilleures relations avec les pays non-alignés que les USA. Et même, dans certains cas, comme lors de la crise iranienne, le Japon, trouvant la politique américaine trop difficile à suivre, a pu se retrancher sur les positions

(39) Le récent scandale Toshiba vient sans doute contredire cette affirmation. Néanmoins le scandale a été d'autant plus grand que le Japon respectait les provisions du COCOM et que, plus particulièrement, la technologie vendue aux Soviétiques pour équiper leurs sous-marins n'était pas à proprement parler une vente « nécessaire » à la survie de l'entreprise Toshiba. Le gouvernement japonais a d'ailleurs accusé, le 26 août, une entreprise de machines-outils française d'avoir opéré une vente identique, aux mêmes buts, en 1982-1983, ce que l'entreprise en question nie.

(40) US Department of State, *US-Japan Relations*, 1986. Pour une étude détaillée des différents rapports entre défense et aide économique, voir : E.A. OLSEN, *US-Japan Strategic Reciprocity : A Neo-Internationalist View*. Stanford, 1985, pp. 15-19 et 59-73.

(41) D.S. ZAGORIA, *The Soviet-American Rivalry in Asia*, in : M. D. SCHULMAN (éd.), *East-West Tensions in the Third World*. New York, 1986, p. 89 ; C. SMITH, *The Ties That Bind : Sino-Japanese Dependence Will Survive Trade Tensions*, in : *Far Eastern Economic Review*, 24 avril 1986, pp. 73 et 77-79 ; J. WANANDI, *US Protectionism Raises Questions of Pacific Security*, in : *ibid.*, p. 28.

(42) W.L. BROOKS, R. WAR, *Japan's Foreign Economic Assistance*, in : *Asian Survey*, mars 1985, pp. 322-340.

européennes. D'aucuns soulignent que le « partage des charges » avec les Etats-Unis n'a pas apporté que des coûts au Japon, mais lui permet de tirer des bénéfices substantiels en termes de marchés pour ses produits ou par ses participations à de grands projets tels le pont sur le Bosphore ou la construction du second canal de Panama.

Cependant, au-delà de l'aide sélective selon les critères politico-stratégiques, le transfert de ressources du Japon acquiert une dimension pour ainsi dire macro-économique sur le plan global. Face à la crise de la dette du Tiers Monde, ajoutée aux déficits sans précédents à la fois de la balance commerciale et du budget des Etats-Unis, le Japon va devoir intervenir massivement dans le ré-échelonnement de la dette extérieure du Tiers Monde, en plus de sa contribution au financement du déficit budgétaire américain. Etant donné le retrait des banques américaines du marché du crédit international et leur substitution par les banques japonaises, le Japon a assumé automatiquement une responsabilité et une influence globale dans ce domaine. Dans la mesure où le Congrès américain tend à vouloir de plus en plus passer des mesures restreignant la participation américaine à l'aide au développement et en même temps des mesures de plus en plus protectionnistes, deux conditions du développement économique du Tiers Monde se trouvent menacées : le financement de la croissance des économies nationales et l'accès aux marchés d'exportation (43). Le maintien de la stabilité économique non seulement du Tiers Monde, mais aussi de l'Occident entier dépend donc de plus en plus du Japon.

C. Stratégie, contrôle des armements et intérêt soviétique.

Il est évident que la dimension globale de la symbiose économique, technologique et de sécurité entre le Japon et les Etats-Unis ne peut manquer d'affecter d'une manière ou d'une autre la balance du pouvoir entre les USA et l'URSS. Elle rehausse la valeur des facteurs militaires, géographiques et physiques en place : la position stratégique des îles japonaises, le rôle régional des bases américaines sur son territoire, et l'amélioration qualitative des forces d'autodéfense.

Ces facteurs à eux seuls donnent déjà au Japon le rôle de « cheville ouvrière » de la défense américaine dans le Pacifique. Pour le Pentagone, ce rôle est plus crucial encore que ne l'est celui de la Chine, qui est, comme on le sait, de servir de contrepoids géopolitique à l'URSS. Les îles japonaises ne contrôlent pas seulement l'entrée de la flotte soviétique de Vladivostock dans le Sud Pacifique, mais constituent, grâce aux bases américaines, une plaque tournante pour la sécurité des voies maritimes

(43) H. ROWEN, *Trade Deficit Consequences - Protectionist Measures Continue*, in : *Washington Post*, 3 août 1986.

jusqu'à l'Océan Indien. Bien sûr, l'importance des bases US aux Philippines excède encore celle des bases au Japon, si on ne considère que le nombre du personnel et des unités navales et aériennes qui y sont stationnées. Mais, du point de vue américain, la stabilité politique du Japon et son infrastructure technologique en font un pilier plus sûr de leur système de défense, surtout après les incertitudes créées par le changement de régime aux Philippines. Finalement, le renforcement massif des forces soviétiques à DaNang et Cam Ranh Bay n'a fait que renforcer la valeur stratégique du Japon (44).

Malgré les restrictions imposées sur ses forces de défense, le Japon, selon un rapport récent du Département américain de la Défense, a fait de « sérieux efforts pour atteindre le but de pouvoir défendre les routes maritimes jusqu'à 1000 miles nautiques (45). Les japonais ont souvent argué que leur participation aux coûts des bases américaines sur leur territoire constituait une contribution non-négligeable à la défense du Bassin Pacifique et que le maintien de leurs dépenses militaires en-dessous des 1 % du PIB ne reflétait donc pas leurs charges réelles. Le Premier Ministre Yasuhiro Nakasone a favorisé l'abandon du débat sur la part du PIB autorisée en annonçant les augmentations du budget de la défense en chiffres absolus plutôt qu'en pourcentage.

Il n'est donc pas surprenant que le Japon ait fini par réclamer également ses droits dans le processus du contrôle des armements. Sa première intervention eut lieu en 1981 lors de la discussion sur la réduction des fusées de moyenne portée. Tokyo craignait en effet que les concessions de l'Union Soviétique du côté européen ne se fassent au détriment de l'Asie, et fit objection au retrait proposé des SS20 stationnés en Europe au-delà de l'Oural, d'où ils pouvaient aisément être déployés contre le Japon et la Chine (46). Suite aux protestations japonaises, les Etats-Unis ont insisté sur une « approche globale » pour la solution du problème.

Quant Gorbachev, en janvier 1986, a proposé, pour obtenir une « option zéro » en Europe, la destruction des SS20 pointés vers l'Europe plutôt que leur déplacement en Asie, le gouvernement japonais est allé un pas plus loin dans ses exigences. Bien que le Japon aurait pu rester indifférent à la nouvelle proposition, puisque l'option zéro en Europe n'augmentait plus le potentiel soviétique en Asie, Tokyo a cependant laissé clairement entendre qu'il considérait une option zéro européenne sans

(44) Pour une revue plus détaillée de l'aménagement des deux anciennes bases US au Sud-Vietnam, voir : *Soviet Military Operations Seen Increasing in the Pacific*, in : *Washington Post*, 1^{er} août 1986.

(45) Department of Defense, *Report on the Allies' Contribution to the Common Defense*. Mars 1986.

(46) Y. SATO, *The Evolution of Japanese Security Policy*, in : *Adelphi Papers*, 1982, n° 178, p. 8.

une option zéro asiatique comme discriminatoire (47). Même le compromis offert par Washington de lier l'option zéro européenne à un certain pourcentage de réduction des SS20 déployés en Asie a été rejeté par le Japon. Cette opposition a eu d'abord comme résultat que, au sommet de Reykjavik en novembre 1986, on envisageait d'accompagner une option zéro pour l'Europe d'une réduction de 80 % des SS20 stationnés en Asie (48). Bien que les japonais se soient abstenus d'accuser ouvertement l'Administration Reagan d'abandonner « provisoirement » la complète équivalence des solutions européennes et asiatiques, le Ministre des Affaires Etrangères japonais Kuranari n'a pas attendu deux semaines pour exprimer, pour ainsi en biais, l'exigence japonaise en la répétant à M. Kapitsa, Vice-ministre des Affaires Etrangères soviétique. Finalement, ce sont les soviétiques qui sont allés au-delà des positions américaines en proposant en été 1987, la complète élimination des SS20 en Europe et en Asie.

Quelles que soient les réserves que les européens eux-mêmes puissent avoir vis-à-vis de l'option zéro européenne, il est clair que l'administration américaine a tenu compte des demandes japonaises et que l'URSS a fait entrer cette position dans son calcul. La politique japonaise a donc fini par avoir sur les intérêts européens des répercussions qu'il aurait été difficile d'imaginer il y a dix ans.

Les Etats-Unis ne sont pas les seuls à considérer le Japon comme une nouvelle puissance mondiale, ainsi qu'en témoigne le discours de Gorbatchev à Vladivostock le 28 juillet 1986. Pour lui, l'ère « Gromyko » de la politique étrangère soviétique semble terminée : il ne s'agit plus de subordonner toute la politique étrangère aux seules relations entre les deux grands. Hiroshi Kimura décrit cette nouvelle attitude comme un changement du concept Gromyko au concept Jakovlev (49) : l'URSS passe, dans sa vision de l'adversaire occidental, du « monocentrisme » au « polycentrisme », et espère intervenir dans le jeu des leviers de force du triangle USA-Europe-Japon. Si les relations US-URSS constituent encore l'enjeu essentiel de sa politique étrangère, il est clair que l'Union Soviétique développe sa propre « politique de l'Est » et considère tant le Japon que la Chine comme des puissances mondiales. Les intérêts soviétiques sont certainement mieux sauvegardés par cette nouvelle attitude, ne fût-ce que par le calcul qu'il vaut mieux utiliser les failles et les frictions entre les alliés transatlantiques et les membres de la complexe et tacite « coalition

(47) *Ibidem* - ; EN. OLSEN, *US-Japan Strategic Reciprocity*.

(48) Reagan Arms Move Unnerves US Allies, in : *Wall Street Journal*, 24 février 1986 ; D.S. ZAGORIA, *Soviet American Rivalry*, p. 91.

(49) H. KIMURA, *Sowjetische Aussenpolitik*, p. 396 ; il s'agit d'Alexandre Jakovlev, Directeur du Bureau de Propagande du Comité Central et membre du Secrétariat du Comité Central du Parti Communiste.

pacifique-asiatique » entre USA, Japon, Chine, Corée du Sud, Australie, l'ASEAN, etc. plutôt que de confronter directement les USA (50).

*
**

En conclusion, ce qu'il convient de retenir du cas du Japon, c'est qu'un pays sans armement de portée globale peut devenir une puissance mondiale et ce, sans compenser cette absence par une diplomatie « assertive ». Le cas du Japon prive d'une bonne partie de sa force axiomatique la notion de la théorie réaliste traditionnelle qu'une grande puissance n'est pas pensable sans armement supérieur. Cela ne veut pas dire contester la validité de la politique d'un pays comme la France, qui base son indépendance nationale ainsi que son statut de grande puissance sur une technologie militaire autonome. Ce qui se trouve mis en question c'est l'argument a contrario, à savoir, que sans une telle technologie militaire, il n'y point de puissance mondiale. Le Japon montre une voie alternative et peut-être même complémentaire. Les jalons économiques et technologiques de cette voie méritent l'attention des Etats-Unis aussi bien que de l'Europe. En effet, le cas que nous avons décrit illustre que l'interdépendance économique bilatérale (ou multilatérale) et la poursuite traditionnelle d'intérêts diplomatiques et stratégiques, si nécessaire par super-puissance interposée, sont beaucoup moins incompatibles que la dispute des « écoles » ne le laisse supposer.

Summary : Power and interdependence : Japan's new global role.

Long considered as an economic giant and a political dwarf, Japan begins to solve this paradox by acquiring a political weight on the international scene. Its diplomacy remains non-assertive and its military role limited. But it has an increasing influence on the structure of the world economy by the size of its GNP, the composition and spread of its external economy and its capital flows, and by the impact of its industrial policy on the international division of labour. The growing macro-economic and financial interdependence between the US and Japan has an incidence on defence high technology and on the transfert of resources to the Third World. Japan's new status as a world power is acknowledged even by Gorbachov's « Eastern » policy. Japan's case weakens the assumption of the realist paradigm of international relations theory that power and interdependence are incompatible.

(50) Voir : R.L. SNEIDER, United States Security Interests, in : MORLEY, *Pacific Basin*, pp. 76-87.



Veiligheid anders bekeken

Een evaluatie van het probleemgebied « sociale verdediging ».

door Gustaaf GEERAERTS,

Wetenschappelijk medewerker
aan de Sectie Leer der Internationale Betrekkingen
van de Rijksuniversiteit te Utrecht.



I. Inleiding.

Voor het eerst in zijn geschiedenis beschikt de mens onder de vorm van een brede waaier aan massavernietigingswapens over het vermogen om de moeizaam verworven vruchten van zijn evolutie als het ware in één klap te vernietigen. Gekoppeld aan een door de dagelijkse ervaring gedragen besef, dat mensen op alle denkbare niveaus voortdurend fouten maken, hoeft het dan ook niet zo te verwonderen dat ideeën over een andere dan de bestaande militaire veiligheidsvoorziening zich op een vooralsnog bescheiden, maar allengs toch groeiende belangstelling mogen verheugen; zo ook de idee van sociale verdediging (1).

In haar essentie weergegeven, komt deze idee neer op een systematisch en georganiseerd geheel van maatregelen tot het voeren van (hoofdzakelijk geweldloos) burgerverzet, gericht op de beveiliging van een nationale samenleving, nl. : afschrikking, respectievelijk verdediging tegen interne (bv. staatsgrepen) en externe vormen van gewelddadige agressie (bv. invasies) (2). Als dusdanig handelt het om een bijzondere toepassing en adap-

(1) Zie o.m. R. FORSBERG, *Signs of Growing Interest in Alternative Defense*. Brookline, 1987.

(2) Voor een uitvoerige omschrijving van de idee van sociale verdediging raadplegen men G. GEERAERTS, *Sociale verdediging : situering en omschrijving van een idee*, in : G. GEERAERTS, P. STOUTHUYSEN, *Veiligheid en alternatieve defensie. De idee van sociale verdediging*. Brussel, 1983, blz. 13-56. Zie tevens G. GEERAERTS, *Sociale verdediging als een probleem van collectieve actie. Een theoretisch perspectief*. Brussel, 1986, blz. 1-40.

tatie van de techniek van geweldloze actie (3), die de ontwikkeling beoogt van een defensiebeleid, dat als een partieel, dan wel compleet (4) alternatief voor de bestaande defensie en nucleaire afschrikking kan worden gebruikt.

De opzet van dit artikel is gegroeid vanuit een spanningsrelatie die het probleemgebied van sociale verdediging nu toch al geruime tijd in haar greep heeft. Bedoeld wordt de spanning die voortvloeit uit een eerder opmerkelijke wanverhouding tussen de (relatief) hoge maatschappelijke relevantie van het zoeken naar alternatieve vormen van veiligheidsvoorziening (5) en de geringe vooruitgang in de theorievorming op het gebied van sociale verdediging. Niettegenstaande een gestaag toenemende belangstelling vanuit verschillende hoeken van de samenleving (6) is sociale verdediging niet veel meer dan een idee; zij het dan een bijzonder fascinerende. Het valt nu eenmaal bezwaarlijk te ontkennen dat de theoretische uitgangspunten waarop sociale verdediging steunt, alsnog slechts embryonaal zijn geëxploreerd.

Ondanks het bestaan van een toch vrij omvangrijke literatuur over sociale verdediging (7), blijkt de kennisuitbreiding eerder gering te zijn. Hierop is in de voorbije jaren door verschillende auteurs geattendeerd (8). Het denken over sociale verdediging wordt kennelijk gekenmerkt door stagnatie. Het verschijnsel « stagnatie » interpreteren we hierbij in navolging van Wippler (9) en Ultee (10) als een vorm van continuering, waarbij betreurd wordt dat hij nog geen vooruitgang is, terwijl vooruitgang wel mogelijk geacht wordt. Ten einde nu mogelijkheden tot vooruitgang in het denken over sociale verdediging op het spoor te komen, lijkt enig begrip van de huidige stagnatie op dit probleemgebied, en dan vooral van de factoren die eraan ten grondslag liggen, van essentieel belang.

(3) Cf G. SHARP, *The Politics of Nonviolent Action*. Boston, 1973.

(4) Hierover zijn de meningen in de betrokken literatuur sterk verdeeld. Zoals ik verderop in dit artikel betoog (zie onder III), is de vraag of sociale verdediging een partieel dan wel een compleet alternatief voor de gangbare defensie kan zijn, in het licht van onze huidige kennis bezwaarlijk anders dan tentatief te beantwoorden.

(5) Zie o.m. G. GEERAERTS, P. STOUTHUYSEN, a.w. en A. WILSON, *Het ontwapeningshandboek*. Utrecht, 1985.

(6) Zie G. GEERAERTS, a.w., 1986, blz. 9-13.

(7) Vgl. o.m. A. CARTER et al., *Nonviolent Action: A Selected Bibliography*. London, 1970; R. NIEMANN, *Bibliographie zur Sozialen Verteidigung (Civilian Defence)*, in: Th. EBERT, *Demokratische Sicherheitspolitik*. München, 1974, blz. 198-231 en G. SHARP, *Making Europe Unconquerable*. London, 1985, blz. 115-126.

(8) Zie o.m. K. KOCH, *Sociale verdediging. Een kritische literatuurbeschouwing*. Den Haag, 1981 en G. GEERAERTS, a.w., 1986, blz. 40-65.

(9) R. WIPPLER, *Theoretische sociologie als praktisch probleem. Over stagnatie en voortuitgang bij het opstellen van sociologische theorieën*. Assen, 1973.

(10) W. ULTEE, *Groei van kennis en stagnatie in de sociologie*. Utrecht, 1977.

II. Stagnatie in het denken over sociale verdediging : een poging tot interpretatie.

Naar mijn mening kan gewezen worden op een viertal factoren, die in onderlinge samenhang de huidige stagnatie in het denken over sociale verdediging in de hand hebben gewerkt, met name, de bestaande onderzoekssituatie (A), de controverse tussen voor- en tegenstanders (B), de polemiek tussen instrumentalisten en structuralisten (C) en het gebrek aan theoretisch bewustzijn in de relevante literatuur (D).

A. DE BESTAANDE ONDERZOEKSSITUATIE.

Volgens één van de belangrijkste pleitbezorgers van sociale verdediging, de Amerikaan Gene Sharp (11), mag men bij de beoordeling van de huidige stand van denken over sociale verdediging vooral niet over het hoofd zien, dat vooralsnog vrijwel geen personele en materiële hulpbronnen in onderzoek op dit gebied zijn geïnvesteerd. Hoe belangrijk de — kennelijk opnieuw ontluikende — officiële belangstelling voor sociale verdediging op zich ook moge zijn (12), een onderzoeksproject, dat wat onderzoeks-

(11) G. SHARP, *Making the Abolition of War a Realistic Goal*. New York, 1980.

(12) In een aantal landen schijnt er momenteel van overheidswege belangstelling voor onderzoek omtrent sociale verdediging te bestaan of toch alvast op gang te komen. Zulks is kennelijk het geval in Zweden, waar de regering in 1980 op voorstel van de Defensiecommissie een speciale werkgroep heeft aangesteld, die werd belast met de opdracht verschillende vormen van niet-militair verzet (waaronder sociale verdediging) te bestuderen. De opdracht behelsde het formuleren van voorstellen aangaande mogelijkheden van geweldloos burgerverzet en andere vormen van verweer voor het geval georganiseerde militaire weerstand niet langer mogelijk is. De werkzaamheden van de werkgroep leidden tot de oprichting van de Swedish Commission on Resistance, die in 1984 haar eindrapport aan de Zweedse minister van defensie overhandigde. Naast aanbevelingen voor verder fundamenteel onderzoek, bevat dit rapport tevens een aantal concrete beleidsmaatregelen met het oog op een integratie van niet-militaire verzetsvormen in het huidige Zweedse systeem van totale verdediging. Cf Swedish Commission on Resistance, *Complementary Forms of Resistance*, Stockholm, 1984.

Een ander voorbeeld biedt Canada waar de overheid in 1982 een derde deel van het onderzoeksbudget van een nieuw instituut aan de York University in Toronto voor onderzoek naar alternatieve vormen van defensie heeft bestemd. Zie J. NIEZING, Utopia opnieuw gedacht, in G. GEERAERTS, P. STOUTHUYSEN, *a.w.*, blz. 135.

Het meest recente overheidsinitiatief situeert zich in Frankrijk waar het ministerie van defensie in 1984 financiële steun heeft verleend aan een onderzoeksproject van het Institut de Recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits. De resultaten van dit onderzoek zijn inmiddels in boekvorm beschikbaar : Ch. MELLON *et al.*, *La dissuasion civile*. Paris, 1986.

Het voorstel van wet tot oprichting van een Belgisch Instituut voor Vredesonderzoek - zie toelichting (V.5.7.) bij het wetsvoorstel van 12 oktober 1982, ingediend door Mevr. Demeester - De Meyer [386 (1982-1983) N. 1] — deed even vermoeden, dat ook in België stilaan de gedachte veld wint om van overheidswege onderzoek op het

capaciteit (met name de omvang van ingezette personele en materiële hulpbronnen) recht doet aan de uitermate complexe en arbeidsintensieve aard van het betrokken probleemgebied, heeft nog nergens het daglicht gezien. Als men dan bedenkt hoeveel financiële middelen, evenals menselijke creativiteit en energie jaarlijks aan militair onderzoeks- en ontwikkelingswerk worden besteed (13), dan is het maken van een vergelijking met de onderzoeksinspanning op het gebied van sociale verdediging gewoonweg absurd. Het kan bijgevolg ook niet genoeg benadrukt worden dat dusverre haast geen systematisch georganiseerd onderzoek naar de mogelijkheden, voorwaarden en beperkingen van sociale verdediging is gedaan. Voor zover dat toch is gebeurd, werd het verricht door een bijzonder kleine en bovendien zeer heterogene groep van onderzoekers — en dan nog grotendeels in een niet-institutioneel verband (14). Het is naar alle waarschijnlijkheid weinig bekend, maar de bestaande literatuur op het onderhavige gebied is in de grond van de zaak het werk van een handvol — bijzonder gemotiveerde — onderzoekers, die in het merendeel van de gevallen naast hun professionele bezigheden aan dit alternatief defensieconcept hebben gesleuteld. Die ongunstige onderzoekssituatie heeft onmiskenbaar haar stempel gedrukt op de werkzaamheden van de weinige onderzoekers die zich tot nog toe met sociale verdediging hebben ingelaten. Het valt namelijk niet zo moeilijk te begrijpen dat, met het oog op een verandering van die situatie, de toch al zo beperkte onderzoekscapaciteit in het verleden te intensief is gebruikt om vooral door middel van programmatische geschriften meer belangstelling voor alsook acceptatie van sociale verdediging als legitiem en urgent gebied van wetenschappelijk onderzoek te bewerkstelligen. Nu hoeft zulks niet automatisch in negatieve zin geïnterpreteerd te worden. Programma's zijn vaak nodig. De ontwikkeling van een probleemgebied is ondenkbaar zonder enige visie op het hetgeen zou moeten gebeuren en de mogelijkheden die daartoe bestaan of moeten worden geschapen. Het probleem zit hem hier evenwel in het feit dat pleitbezorgers van sociale verdediging zich voornamelijk

gebied van sociale verdediging financieel te ondersteunen. Het ganse project is intussen evenwel voor onbepaalde duur in de koelkast gestopt.

Twee publikaties die regelmatig informatie over lopende en nieuwe (al dan niet door de overheid gesteunde) onderzoeksprojecten op het gebied van alternatieve defensie verstrekken, zijn *The International Research Newsletter on Non-Offensive Defense* (Center of Peace and Conflict Research, University of Copenhagen) en *Progress Report* (Program on Nonviolent Sanctions, Center for International Affairs, Harvard University).

(13) Zie vooral R.L. SIVARD, *World Military and Social Expenditures 1986*. Leesberg, 1986.

(14) Dit blijkt onder meer uit de antwoorden op een enquête, die onder onderzoekers op het gebied van sociale verdediging is verricht. Zie A. SCHMID, *The Research Community in the Field of Nonviolence and Civilian (-Based) or Social Defence*. Leiden, 1982.

hebben toegelegd op programmatische geschriften, waarin het louter normatieve aspect overheerst (15). Het methodologische aspect, namelijk het deel van een programma dat aangeeft hoe bepaalde onderzoeksdoelstellingen te bereiken zijn, ontbreekt te enen male (16).

B. DE CONTROVERSE TUSSEN VOOR- EN TEGENSTANDERS VAN SOCIALE VERDEDIGING.

Naast de ongunstige onderzoekssituatie is een andere — wellicht minder opvallende — reden voor het uitblijven van wezenlijke vooruitgang op het onderhavige probleemgebied gelegen in het uitermate controversieel karakter van sociale verdediging als discussie- en onderzoeksobject (17). Van alle alternatieven voor de huidige militaire defensie is sociale verdediging inderdaad niet alleen het meest radicale, maar tevens het meest controversiële. Ten slotte gaat het om niets minder dan een ontwerp van alternatieve veiligheidsvoorziening, waaraan door sommigen de verwachting wordt gekoppeld dat het binnen afzienbare tijd wel eens in staat zou kunnen zijn de bestaande militaire defensie te vervangen.

Anderen, zich vaak in of in de nabijheid van militaire defensiekringen bewegend, hebben doorgaans een veel geringere dunk over de effectiviteit en toepassingsmogelijkheden van een eventueel systeem van sociale verdediging en beschouwen het hooguit als een beleidsoptie, die bestaande vormen van militaire veiligheidsvoorziening in welbepaalde omstandigheden kan aanvullen.

Tijdens de *externe of publieke discussie*, die in de loop van de voorbije twintig jaar met wisselende intensiteit omtrent sociale verdediging is gevoerd, zijn confrontaties tussen voor- en tegenstanders dan ook niet uitgebleven. Op zichzelf beschouwd, hoeft dat helemaal niets negatiefs in te houden. Kenmerkend voor deze discussie is echter, dat zowel voor- als tegenstanders sterk de neiging vertonen om hun stellingen op grond van ideologische uitgangspunten te verdedigen. Deze laatste zijn ideologisch, in zoverre ze sommige aspecten en gegevens met betrekking tot de veiligheidsproblematiek teveel nadruk geven, terwijl ze andere aspecten en gegevens geheel of gedeeltelijk verwaarlozen.

Wat de aard en de inhoud van de publieke discussie over sociale verdediging betreft, zou men kunnen stellen dat beide partijen in de discussie

(15) Zie K. KOCH, *a.v.*

(16) Een typisch voorbeeld hiervan biedt G. SHARP, *Exploring Nonviolent Alternatives*. Boston, 1970.

(17) Zie G. GEERAERTS, *Sociale verdediging: een alternatief voor militaire defensie? Een studie over het basisconcept van sociale verdediging en zijn assumpties*. Brussel, 1978.

geleidelijk een soort « eenheid van tegengestelden » hebben gevormd (18). Beide partijen neigen ertoe te generaliseren op basis van die enkele voorbeelden van geweldloos burgerverzet — of beter die bepaalde aspecten ervan — welke ze menen nodig te hebben om aan te tonen dat sociale verdediging al dan niet een hersenschim is. Zowel voor- als tegenstanders beroepen zich telkens weer op dezelfde argumenten. Voor zover hierbij al van enig onderzoek sprake is, heeft dat bij voorbaat de bevestiging van die standaardargumenten tot doel. In termen van kennisuitbreiding en methodenverbetering kan zoiets niet anders dan verstikkend werken. Ook behoeft het geen verder betoog dat geen van beide partijen in de discussie een hoge score haalt inzake « wetenschappelijke attitude ».

De zojuist beschreven stand van zaken in de publieke discussie over sociale verdediging laat zich bijzonder goed verduidelijken aan de hand van volgend, aan Niezing (19) ontleend gedachtenexperiment. Het uitgangspunt daarbij is dat « ieder defensiesysteem een afschrikkingsfunctie en een verdedigings (« vecht ») functie heeft. Beide functies zouden dus aanwezig dienen te zijn in het huidige defensiesysteem en het alternatieve (sociale) verdedigingsstelsel » (20). Welnu, de waarden die voor- en tegenstanders van elk van deze systemen voor beide functies hanteren, blijken bij nader inzien diametraal tegenover elkaar te staan.

Voorstanders van de huidige, op militaire middelen gebaseerde verdediging zijn door de band genomen van mening dat dank zij dit systeem een agressie (nog) niet heeft plaatsgevonden (+), dat een verdediging met militaire middelen — indien goed voorbereid — beheersbaar en overleefbaar zou kunnen zijn (\pm) en dat de potentiële agressor zich weinig gelegen zal laten liggen aan de aanwezigheid van een sociaal verdedigingsstelsel noch als afschrikking, noch als verdedigingsmaatregel (in beide gevallen dus —). In een 2 X 2 matrix kan dit als volgt worden weergegeven :

TABEL I

Waarden van « voorstanders » van de huidige militaire defensie
c.q. « tegenstanders » van sociale verdediging

	<i>Militaire verdediging</i>	<i>Sociale verdediging</i>
Afschrikking . . .	+	—
Verdediging . . .	(\pm)	—

(18) A. ROBERTS, *The Use of Civil Resistance in International Relations*, in : P.P. WIENER, J. FISHER, *Violence and Agression in the History of Ideas*. New Brunswick, 1974, blz. 114. Vgl. met A. BOSERUP, A. MACK, *War Without Weapons*. London, 1974, blz. 128 en M. STINNES, *Theoretical Perspectives in Civilian Defence*, in : G. GEERAERTS, *Possibilities of Civilian Defence in Western Europe*. Amsterdam, 1977, blz. 80.

(19) J. NIEZING, *We kunnen onderzoek naar sociale verdediging niet achterwege laten*, in : *TNO Project*, 1981 (IX), nr. 4, blz. 171-176.

(20) J. NIEZING, *a.w.*, blz. 172.

Voorstanders van sociale verdediging zullen daarentegen juist geneigd zijn om geheel tegengestelde waarden in te vullen : niet dank zij, maar ondanks het bezit van vergaande vernietigingsmiddelen heeft zich tot dusverre geen oorlog in West-Europa voltrokken (—); militaire verdediging (in de zin van een vrijwaring van het territorium ter bescherming van de bevolking en samenleving) is in de huidige wapentechnologische omstandigheden een gevaarlijke illusie geworden (—). Mede hierom is sociale verdediging onder de huidige voorwaarden een meer rationele vorm van defensiebeleid (+, +). Weergegeven in een 2×2 matrix :

TABEL II

Waarden van « tegenstanders » van de huidige militaire verdediging
c.q. « voorstanders van sociale verdediging

	<i>Militaire verdediging</i>	<i>Sociale verdediging</i>
Afschrikking . . .	—	+
Verdediging . . .	—	+

Een wetenschappelijk verantwoorde vergelijking tussen beide defensiesystemen zal andere, meer genuanceerde resultaten te zien geven. Eerst en vooral zal men zich daarbij de vraag stellen of er, gezien de bestaande wetenschappelijke situatie in het denken over beide defensiesystemen, überhaupt genoeg gefundeerd materiaal beschikbaar is om waarden voor de afschrikings- en verdedigingsfuncties van de respectieve defensiesystemen in te kunnen vullen.

Voor de afschrikingsfunctie van de gangbare militaire veiligheidsvoorziening is dit niet het geval : het is op grond van de voorhanden zijnde kennis onmogelijk op een wetenschappelijk verantwoorde manier uitsluitend te geven aangaande de vraag of er bijvoorbeeld dankzij of ondanks de bestaande defensievoorzieningen (nog) geen oorlog in West-Europa is ontstaan. Ons inzicht in de wijze waarop afschrikking werkt, in het bijzonder de dynamiek ervan, is daarvoor gewoonweg ontoereikend. Zo komen Schwarz en Van Cleave (21), na een grondige analyse van de zogenaamde « afschrikkingstheorie », tot de volgende slotsom : « Trotz der zahlreichen Einzeluntersuchungen kann aus dem bislang vorliegenden Kenntnissen nur der Schluss gezogen werden, dass die mit der Abschreckungsstrategie verbundenen zahlreichen Annahmen bis auf weiteres problematisch bleiben. Gerade deshalb wird man sich vor den häufig unkritischen Beschreibungen der Abschreckungspolitik hinsichtlich ihres Zwecks

(21) K.-D. SCHWARZ, W.R. VAN CLEAVE, Die Theorie der Abschreckung, in : K.-D. SCHWARZ, *Sicherheitspolitik. Analysen zur politischen und militärischen Sicherheit*. Bad Honnef-Erpel, 1978, blz. 138.

und ihrer Wirksamheit hüten müssen. Man wird dies beim derzeitigen Stand der Forschung nur mit Vorbehalt für jeweils neu zu beschreibende zeitliche Horizonte und politisch-militärische Konstellationen versuchen können ».

Ook andere gezaghebbende auteurs op dit gebied komen tot gelijklopende conclusies met betrekking tot de wetenschappelijke situatie in het onderzoek naar afschrikking (22). Een en ander impliceert dat voor de afschrikkingfunctie van de bestaande veiligheidsvoorziening best een (?) wordt ingevuld.

Wat de afschrikkingfunctie van sociale verdediging betreft, geldt hetzelfde, en hier lijkt bovendien bij voorbaat enige grond te bestaan voor het vermoeden dat de bewuste functie in een beperkt aantal situaties zal kunnen worden vervuld. Immers, zoals uit de eerder gegeven omschrijving van sociale verdediging valt op te maken (23), handelt het hier om een specifiek conflictscenario, waarbij wordt uitgegaan van de veronderstelling dat de agressor voor het realiseren van zijn doelstellingen aangewezen is op de medewerking van de bevolking en daarenboven gevoelig is voor een ondermijning van zijn machtsgrondslag (24) op de verschillende niveaus van conflict (25). Dit nu, is niet in iedere oorlogssituatie het geval. Vandaar dat met betrekking tot de afschrikkingfunctie van sociale verdediging best een (??) wordt ingevuld.

De verdedigingsfunctie van de gangbare militaire defensie is — zeker voor wat de verdediging van West-Europa betreft — zonder meer met een (—) aan te duiden: er is aanzienlijk wetenschappelijk materiaal voorhanden waaruit blijkt dat indien het huidige defensiesysteem in zijn afschrikkingfunctie faalt en het in Europa tot een algemene oorlogssituatie komt, een verdediging van West-Europa met de thans opgestelde conventionele en nucleaire middelen datgene zal vernietigen wat moet worden verdedigd (26).

(22) Zie bijv. R.A. BRODY, Deterrence, in: D.L. SILLS, *International Encyclopedia of the Social Sciences*. New York, 1972; J. KUGLER *et al.*, Deterrence and the Arms Race: The Impotence of Power, in: *International Security*, 1980 (IV), nr. 4, blz. 105-138; A. ROBERTS, The Critique of Nuclear Deterrence, in: International Institute for Strategic Studies, *Defence and Consensus: The Domestic Aspects of Western Security (Part II)*. London, 1983, blz. 2-18 en P.M. MORGAN, *Deterrence. A Conceptual Analysis*. Beverly Hills, 1983.

(23) Zie onder I.

(24) Onder « machtsgrondslag » wordt hier verstaan de combinatie van machtsbases waarover een actor in een gegeven situatie beschikt. Vgl. vooral G. SJÖSTEDT, Power Base: The Long Road from Definition to Measurement, in: K. GOLDMAN, G. SJÖSTEDT, *Power, Capabilities, Interdependence. Problems in the Study of International Influence*. London, 1979, blz. 37-62.

(25) Zie voor een verdere uitwerking van dit punt G. GEERAERTS, *a.w.*, 1986, blz. 19-28 en 34-40.

(26) Zie o.m. H.W. TROMP, G.R. LA ROCQUE, *Nuclear War in Europe*. Groningen, 1982.

Het defensiepotentieel van sociale verdediging is, mede omdat een dergelijk systeem zich nog nergens heeft voorgedaan, moeilijker te evalueren. De effectiviteit ervan zal, onder meer als gevolg van het bijzondere conflictsценario dat eraan ten grondslag ligt, waarschijnlijk in sterkere mate dan bij militaire defensie, mede beïnvloed worden door de specifieke doelstellingen van de agressor. Is een agressor voor het bereiken van zijn doelstellingen in economische of politieke zin afhankelijk van de aangevallen bevolking, dan lijkt sociale verdediging in ieder geval een relevant, en mogelijk ook effectief antwoord. Gaat zulks niet op, dan zijn de relevantie en tevens de kansen op een succesvolle toepassing bij voorbaat veel geringer in te schatten. Ook in het eerste geval moet de economische en/of politieke afhankelijkheid dan nog voldoende groot zijn om als rationeel uitgangspunt voor een grootscheepse verzetsactie te kunnen worden gebruikt.

Verder is er een zeker vermoeden dat bij een omwapening naar sociale verdediging de kans op het gebruik van massavernietigingswapens door een combinatie van de volgende factoren zou worden verkleind: 1° het omwappende land ziet zelf af van het door andere landen mogelijk als bedreigend ervaren bezit van massavernietigingswapens en ontnemt zo aan eventuele tegenstanders de motivatiegrond voor zogenaamde pre-emptieve (27) en preventieve (28) aanvallen met nucleaire en/of conventionele massavernietigingswapens (29); 2° het sociale verdedigingssysteem zou zo georganiseerd zijn dat een eventuele aanvaller geen nuttige (d.w.z. kost-effectieve) doelwitten heeft voor zijn massavernietigingswapens. Sociale verdediging steunt in essentie op een groot aantal relatief kleine, zeer mobiele en overal in de samenleving verspreid optredende verzetsgroepen, die onafhankelijk van — voor een moderne militaire defensie zo broodnodige — grootschalige logistieke installaties (men denke aan vliegvel-

(27) Een pre-emptieve aanval is een aanval met kernwapens en / of conventionele massavernietigingswapens op het moment dat de tegenstander geacht wordt op het punt te staan met dergelijke wapens een aanval uit te voeren.

(28) Een preventieve aanval is een aanval met kernwapens en / of conventionele massavernietigingswapens op het ogenblik dat ten aanzien van de tegenstander het vermoeden bestaat dat hij zinnens is met soortgelijke wapens aan te vallen, maar daarover nog geen besluit heeft genomen.

(29) Tot voor kort stond de term «massavernietigingswapen» gelijk met die van «kernwapen». Dit lijkt steeds minder geoorloofd te zijn, daar men nu toch al geruime tijd bezig is met de ontwikkeling en invoering van nieuwe, niet-nucleaire explosieven die een veel grotere explosieve kracht hebben dan de gebruikelijke conventionele wapens. Een voorbeeld hiervan is de zogenaamde «fuel air explosive» (FAE). Het FAE is geen brandwapen, maar een ontploffingswapen. Volgens het SIPRI wordt er thans gewerkt aan een FAE, dat door een supersonisch vliegtuig kan worden afgeworpen en over een met een kleine kernkop vergelijkbaar explosief vermogen zou beschikken. Bijzonder verontrustend in deze is dat men er tijdens de door de VN georganiseerde Conferentie over Inhumane Wapens (1979) niet in geslaagd is een verbod op de FAE (en ook napalmbommen) in te stellen.

den, C³I-systemen (30), wapen- en munitieopslagplaatsen, enz...) kunnen functioneren; 3^o bij sociale verdediging is de strategie erop gericht de agressor het eigen grondgebied te laten betreden en het gebruik van massavernietigingswapens voor deze laatste onaantrekkelijk (want voor hem te kostbaar in termen van eigen personeel en materieel) te maken door toepassing van verspreidings- en interpenetratietechnieken.

Vatten we de voorafgaande beschouwingen even samen aan de hand van een 2 × 2 matrix, dan krijgen we :

TABEL III

**Wetenschappelijk verantwoorde taxatie
van de verdedigings- en afschrikingsfuncties
van respectievelijk de huidige militaire defensie en sociale verdediging (31)**

	<i>Militaire verdediging</i>	<i>Sociale verdediging</i>
Afschrikking . . .	?	??
Verdediging . . .	—	(±)

Op grond van voorgaand gedachtenexperiment komt men duidelijk tot een meer genuanceerde taxatie van de afschrikings- en verdedigingsfuncties van respectievelijk de bestaande militaire defensie en sociale verdediging. De enige conclusie die men, gezien de wetenschappelijke situatie in het denken omtrent beide defensiesystemen mag trekken, is dat ze in een veel hogere mate speculatieve elementen bevatten dan de meest fervente van hun respectieve pleitbezorgers willen toegeven.

Naar de mening van Niezing (32) is dat juist een reden te meer om « in beide gevallen te trachten middels wetenschappelijk onderzoek de omvang van dit speculatieve denken terug te dringen ».

Daarbij zal het vooral dienen te gaan om een objectieve analyse van de omstandigheden waarin en de voorwaarden waaronder gewelddadige — in hun huidige of alternatieve vorm — dan wel geweldloze strijdmiddelen, of ook nog combinaties van beide, de grootste kans op slagen hebben.gegeven de doelstellingen en hulpbronnen van de bij het conflict betrokken partijen en de specifieke politiek-strategische context van het conflict in kwestie. Alleen door een dergelijk afstandelijke attitude aan te nemen, lijkt het mogelijk de huidige impasse in de publieke discussie over sociale verdediging te doorbreken. Een doorbraak in de richting van een meer wetenschappelijke discussie is met het oog op een verdere ontwikke-

(30) Deze afkorting staat voor commando-, controle-, communicatie- en informatie-systemen.

(31) Vgl. J. NIEZING, *a.w.*, 1983, blz. 138.

(32) *Ibid.*, blz. 137.

ling van het denken over sociale verdediging des te meer gewenst, daar de controverse tussen voor- en tegenstanders, die tot dusver de publieke discussie heeft gedomineerd, ertoe geleid heeft dat de idee van sociale verdediging gaandeweg met een sterk ideologisch getint aureool is omgeven; wat de wetenschappelijke aantrekkingskracht en uitstraling van het betrokken probleemgebied nu niet bepaald heeft bevorderd. Vermoedeijk heeft één en ander een aantal potentieel geïnteresseerde onderzoekers bij voorbaat afgeschrikt. In ieder geval is opvallend dat in het meest gezaghebbende polemologische tijdschrift *Journal of Peace Research* gedurende de periode 1964-1980 slechts ongeveer 5 % van alle artikelen over de onderwerpen « geweldloosheid/sociale verdediging » handelt (33).

C. DE POLEMIEK TUSSEN INSTRUMENTALISTEN EN STRUCTURALISTEN.

De controverses hebben zich evenwel niet beperkt tot voor- en tegenstanders van sociale verdediging; ook in de discussies onder degenen die zich tot op heden met onderzoek op dit gebied hebben beziggehouden, bestaan op hun beurt wezenlijke verschillen in opvatting. Dit type van discussie wordt hier als de *interne discussie* over sociale verdediging getypeerd. De meningsverschillen welke in deze discussie aan bod komen, zijn te herleiden tot twee, duidelijk van elkaar te onderscheiden benaderingen van sociale verdediging als onderzoeksobject, met name een instrumentele (1) en een structurele (2). Elders heb ik deze beide benaderingen historisch gesitueerd en vervolgens uitvoerig beschreven en onderling vergeleken (34). Daarbij zijn belangrijke verschillen gebleken inzake (normatieve) uitgangspunten van onderzoek, onderzoeksprioriteiten en praxeologisch perspectief. Hier volsta ik met een loutere situering en korte toelichting van de instrumentele en structurele benadering.

1. De instrumentele benadering.

De instrumentele benadering neemt één van de basisconcepten van het functionalisme, met name het concept van « functionele alternatieven » (35), als uitgangspunt van onderzoek. Dit concept is gebaseerd op de

(33) Zie H. WIBERG, JPR 1964-1980 - What Have we Learnt about Peace ? in : *Journal of Peace Research*, 1981 (XVIII), nr. 2, blz. 134.

(34) Zie G. GEERAERTS, *Ideologische stromingen binnen het denken over sociale verdediging. Een analyse van studies over sociale verdediging*. Brussel, 1974 ; De ontwikkeling van het concept « sociale verdediging » : van de instrumentele naar een structurele benadering, in : *Transaktie*, 1977 (VI), nr. 2, blz. 106-118 en *Two Approaches to Civilian Defence : Instrumentalists and Structuralists*, in : *Bulletin of Peace Proposals*, 1978, (IX), nr. 4, blz. 316-320.

(35) Cf R.K. MERTON, *Social Theory and Social Structure*. New York, 1968, blz. 104 e.v. Merton gebruikt als synoniem ook nog de termen « functioneel equivalent » en « functioneel substituut ».

assumptie dat maatschappelijke instituties niet zonder reden bestaan, en dat ze slechts behouden blijven in de mate dat ze aan een zekere sociale behoefte beantwoorden.

Welnu, militaire defensie heeft als maatschappelijke institutie tot op de dag van vandaag de behoefte van volkeren en staten aan veiligheid bevredigd (36). Doordat ze een « ultima ratio », een ultiem strijdmiddel biedt dat aanwendbaar is in crisissituaties, waar diplomatieke middelen van internationale conflicthantering (zoals o.a. onderhandelingen, bemiddeling, arbitrage of verbaal protest) ondoeltreffend zijn en waar onderwerping kan leiden tot dictatoriale overheersing, economische uitbuiting of uitroeiing, vervult militaire defensie als sociale institutie een belangrijke functie in de intramaatschappelijke en internationale betrekkingen (37). Om die reden kan ze, ondanks een groeiend inzicht in de beperkingen en gevaren van de huidige militaire veiligheidsvoorziening, niet simpelweg worden afgeschaft. Ter ondersteuning van deze redenering beroept Sharp (38), de belangrijkste pleitbezorger van de instrumentele benadering, zich op volgend, door Merton geformuleerd, basistheorema van het functionalisme: « ... any attempt to eliminate an existing social structure without providing adequate alternative structures for fulfilling the functions previously fulfilled by the abolished organization is doomed to failure » (39).

In de opvatting van de instrumentalisten kunnen de traditionele voorstellen om het oorlogsverschijnsel uit de wereld te helpen zoals verwijdering van oorlogsoorzaken, pacifisme en eenzijdige ontwapening, wereldregering en algemene en volledige ontwapening nooit slagen omdat ze geen vervanging bieden voor militaire defensie als maatschappelijke institutie. Anders gezegd, omdat ze niet in staat zijn de functie over te nemen, welke militaire defensie tot op heden heeft vervuld (40). Wie militaire defensie als maatschappelijke instelling wil afschaffen, moet daarvoor een politiek equivalent ontwikkelen, dat de mogelijkheden biedt om binnen het raam van de huidige wapentechnologische realiteit in de behoefte aan veiligheid te voorzien. Voorwaarde voor een vreedzame wereld is niet een volledige of partiële ontwapening, maar een « omwapening », dat wil zeggen de vervanging van het traditionele militaire defensiesysteem door een ander, zoals sociale verdediging (41). Sociale verdediging is dus, in deze

(36) Zie vooral G. SHARP, *The Political Equivalent of War-Civilian Defence*, in: *International Conciliation*, 1965 (LV), nr. 555, blz. 5-67. Dit artikel is in iets gewijzigde vorm ook terug te vinden in G. SHARP, *Social Power and Political Freedom*. Boston, 1980, blz. 195-262.

(37) Cf. A. ROBERTS, Introduction, in: A. ROBERTS, *The Strategy of Civilian Defense*. London, 1967, blz. 10.

(38) G. SHARP, *a.w.*, 1965.

(39) R.K. MERTON, *a.w.*, blz. 135.

(40) Cf. G. SHARP, *a.w.*, 1965, blz. 16-18.

(41) *Ibid.*, blz. 19.

« instrumentele » benaderingswijze een potentieel effectieve, en bovendien minder kostbare defensietechniek, die binnen afzienbare tijd de door de wapentechnologische ontwikkelingen zichzelf voorbijstrevende militaire verdediging aan kan vullen en eventueel kan vervangen (42).

Wil men nu sociale verdediging als een dergelijk equivalent of alternatief bepleiten, dan dient men eerst en vooral het nodige inzicht te verwerven aangaande de basisveronderstellingen, de manier van functioneren, alsook de voorwaarden en dynamiek van deze alternatieve defensietechniek (43). Dat alles is, met andere woorden, bepalend voor de onderzoeksprioriteiten. Langs die weg hopen de instrumentalisten te komen tot de formulering van een algemeen model van sociale verdediging, dat voorziet in een grondig voorbereide toepassing van geweldloze acties ter verdediging van samenlevingen tegen gewelddadige bedreigingen. De bedoeling van het onderzoek is vooral aan te tonen dat sociale verdediging, mits aan bepaalde voorwaarden is voldaan, effectief kan zijn. De verwachting is dat het zo uiteindelijk mogelijk zal zijn de vertegenwoordigers van de diverse maatschappelijke organisaties binnen het politieke proces van de deugdelijkheid van het alternatieve defensieconcept te overtuigen en over te halen om tot een omwapening te besluiten. Het praxeologisch perspectief, dat de instrumentalisten voor ogen staat, kan bijgevolg het best worden getypeerd als « institutioneel » : er wordt gedacht aan een geleidelijk en zich in verschillende fasen voltrekkende omschakeling op een stelsel van sociale verdediging die over het algemeen binnen de randvoorwaarden van het vigerende politiek proces kan plaatsvinden (44).

2. De structurele benadering.

In essentie is de structurele benadering van sociale verdediging te beschouwen als een reactie op een aantal centrale uitgangspunten van de instrumentalisten. Hierbij richt de kritiek zich niet zozeer tegen het basisconcept van sociale verdediging als wel tegen het feit dat in de instrumentele benadering sociale verdediging louter als een functioneel equivalent van militaire verdediging en daarmee los van de globale sociaal-economische context wordt bepleit.

Meer in het bijzonder wordt de instrumentalisten het verwijt toege-
stuurd dat ze sociale verdediging uitsluitend zien als een soort van sociaal-

(42) *Ibid.*, blz. 64-67. Vgl. met G. SHARP, *a.w.*, 1970, blz. 71 e.v.

(43) Zie G. SHARP, *Making the Abolition of War a Realistic Goal*. New York, 1980.

(44) Zie vooral A. ROBERTS, *Transarmament to Civilian Defence*, in : A. ROBERTS, *a.w.*, 1967, blz. 291-301. Vgl. met J. GALTUNG, *Some Concrete Strategies in the Field of Disarmament*, in : *Instant Research on Peace and Violence*, 1972 (II), nr. 4, blz. 228-244.

technische vernieuwing, waarvan de voor- en nadelen (met name inzake effectiviteit en efficiëntie) tegen die van de traditionele militaire veiligheidsvoorziening af te wegen zijn (45). De vraag of de historische of maatschappelijke voorwaarden voor een invoering van sociale verdediging aanwezig, dan wel in de nabije toekomst te verwachten zijn, wordt nauwelijks gesteld. Voor zover het gebeurt, worden de maatschappelijke voorwaarden in hoofdzaak bekeken en overdacht vanuit effectiviteitsoverwegingen. Doordat de instrumentalisten strategieën voor een eventuele overgang naar sociale verdediging ontwerpen zonder daarbij rekening te houden met de bestaande machtsstructuren en de situatie van de internationale samenleving, lopen ze op de koop toe gevaar verstrikt te raken in de denkcategorieën van de internationale afschrikkingspolitiek. Jahn, één van de toonaangevende structuralisten, schrijft in dit verband: « In the worst case, civilian defence theorists will so adapt themselves to the prevailing national defense ideology, to the international deterrence system, and to the interests underlying them, that they will simply integrate an expanded modern civil defence policy into the existing defense en deterrence establishments » (46).

De instrumentele benadering schiet naar de mening van haar structuralistische critici dus vooral tekort, daar waar ze een alternatief voor militaire defensie wil ontwikkelen zonder de veelvuldige functies, die het militaire apparaat vooral in de hooggeïndustrialiseerde samenlevingen vervult, in haar analyse te betrekken (47). Anders gezegd, de instrumentele benadering heeft enkel oog voor de manifeste functie van het militair apparaat, met name de afschrikkings- en de verdedigingsfunctie. Daardoor gaat ze voorbij aan de latente functies die door dit apparaat en het militair-industrieel complex in het algemeen worden vervuld. Hierbij valt dan te denken aan de rol die militaire organisaties traditiegetrouw spelen als instrumenten van interne repressie en imperialistische controle over invloedssferen; het feit dat in markteconomieën militaire uitgaven worden gebruikt met het oog op economische stabilisatie; de functie die de wapentechnologie heeft als gangmaker van technologische evolutie; en ten slotte de wijze waarop militaire structuren en ideologieën worden aangewend voor doeleinden van socialisatie en integratie in autoritaire gedragspatronen (48).

(45) Zie E. JAHN, *Soziohistorische Voraussetzungen der Sozialen Verteidigung*, in: *Gewaltfreie Aktion*, 1971 (III), nr. 9/10, blz. 28-36.

(46) Cf. E. JAHN, *Civilian Defense and Civilian Offense*, in: *Journal of Peace Research*, 1973 (X), nr. 3, blz. 286.

(47) Zie o.m. D. SENGHAAS, *Abschreckung und Frieden. Studien zur Kritik organisierter Friedlosigkeit*. Frankfurt-am-Main, 1972.

(48) Zie o.m. U. ALBRECHT *et al.*, *Der geplante Frieden*. Bergisch Gladbach, 1972 en D. SENGHAAS, *Rüstung und Militarismus*. Frankfurt-am-Main, 1972.

De voorgaande kritiek — die duidelijk geïnspireerd is op de marxistische maatschappijtheorie (49) — vormde voor een aantal onderzoekers aanleiding om het uitgangspunt van de instrumentele benadering, nl. het concept van het functioneel alternatief, radicaal ter discussie te stellen. Onderzoek naar sociale verdediging als een functioneel alternatief brengt volgens hen wegens de onmiskenbare sociaal-technologische signatuur van dit concept, meer bepaald de allesoverheersende aandacht voor de manier van functioneren alsook de voorwaarden en dynamiek van sociale verdediging als alternatieve defensietechniek, automatisch de aanname met zich mee als zou sociale verdediging zonder al te veel moeilijkheden in de bestaande maatschappelijke structuur te integreren zijn (50).

De structuralisten staan evenwel sceptisch tegenover de opvatting dat sociale verdediging via directe of indirecte beïnvloeding van politieke besluitvormers zou kunnen worden ingevoerd. Immers, politieke besluitvormers en de door hen vertegenwoordigde belangengroepen kunnen, vanwege hun positie in het geheel der maatschappelijke verhoudingen, slechts interesse en eventueel ook steun voor de politieke doorvoering van een sociaal verdedigingssysteem opbrengen, als een dergelijk project binnen de grenzen van de bestaande maatschappelijke verhoudingen te integreren valt — en dat kan volgens de structuralisten niet (51).

Als alternatief uitgangspunt van onderzoek stellen de structuralisten het concept van de « systeemveranderende hervormingen » voor. Volgens dit uitgangspunt is sociale verdediging te beschouwen als een antagonistisch concept, wat betekent dat het in strijd is met de bestaande interne en externe maatschappelijke verhoudingen, en daar niet zomaar in te integreren valt. Onderzoek op het gebied van sociale verdediging dient zich dan ook in eerste instantie toe te spitsen op de analyse van mogelijke maatschappelijke weerstanden tegen en voorwaarden voor een eventuele invoering van een sociaal verdedigingssysteem. Het onderliggend praxeologisch perspectief houdt in dat sociale verdediging vooral moet worden gezien als een fundamenteel bestanddeel van een ruimere strategie van maatschappelijke verandering, die is gericht op het afbouwen van structureel geweld op alle maatschappelijke niveaus (52).

(49) Dit blijkt bijvoorbeeld duidelijk uit A. KOHLHOFF *et al.*, *Zur Kritik Sozialen Verteidigung*. Berlin, 1972.

(50) Zie V. MÖHLE, Ch. RABE, Überlegungen zur Problematik Sozialer Verteidigung, in *Antimilitarismus Information*, 1971 (I), nr. 3, blz. 36-47.

(51) Cf E. JAHN, *a.w.*, 1971, blz. 35

(52) Zie vooral E. JAHN, Social and Political Conditions for the Expansion of the Nonviolent Movement, in : G. GEERAERTS, *Possibilities of Civilian Defence in Western Europe*. Amsterdam, 1977, blz. 20-32.

3. Evaluatie.

Naar mijn mening heeft de aanhoudende polemiek tussen instrumentalisten en structuralisten — hoe begrijpelijk ook in een gegeven historische context (53) — over het algemeen een remmende invloed op het denken over sociale verdediging. Soortgelijke polemieken over de aard van een bepaald probleemgebied en over de juistheid en waarde van verschillende benaderingen bij de bestudering ervan zetten doorgaans maar weinig zoden aan de dijk. Dat komt vooral doordat de met elkaar twistende kampen steeds weer geneigd zijn dezelfde gezichtspunten en argumenten te herhalen, wat het niveau van kennisuitbreiding bezwaarlijk ten goede kan komen. Bovendien gaat het voeren van polemieken — zeker bij een zo beperkte onderzoekscapaciteit als in het geval van sociale verdediging (54) — noodgedwongen gepaard met een verwaarlozing van andere, meer noodzakelijke aspecten van kennisverwerving zoals het ontwerpen van onderzoeksstrategieën, theorievorming en methodenverbetering. Polemieken met betrekking tot de keuze van een benadering zijn overigens uitzichtloos. Van een benadering kan men immers niet zeggen of ze al dan niet juist is, er kan alleen maar blijken dat ze meer of minder vruchtbaar is naargelang ze tot meer of minder algemene en informatieve theorieën leidt (55). Benaderingen tonen pas hun waarde wanneer ze met betrekking tot hun probleemgebied grensverleggende vooruitgang bewerkstelligen of wegens hun heuristische kracht op zijn minst dichterbij brengen (56).

Wat nu meer specifiek de polemiek tussen instrumentalisten en structuralisten aangaat, schijnt het mij daarenboven toe dat hun respectieve uitgangspunten tot op zekere hoogte complementair zijn, en wel in die mate dat ze beide aanzetten tot het stellen van vragen, die ten aanzien van het probleemgebied van sociale verdediging hoogst relevant zijn. Zo kan men zich moeilijk voorstellen hoe sociale verdediging ooit kan worden toegepast zonder dat ze als techniek een zeker stadium van ontwikkeling heeft bereikt. Met andere woorden: « ... it must be on the shelf » (57). Er moet het nodige inzicht beschikbaar zijn omtrent de wijze waarop sociale verdediging functioneert en vooral ook de toepassingsvoorwaarden

(53) Zie G. GEERAERTS, *a.w.*, 1974, blz. 44-69 en Two Approaches to Civilian Defence. Observations on the Development of the Civilian Defence Concept, in: G. GEERAERTS, *a.w.*, 1977, blz. 9-11.

(54) Zie II. A.

(55) Cf R. WIPPLER, Van theoretische oriëntaties naar verklarende theorieën, in: *Mens en maatschappij*, 1975 (L), nr. 1, blz. 4-23.

(56) Vgl. I. LAKATOS, Falsification and the Methodology of Scientific Research Programms, in: I. LAKATOS, A. MUSGRAVE, *Criticism and the Growth of Knowledge*. London, 1981, blz. 91-196.

(57) C. EDQUIST, O. EDQUIST, *Social Carriers of Techniques for Development*. Stockholm, 1979, blz. 31.

en specifieke dynamiek van deze defensietechniek. Daarnaast is er tevens behoefte aan informatie over het bestaan van de betrokken techniek en moet de « know how » met betrekking tot het gebruik ervan aan de relevante actoren worden doorgegeven. Dat alles is in grote lijnen consistent met de basisassumpties, onderzoeksprioriteiten en het praxeologisch perspectief van de instrumentele benadering.

Anderzijds is het ook weer zo dat de toepassing van een eenmaal ontwikkelde techniek niet in een maatschappelijk vacuüm geschiedt. Naar analogie met het onderzoek van Edquist en Edqvist naar de sociale dragers van ontwikkelingstechnieken kunnen we stellen dat tenminste aan drie voorwaarden moet zijn voldaan, wil men in de mogelijkheid zijn om een gegeven ook concreet toe te passen : 1° er moet een sociale eenheid bestaan die er belang bij heeft de techniek te kiezen en toe te passen ; 2° deze eenheid moet een voldoende hoge organisatiegraad hebben om terzake een beslissing te kunnen nemen; 3° ze moet bovendien over de nodige sociale, economische en politieke macht beschikken om haar belang door te drukken, met name de gekozen techniek toe te passen. Onderzoek naar het wanneer en waarom van maatschappelijke omstandigheden waarin aan de genoemde voorwaarden is voldaan, ligt nu precies in de lijn van de basisassumpties, onderzoeksprioriteiten en het praxeologisch perspectief van de structuralisten.

Naar aanleiding van het voorgaande, neig ik tot de conclusie dat het niet erg zinvol is om nog langer stil te blijven staan bij de vraag of nu de instrumentele dan wel de structurele benadering het gelijk aan haar kant heeft. Met het oog op een vooruitgang in het denken over sociale verdediging lijkt het mij de hoogste tijd dat zowel instrumentalisten als structuralisten ermee ophouden hun eigen benadering een exclusieve en universele status toe te kennen. Veel meer dan tot nu toe het geval is geweest, moeten ze oog hebben voor het partiële karakter van hun concepten en theoretische oriëntaties of perspectieven.

Tevens lijkt het zaak te zijn dat ze trachten aan te geven voor de beantwoording van welk soort probleemstellingen hun benadering het meest aangewezen lijkt. Of anders gezegd : de ontologische uitgangspunten die instrumentalisten en structuralisten in hun polemiek hanteren, dienen vertaald te worden in heuristische en methodologische uitgangspunten, die verder onderzoek in vruchtbare banen kunnen leiden. Voor de onderzoekspraktijk komt dit erop neer dat onderzoekers zo goed mogelijk pogen te verduidelijken op grond van welke heuristische assumpties ze tot een bepaalde probleemstelling komen en vervolgens aangeven hoe ze die denken te kunnen beantwoorden. Langs die weg moet het in beginsel mogelijk zijn om de vele onbeantwoorde vragen, die momenteel zowel onder de noemer van de instrumentele als structurele benadering schuil-

gaan tot probleemstellingen uit te werken en er tevens creatieve oplossingsvoorstellen voor te bedenken.

D. HET GEBREK AAN THEORETISCH BEWUSTZIJN IN DE BESTAANDE LITERATUUR OVER SOCIALE VERDEDIGING.

De ongunstige onderzoekssituatie, de controverse tussen voor- en tegenstanders van sociale verdediging en de polemiek tussen instrumentalisten en structuralisten, zoals die in wat voorafgaat zijn geschetst, hebben elk hun stempel gedrukt op de literatuur over sociale verdediging die we vandaag voor ons hebben. Deze valt bij nadere beschouwing op door zijn deels normatief-programmatische (58), deels uitgesproken ideologische (59) en polemische signatuur (60). Als dusdanig steekt hij eerder schril af tegen de hoofdstroom in de hedendaagse sociaal-wetenschappelijke literatuur, waarin steeds meer aandacht gaat naar problemen van theorievorming, de ontwikkeling van modellen, de verbetering van onderzoeksmethoden en het formuleren van toetsbare uitspraken. Kortom, al datgene wat men onder de meer aanschouwelijke noemer « theoretisch bewustzijn » zou kunnen plaatsen.

Precies in het ontbreken van een dergelijk bewustzijn ligt in mijn opinie de hoofdreden voor het uitblijven van wezenlijke vooruitgang in het denken over sociale verdediging (61). Hoe kan men ook enige vooruitgang boeken als men zich niet voortdurend kritisch opstelt ten aanzien van wat er tot dusver op het gebied is gepresteerd en poogt van daaruit betere oplossingsvoorstellen te ontwikkelen (62). Dat laatste is dan weer niet denkbaar zonder de formulering van duidelijke probleemstellingen en het ontwikkelen van theorieën en onderzoeksmethodes aan de hand waarvan die probleemstellingen een eind verder te brengen zijn. Met andere woorden : zonder de nodige aandacht voor het opzetten van onderzoeksstrategieën is vooruitgang bij voorbaat uitgesloten. Van dat alles is helaas weinig terug te vinden als men de literatuur over sociale verdediging aan een nauwgezet onderzoek onderwerpt. Hierover zijn de onderzoekers op dit gebied (63) en hun critici (64) het de laatste tijd kennelijk toch wel eens geraakt.

(58) Zie onder A. van deze paragraaf.

(59) Zie onder B. van deze paragraaf.

(60) Zie onder C. van deze paragraaf.

(61) Zie tevens K. KOCH, a.w. en Begeleidingsgroep Geweldloze Conflictoplossing, *Het onderzoek naar geweldloze conflictoplossing en sociale verdediging. Deel II: Een uitgewerkt onderzoeksprogramma* Den Haag, 1982

(62) Vgl. K. POPPER, *Objective Knowledge. An Evolutionary Approach. Revised Edition*. Oxford, 1981.

(63) Zie A. SCHMID, *The Research Community in the Field of Nonviolence and Civilian (-Based) or Social Defence*. Leiden, 1982.

(64) Zie vooral K. KOCH, a.w.

Een verdere indicatie voor het gebrek aan theoretisch bewustzijn is de neiging van de meeste auteurs om over sociale verdediging (impliciet) in termen van een specifiek formeel object te denken. De vraag is echter of een autonome theorie van sociale verdediging wel voorstelbaar is. Het lijkt in ieder geval zinvoller sociale verdediging op te vatten als een specifiek materieel object, dat vanuit de diverse sociale wetenschappen, ieder op de eigen wijze, kan worden bestudeerd. Immers, zonder nu meteen het « body of knowledge » van de sociale wetenschappen te willen overschatten, kan men zich toch met recht afvragen of in die wetenschappen niet een aantal theoretische inzichten liggen opgeslagen, die nu al op diverse deelaspecten van sociale verdediging toepasbaar zijn (65).

Vanuit die optiek en met het oog op een vooruitgang in het denken over sociale verdediging, lijkt het zoeken naar aansluiting met relevante theoretische inzichten uit de sociale wetenschappen dan ook dringend gewenst.

III. Sociale verdediging als probleemgebied : een « tour d'horizon » van enkele fundamentele vragen.

Gezien in het licht van de zoëven geschetste wetenschappelijke situatie in het denken over sociale verdediging, is het niet zo verwonderlijk dat ten aanzien van dit alternatief defensieconcept tal van vragen nog aan een antwoord toe zijn. Hier ligt het in mijn bedoeling een « tour d'horizon » te geven van enkele van de meest fundamentele die voorlopig onbeantwoord zijn gebleven. Zulks moet de lezer toelaten zich een nauwkeurig beeld te vormen van sociale verdediging als probleemgebied.

Een eerste cluster van onbeantwoorde vragen is eerder *instrumenteel* van aard en heeft in hoofdzaak betrekking op de basisveronderstellingen, de manier van functioneren, alsook de voorwaarden en dynamiek van sociale verdediging als alternatieve defensietechniek. In dit verband maakt Schmid op treffende wijze attent op de volgende lacunes : « Voor tal van dreigingen en conflictscenario's — deportatie, blokkades, embargo's, plunderingen, bescherming van toegang tot grondstoffen, bescherming van booreilanden, van kerncentrales, van dunbevolkte gebieden, beperkte grensdisputen, militaire doortocht, uitschakelen van economische concurrentie door sabotage, oprichting van militaire bases in kunstgebieden etc — zijn nog geen oplossingsvoorstellen door theoretici van sociale verdediging aangedragen (overigens bestaan er evenmin voor al deze eventualiteiten

(65) Zie vooral G. GEERAERTS, a.w., 1986 en J. NIEZING, *Sociale verdediging als logisch alternatief*. Assen, 1987.

bevredigende militaire verdedigingsstrategieën). Er zijn veel meer oorlogen dan bezettingen geweest na de Tweede Wereldoorlog en de strategie van sociale verdediging gaat uit van een situatie waarin de tegenstander in economische, bestuurlijke of andere zin (bijv. legitimatiebehoefte, prestige) van de bedreigde of onderdrukte bevolking afhankelijk is. In hoeverre dit het geval is en in welke situaties die afhankelijkheid groot genoeg is om als verzetsmiddel te gebruiken, moet onderzocht worden (66) ».

Een problematiek die daar nauw bij aansluit en tot op heden eveneens op onbevredigende wijze in de literatuur behandeld is, heeft betrekking op het mogelijke afschrikkingsvermogen van een systeem van sociale verdediging. Verdere vragen zijn: in hoeverre is het mogelijk een nationale samenleving op termijn te vrijwaren als de bezetter het grondgebied militair controleert? Zullen bepaalde vormen van niet-samenwerking de bevolking van de aangevallen samenleving uiteindelijk niet harder treffen dan de tegenstander? Is de massale politieke mobilisatie van de burgerbevolking, die een systeem van sociale verdediging per definitie vereist, überhaupt wel mogelijk? Welke zijn de interne toepassingsvoorwaarden van sociale verdediging en welke repercussies hebben die voor de organisatiestructuur van een soortgelijk defensiesysteem? Anders geformuleerd: veronderstelt sociale verdediging een gecentraliseerde dan wel een gedecentraliseerde organisatiestructuur, of een combinatie van beide? Hoe is de noodzakelijke eenheid en het geweldloos karakter van het verzet te handhaven in geval de agressor overgaat tot beperkte dan wel extreme vormen van repressie of andere terreurdaden? Zijn er in een moderne oorlogssituatie voldoende mogelijkheden aanwezig om de communicatie met de tegenstander tot stand te brengen zonder dewelke de toepassing van asymmetrische conflictstrategieën onmogelijk is? In welke omstandigheden en onder welke internationale, politieke en economische randvoorwaarden hebben dergelijke strategieën bovendien een redelijke kans op slagen bij de ondermijning van de machtsgrondslag van de tegenstander? Ontwikkelt het internationale systeem zich in een richting dat in toenemende mate aan deze voorwaarden wordt voldaan, of is dit juist niet het geval?

Een tweede cluster van onbeantwoorde vragen heeft een eerder *structureel* karakter en handelt voornamelijk over de maatschappelijke voorwaarden en gevolgen van een eventuele omwapening naar sociale verdediging. Het gaat daarbij om vragen als: welke gevolgen zou de invoering van een soortgelijk systeem kunnen hebben voor de samenleving in haar tota-

(66) A. SCHMID, Sociale verdediging als postmilitaire verdediging, in: G. GEERAERTS, P. STOUTHUYSEN, *a.w.*, 1983, blz. 75.

liteit, voor het bestaande — militaire — defensieapparaat en de buitenlandse betrekkingen ? Zal de bestaande samenleving kunnen worden behouden of zal ze juist in functie van de toepassingsvoorwaarden van sociale verdediging grondige wijzigingen moeten ondergaan ? Wat voor weerstanden zijn tegen een drastische beleidsverandering als een omwapening naar sociale verdediging te verwachten ? Hoe kunnen die desgewenst worden opgeheven ? Welke zijn met andere woorden de maatschappelijke voorwaarden voor dergelijke omwapening en op welke wijze zou een overheid ze kunnen doorvoeren ? Hoe zullen de huidige bondgenoten en vooral ook mogelijke tegenstanders op een gebeurlijke omwapening reageren ? Zal sociale verdediging naast de bestaande militaire defensie — als aanvulling dus — worden ingevoerd of als volledige vervanging ? Zal een aanvulling niet neerkomen op een extra bijdrage aan de defensieinspanning en bijgevolg een bijkomende belasting van de defensiebegroting met zich meebrengen ? Bovendien roept een en ander nieuwe instrumentele vraagstellingen op zoals onder meer : zijn geweldloze acties überhaupt te combineren met de vigerende militaire defensie of eventuele andere vormen van gewelddadig verweer (bijv. territoriale verdediging, niet-provocerende wapentechnologie) zonder dat hierdoor de voordelen van een geweldloze asymmetrische strategie teniet worden gedaan ?

Dit zijn alle vragen — en de voorgaande « tour d'horizon » is beslist onvolledig — die nader onderzoek vereisen voordat op verantwoorde wijze concrete stappen in de richting van een omwapening kunnen worden ondernomen. In het licht van de actuele stand van onderzoek naar sociale verdediging is het dan ook onmogelijk een gefundeerd antwoord te geven op de vraag of sociale verdediging een — partieel dan wel compleet — alternatief kan bieden voor de huidige militaire defensie. Deze situatie is bezwaarlijk anders dan als problematisch te bestempelen, zeker op een ogenblik dat (vooral in West-Europa) zowel in bepaalde beleidskringen als daarbuiten een aantal mensen zich bewust beginnen te worden van de beperkingen, gevaren en maatschappelijke kosten van de bestaande militaire veiligheidsvoorzieningen (67). Ieder alternatief dat een meer doelmatig en/of doeltreffend antwoord zou kunnen bieden te aanzien van bepaalde aspecten van de veiligheidsproblematiek in het nucleaire tijdperk, dient grondig op zijn merites onderzocht te worden; ook een zo radicaal en slechts in aanvang ontwikkeld alternatief als de idee van sociale verdediging.

Eén ding is beslist duidelijk; aan potentiële probleemstellingen voor verder onderzoek op het stuk van sociale verdediging ontbreekt het be-

(67) Zie B. DANKBAAR, *Alternative Defense Policies and the Peace Movement*, in : *Journal of Peace Research*, 1984 (XXI), nr. 2, blz. 141-156 en J. OBERG, *Three Minutes to a New Day*, in : *Journal of Peace Research*, 1984 (XXI), nr. 2, blz. 95-100.

paald niet. Eerder het tegendeel is waar : niet alleen zijn de onbeantwoorde vragen zo talrijk, maar daarenboven zijn ze ook nog dermate complex dat het ondoenlijk is ze in één onderzoek te willen behandelen. Een dergelijk ambitieuze opzet zou ongetwijfeld met zich meebrengen dat de diverse vragen slechts een oppervlakkige behandeling te beurt kan vallen (68). Een meer bescheiden aanpak verdient dan ook de voorkeur. Daarbij lijkt het wel aangewezen dat ieder onderzoeker zijn probleemstelling zo nauwkeurig mogelijk omschrijft en situeert. Hierdoor wordt het voor andere onderzoekers en overige belangstellenden een stuk makkelijker om het onderzoek binnen het globale probleemgebied van sociale verdediging te plaatsen en er meteen ook de beperkingen van te onderkennen.

IV. Het probleemgebied « sociale verdediging » : algemene evaluatie en richtlijnen voor verder onderzoek.

Al met al werpt zich de vraag op welke algemene conclusies er ten aanzien van het probleemgebied van sociale verdediging kunnen worden getrokken en vooral hoe het nu verder moet met het oog op een vooruitgang bij verder onderzoek. Die vraag zou uiteraard een stuk systematischer te beantwoorden zijn indien we beschikten over een algemeen schema van wetenschappelijke evolutie aan de hand waarvan we dan het betrokken probleemgebied konden afwegen. Een probleem daarbij is evenwel dat er in de loop der jaren tal van dergelijke schema's zijn ontwikkeld. Nog problematischer is dat deze schema's — zeker bij een diepgaande analyse — zowel op het stuk van de descriptie als de prescriptie ver van een consensus verwijderd blijven (69). Plaatst men zich evenwel op het standpunt van de pragmatische heuristiek, dan lijkt zich moeizaam toch zoiets als een algemeen concept van kennisontwikkeling af te tekenen. In ieder geval valt de stelling te verdedigen, dat de zogenaamde « finaliseringstheorie » vrij dicht in de buurt van een dergelijke algemene conceptie komt (70). De finaliseringstheorie onderscheidt drie fasen in de ontwikkeling van wetenschapsgebieden, nl. : 1° een voortheoretische fase; 2° een fase van theoriearticulatie; 3° een finaliseringsfase.

De eerste fase komt in de grond van de zaak overeen met wat Kuhn (71) de preparadigmatische periode noemt. Het is met name een fase die

(68) Aan dit euvel lijdt bijv. de meest recente publikatie van Gene Sharp. Zie G. SHARP, *Making Europe Unconquerable*. London, 1985.

(69) Zie bijv. J. CHALMERS, *Wat heet wetenschap*. Meppel, 1981.

(70) Zie H.A. BECKER, Voortgang en vooruitgang in de sociologie, in : *Mens en maatschappij*, 1981 (LVI), nr. 2, blz. 121-123.

(71) Th.S. KUHN, *De structuur van wetenschappelijke revoluties*. Meppel, 1979.

gekenmerkt wordt door het bestaan van een grote verscheidenheid van concurrerende benaderingen, welke voortdurend elkaars uitgangspunten en doelstellingen bekritisieren. Het is een vorm van kritiek die telkens teruggaat op de groundbegrippen en daarmee steeds weer terugvalt op de vraag naar het wezen der dingen (ontologie). Het eigenlijke onderzoekswerk zoals het ontwikkelen van modellen, het ontwerpen en voortdurend bijsturen van onderzoeksmethoden, alsook het formuleren van toetsbare uitspraken komt hierdoor zo goed als volkomen in de verdrukking te zitten. Kenmerkend voor de voortheoretische fase is dan ook het gebrek aan enige substantiële vooruitgang.

Dergelijke vooruitgang wordt pas mogelijk in een tweede fase, met name die van de theoriearticulatie. Dat heeft vooral te maken met het inzicht dat vooruitgang in de grond van de zaak niets anders inhoudt dan het aanbrengen van orde in de chaos of, anders gezegd, het verhogen van de informatie over de wereld waarin we leven (72). Zulks veronderstelt de beschikking over theorieën, meer bepaald logisch samenhangende stelsels van uitspraken, die ons toelaten te discrimineren tussen de verschillende toestanden waarin de wereld rondom ons zich kan bevinden. De ordenende eigenschappen van theorieën vloeien precies voort uit die karakteristiek van logische samenhang. Immers, hierdoor maken ze attent op inconsistenties en hiaten in onze kennis en verplichten ze ons als het ware in die kennis voortdurend orde op zaken te stellen. Op die manier bieden theorieën een platform van waaruit het in beginsel mogelijk is om steeds adequater een aantal aspecten van het ontstaan, het verloop en de uitkomst van een aantal fundamentele processen te vatten en te voorspellen. Nu komen dergelijke theorieën niet zomaar uit de lucht vallen; op grond van wetenschapsonderzoek is bekend dat ze alleen tot stand komen via een moeizaam proces van theoriearticulatie, waarin overigens ook andere dan alleen maar intern-wetenschappelijke factoren een belangrijke rol blijven te spelen (73). Beperkt men zich tot een logische reconstructie, dan ziet dit proces er ongeveer als volgt uit (74) : in eerste instantie wordt een harde kern van (voorlopig als onproblematisch beschouwde) basisveronderstellingen of axioma's vastgelegd (negatieve heuristiek). Vervolgens komt het erop aan rond die kern een beschermgordel op te trekken, welke is opgebouwd uit theorema's (logisch uit axioma's afgeleide uitspraken)

(72) Zie vooral J.K. DE VREE, *Sapere aude! Over wetenschap en theorie van mens en samenleving*, in : *Acta Politica*, 1986 (XXI), nr. 3, blz. 354 en 371.

(73) Zie o.m. Cl. BURRICHTER, *Grundlegung der historischen Wissenschaftsforschung*. Basel, 1979 en J.K. DE VREE, *a.w.*, blz. 360-367.

(74) Zie vooral I. LAKATOS, *a.w.* en G. GEERAERTS, *Enkele denkbeelden over groei en rationaliteit in de wetenschap : een situering en reconstructie van Lakatos' methodologie van wetenschappelijke onderzoeksprogramma's*, in : G. GEERAERTS, *a.w.*, 1986, blz. 223-254.

en hulphypothesen (o.m. uitspraken ter bepaling van aanvangsvoorwaarden). Bij dit alles wordt men geleid door de aanwijzingen van een expliciete onderzoeksstrategie, die in principe een hiërarchie van probleemstellingen (vragen) omvat en tevens suggereert op welke manier die probleemstellingen een eind verder te brengen zijn (positieve heuristiek). In het proces van theoriearticulatie is er sprake van substantiële vooruitgang vanaf het ogenblik dat een theorie wordt ontwikkeld, die zowel theoretisch (d.w.z. de theorie in kwestie leidt tot nieuwe inzichten) als empirisch progressief is (de nieuwe inzichten worden op grond van empirische waarneming ondersteund). Beide fasen in het proces van theoriearticulatie verlopen doorgaans erg moeizaam, en vooral het empirisch onderbouwen van nieuwe inzichten kan ettelijke jaren in beslag nemen (75).

Is eenmaal een bepaald niveau van theoriearticulatie bereikt, dan ontstaan mogelijkheden om de zogenaamde « finaliseringsfase » aan te vatten. Dat is de fase waarin gespecialiseerde theorieontwikkelingen in gang kunnen worden gezet, waarbij externe of praktijkgerichte doelen richtinggevend zijn. Hier staat met andere woorden de technologische transformatie van wetenschappelijke kennis centraal.

Projecteren we nu deze faseologie op het onderzoeksgebied van sociale verdediging, dan laten zich in combinatie met de bevindingen uit de vorige paragrafen een aantal heuristische richtlijnen voor verder onderzoek formuleren.

1. Het onderzoeksgebied van sociale verdediging bevindt zich vooralsnog in een voortheoretische fase. De bestaande literatuur valt op door een hoge mate van stagnatie : er is zo goed als geen kennisuitbreiding; ook op het vlak van de methodenverbetering is de oogst bezwaarlijk anders dan mager te noemen.

2. Die stagnatie is in de hand gewerkt door een vergaand gebrek aan theoretisch bewustzijn. Blijft het hieraan in de toekomst ontbreken, dan zal een eventuele opvoering van de huidige — duidelijk ontoereikende — onderzoekscapaciteit weinig vooruitgang te zien geven.

3. Hoewel bij maatschappelijk erg relevante onderzoeksgebieden als sociale verdediging altijd al een sterke neiging bestaat om in termen van onmiddellijke toepasbaarheid te denken, is het wegens (1) vooralsnog weinig rationeel om bij het onderzoek al te veel aandacht te besteden aan het zoeken naar oplossingsvoorstellen voor praktijkgerichte probleemstellingen. Immers, hoe belangrijk en noodzakelijk de beantwoording van

(75) Vgl. J.K. DE VREEB, *a.w.*

dergelijke vragen voor een eventuele invoering en toepassing van sociale verdediging ook is, het valt maar te bezien of ze op een bevredigende wijze te beantwoorden zijn, alvorens het onderzoeksgebied van sociale verdediging een bepaald stadium van theoriearticulatie heeft bereikt of, anders gezegd, zolang ze niet stelselmatig voortvloeien uit de positieve heuristiek van een of andere theoretische structuur. Inderdaad, het aantal praktijkgerichte probleemstellingen met betrekking tot de hier behandelde materie is schier onbeperkt, en het is beslist geen moeilijke opgave om er ad hoc hele boekwerken mee te vullen (76). Maar juist hun ad hoc karakter, namelijk het feit dat ze geen geïntegreerd bestanddeel uitmaken van een bepaalde uitgewerkte theoretische structuur, maakt de beantwoording ervan juist tot zo'n hachelijke, want louter willekeurige aangelegenheid.

4. Toekomstig onderzoek naar sociale verdediging dient dan ook in de eerste plaats fundamenteel te zijn, d.w.z. gericht op theoriearticulatie. Alleen dergelijk onderzoek kan op termijn leiden tot algemene theorieën, die dan middels een voortdurende uitbreiding en steeds verdergaande verbijzondering van hun aanvangsvoorwaarden — en in de veronderstelling dat ze een voldoende hoge corroboratiegraad kunnen ontwikkelen — op alsmeer meer en gedetailleerder (en vandaar ook vanuit praktisch oogpunt meer en meer relevante) probleemstellingen kunnen worden toegepast (77).

5. Het proces van theoriearticulatie kan worden opgestart vanuit twee onderscheiden, maar deels complementaire benaderingen van sociale verdediging, met name de instrumentele en structurele benadering. Een voorwaarde hiertoe is evenwel dat de ontologische standpunten waarop die benaderingen steunen, vertaald worden in heuristische en methodologische assumpties. Zulks impliceert dat de betrokken uitgangspunten niet langer worden verabsoluteerd, maar daarentegen geïnterpreteerd worden als uitspraken die pretenderen dat het zinvol is om een gegeven onderzoeksobject vanuit een bepaalde invalshoek te bekijken, dat die zienswijze bijdraagt tot een beter begrip van dat object en dat men aspecten — en eventueel ook oplossingsvoorstellen — in het vizier krijgt, die anders aan de aandacht dreigen te ontsnappen (78).

(76) Zie bijv. G. SHARP, *a.w.*, 1985.

(77) Zie voor een poging in die richting G. GEERAERTS, *a.w.*, 1986.

(78) Vgl. W.K.B. HOFSTEE, *De empirische discussie. Theorie van het sociaal-wetenschappelijk onderzoek*. Meppel, 1980, blz. 51.

Summary : Security seen in a different light : an evaluation of research on civilian-based defence.

Although relatively much has been said and written already on civilian-based defence, one hardly can deny that there has been not much of an increase in our understanding of this particular alternative security concept. Hence, in the present article an attempt is made to trace the factors, which are to be held responsible for this rather striking case of theoretical stagnation. The main argument boils down to the assertion that, up till now, too much energy has been invested in normative analysis and polemics. Together with the reality of a very restricted research capacity, this has led to an almost complete neglect of scientific research proper. Indeed, in the existing literature it is hard to find any serious effort at theoretical articulation. One will search in vain for explicit stated models, testable hypotheses as well as elaborated research strategies. Little wonder then, that hitherto scientific progress has been wanting. Accordingly, it is argued that to bring about any positive change in this respect in the future, a mere upgrading of the actual research capacity — as is so often advocated — will not suffice. Real progress is only to be expected, if more work is made of basic research.



Un fascisme aux couleurs nationales

par Alan M. FROMMER,

Assistant à la Section des sciences politiques
à l'Université Libre de Bruxelles.

★

I. Introduction.

Commençons cette étude en citant la plus patente évidence : le fascisme se présente — et est — la forme la plus achevée du nationalisme dans la première moitié du XX^e siècle. Or, les diverses expériences du fascisme, fût-ce du fait de cette identification entre fascisme et nationalisme, sont amenées à introduire dans leur discours, et autant que faire se peut, dans leur pratique, des données importantes et profondes tirées du « terroir national ». Cette nouvelle évidence débouche cependant sur une interrogation — qu'arrive-t-il lorsque l'héritage (ou le « terroir ») national véhicule des valeurs et comprend des institutions qui, les unes et les autres, sont devenues dominantes et sont contraires à l'idéologie fasciste dans ce qu'elle a de plus général ? La question n'est ni oratoire ni arbitraire. Elle cesse en tout cas de l'être, si on la pose par rapport à un exemple précis, celui de la Grande-Bretagne et du mouvement fasciste qui, sous la direction de sir Oswald Mosley, y fait son apparition dans les années 30 (1).

Voilà, en effet, un fascisme nécessairement aux « couleurs nationales » (et même, tout aussi nécessairement, nationaliste). Ces dernières charriant un nombre de valeurs et d'institutions parmi lesquelles, outre les références obligées au « *fair play* », on trouve le culte du Parlement, l'attachement aux libertés (« *habeas corpus* » et « *Magna Carta* ») et l'exaltation d'un génie britannique qui fait du pays l'atelier de l'Europe et de son industrie un titre de gloire. Or, l'idéologie fasciste, dans ce qu'elle a de plus global, prend précisément pour cibles de ses attaques le parlementarisme et les libertés politiques. A quoi s'ajoute une nostalgie de la « clien-

(1) En 1932 MOSLEY créa le *British Union of Fascists*, qui existera jusqu'en mai 1940 quand le gouvernement britannique l'interdira. Dans cet article nous nous référons sous le sigle du BUF.

tèle fasciste » (paysans et classes moyennes citadines) pour les vertus archaïques que le monde moderne a écrasées.

Il en découle pour les fascistes britanniques une difficulté particulière. Comment, tout en restant fidèles à eux-mêmes (c'est-à-dire, fascistes) concilier l'anti-parlementarisme, l'autoritarisme et un certain archaïsme fasciste avec l'adhésion aux réalités nationales, à l'environnement dans lequel le fascisme tente de se développer et dont il assume la tradition ? En d'autres termes, comment s'opère, dans une idéologie donnée, en l'occurrence le fascisme, l'infiltration de « couleurs locales » propres à vider de son sens le message de l'idéologie dans son ensemble. Voilà, dans le cas de la Grande-Bretagne et de « son » fascisme, le problème que nous voulons examiner ici. Cela nous amènera à analyser un discours, à repérer des contradictions et à voir si (et comment) celles-ci ont pu être surmontées.

L'actualité de notre démarche est double. Sur le plan théorique nous essayons d'éclaircir les contradictions entre la réalité vécue et les perceptions qui risquent de traverser toutes les idéologies. Sur le plan empirique cette étude pourrait, nous l'espérons, servir d'outil d'analyse pour définir la frontière entre fascisme et extrême-droite parlementaire.

II. Contexte et discours.

La technique idéologique employée par les fascistes britanniques fut de donner un fondement économique à leur critique du système parlementaire afin de cacher leur objection réelle qui était d'ordre politique. Remarquons qu'une telle approche est atypique du fascisme en général. La plupart des fascistes basent leur critique des institutions politiques sur des arguments mystiques, naturels, psychologiques et moraux, mais rarement économiques. Cette critique économique se résume comme suit : « Nous avons rationalisé l'industrie et la plupart des autres facettes de la vie, mais nous n'avons pas encore rationalisé l'Etat. » (2).

Afin de comprendre cette remarque de Mosley, il faut saisir l'essentiel de son analyse de la crise économique des années 30. Il prétend qu'il s'agit d'une crise structurelle plutôt que cyclique. Des progrès scientifiques et technologiques ont permis, pour la première fois, aux sociétés industrielles de satisfaire tous les besoins. De plus, de nombreux pays sont en voie d'industrialisation à l'abri de barrières douanières permanentes, et le commerce international est condamné à un déclin tendanciel. Ceci est particulièrement nuisible à la Grande-Bretagne, dont 30 % de la production industrielle sont exportés.

(2) Oswald MOSLEY, *The Greater Britain*. London, BUF, 1934, p. 34.

Mosley conclut à la nécessité d'une politique économique entièrement différente basée sur le rétablissement du marché national. Cette politique doit garantir un niveau élevé de salaires et de la demande intérieure, ainsi que l'autarcie et la modernisation industrielle. Dans la mesure où aucun entrepreneur particulier n'a de motivation pour augmenter les salaires ou pour courir le risque d'investir des capitaux de son propre chef, il faut un Etat interventionniste pour assurer que cette vision de l'intérêt national soit imposée à tous les agents économiques (3).

Aujourd'hui nous pouvons affirmer que ce genre de politique économique et un Etat interventionniste ont existé dans le cadre d'un système parlementaire sans nul besoin d'une dictature fasciste pour réaliser ces buts. Le « *New Deal* » de Roosevelt, le gouvernement de guerre de Churchill et les régimes postérieurs à 1945 à diverses nuances politiques sont autant de preuves de cette affirmation. Toutefois, Mosley prétendit que l'on ne pouvait atteindre ces objectifs dans le cadre d'un système parlementaire. En premier lieu il considéra que : « les problèmes contemporains sont, par leur essence, trop techniques pour être traités par une telle assemblée » (4).

Habituellement on associe ce genre de langage technocratique avec notre société contemporaine orientée vers la science et la gestion plutôt qu'avec le fondement irrationnel et émotionnel du fascisme. Ce style de fascisme spécifiquement britannique reflète l'influence profonde de la situation économique de ce pays à partir du deuxième quart du XIX^e siècle. En tant que puissance industrielle principale, la science, la technologie et la gestion rationnelle sont devenues des réalités profondément enracinées de ce pays et ont ainsi donné leur cachet particulier à l'idéologie fasciste britannique.

En deuxième lieu Mosley estima qu'il n'était pas souhaitable que : « chaque action gouvernementale soit sujette à un débat fouillé et dilatoire » (5).

Cette remarque est un reflet de l'aspect anti-démocratique du langage technologique, mais dans ce cas-ci on note un courant sous-jacent plus politique. Un débat parlementaire « fouillé » concernant la politique gouvernementale constitue une forme nécessaire de surveillance démocratique des activités de l'Etat. Un tel contrôle peut être conçu soit comme une entrave à l'efficacité soit comme une entrave possible aux abus, selon que l'on considère le problème dans l'optique de l'agent public ou dans celle

(3) *Ibid.*, pp. 58-59. Voir aussi O. MOSLEY, *Fascism : 100 questions asked and answered*. London, BUF, 1936, Q39 et Q40.

(4) *The Greater Britain*, *op. cit.*, p. 45.

(5) *Ibid.*, p. 30.

du citoyen. Mosley décrit aussi les débats parlementaires comme « dilatoires ». Il ne démontre pas leur caractère non constructif, mais il se contente d'affirmer le contraire. Notre propre interprétation de son utilisation du terme « dilatoire » est plus politique.

Au début du XX^e siècle il y a eu une transformation fondamentale de la scène politique en Grande-Bretagne, comme d'ailleurs dans la plupart des autres sociétés industrialisées. L'apparition du parti travailliste sur la scène politique rompit le consensus sur les fondements du système capitaliste qui existait entre les deux partis bourgeois, les tories et les libéraux. Avant 1900, les critiques adressées au gouvernement par les parlementaires portaient sur les modalités de l'action gouvernementale, mais non sur sa philosophie sous-jacente. Après cette date, il y eut un double changement. D'une part, le développement de l'électorat ouvrier obligea les partis bourgeois à incorporer dans leurs pratiques des concessions économiques en faveur des classes dominées. D'autre part, le parti travailliste donna, à des couches importantes de la bourgeoisie, l'impression de faire planer la menace d'un socialisme susceptible de les dépouiller de leurs richesses matérielles et, donc, de leur pouvoir et de leur statut social. Tout le processus de débat parlementaire était devenu un obstacle à une gestion aisée des affaires de la bourgeoisie par l'Etat. Voilà le fond réel de la pensée de Mosley (6).

Ce dernier suggère en outre que le parlement a dégénéré et ne correspond plus aux objectifs pour lesquels il avait été initialement conçu. Il fut habituel pour les fascistes d'employer l'argument moral de la dégénérescence pour déprécier le système parlementaire, mais généralement, ils affirmèrent que le parlement en tant que tel — par sa nature même — est une institution pernicieuse et peu souhaitable. Les fascistes britanniques ne sont jamais allés aussi loin parce que le parlement était devenu une institution jouissant d'un appui très large dans le pays.

Dans l'aristocratie foncière, l'hostilité traditionnelle a l'égard du parlement, en tant qu'institution à dominante bourgeoise, avait été tempérée par deux siècles d'expérience politique pratique. Cette classe avait maintenu sa place de classe régnante au sein de l'Etat en appliquant des politiques conformes aux intérêts économiques de la bourgeoisie (7). Cette dernière avait été pro-parlementaire dans la mesure où sa lutte contre l'aristocratie avait été menée avec succès à travers cette institution. En plus, elle occupait une position dominante dans la société britannique dans le contexte d'un système parlementaire. Depuis près de trente ans, les représentants

(6) Pour une situation comparable en France à cette époque voir Robert PAXTON, *La France de Vichy*. Paris, 1973, p. 184.

(7) Nicos POULANTZAS, *Pouvoirs politiques et classes sociales*. Paris, 1968, p. 270.

politiques de la classe ouvrière siégeaient au parlement. A deux reprises, dans les années 20, le parti travailliste fut le plus grand parti au parlement, et on assista à la formation de deux gouvernements minoritaires travaillistes. Par conséquent, une grande majorité de la classe ouvrière s'était montrée optimiste quant à sa capacité d'améliorer sa situation matérielle dans le cadre d'un système parlementaire. Quant aux classes moyennes britanniques, elles n'avaient pas connu de crises économiques catastrophiques dans un régime parlementaire comme leurs homologues allemandes dans les années 20. Ainsi elles n'avaient pas de raisons particulières de manifester une hostilité à l'égard du parlement.

Tout ceci explique que, pour Mosley : « L'idée du système parlementaire contemporain fut qu'un débat libre et complet au parlement et pendant les élections devrait instruire l'opinion publique sur les grandes questions de l'heure et permettre ainsi à l'électorat de parvenir à un jugement réfléchi. » (8).

On ne trouve pas ici une condamnation du système parlementaire en tant que tel et, à aucun moment, les fascistes britanniques ne se sentirent libres de rejeter le parlement comme peu souhaitable. Au lieu de cela, ils eurent recours à la critique du fonctionnement actuel du parlement : « Dans la dégénérescence de ce système, il (le Parlement) est devenu l'enjeu de pratiques douteuses dans le seul but de remplacer un ensemble de personnes au pouvoir par une autre équipe qui conquiert sa place en poussant n'importe quel cri de panique... » (9).

On pouvait espérer un certain succès politique en Grande-Bretagne parmi ceux qui étaient imprégnés de la valeur de « *fair play* », en recourant à cet argument typiquement fasciste de dégénérescence du système. L'idéal aristocratique de « *fair play* », était diffusé parmi de larges couches de la population et renforcé par le code moral religieux véhiculé par l'Eglise protestante. En faisant appel à ce sentiment et en essayant de démontrer que la pratique parlementaire violait ces règles du jeu, les fascistes espéraient gagner des adhérents. Ce genre de critique moralisatrice fut poussée encore plus loin dans l'affirmation fasciste que les hommes politiques de tous bords placent leurs intérêts particuliers avant ceux de la nation (10).

III. Changer les institutions.

Mosley note des contradictions entre la politique du gouvernement central et celle de certaines autorités locales et il remarque : « Le résultat,

(8) *The Greater Britain, op. cit.*, p. 45.

(9) *Loc. cit.*

(10) *Ibid.*, p. 178.

c'est l'impasse... ce qui ne serait jamais toléré dans une entreprise privée » (11). Il n'est pas étonnant que les fascistes mettent en exergue cette contradiction réelle, puisque, dans le cas britannique, le pouvoir du gouvernement fut sujet à de réelles entraves dans un système très décentralisé où plusieurs grandes agglomérations se trouvèrent aux mains d'une majorité travailliste quasi-permanente. Il est peu habituel qu'une critique fasciste soit présentée dans les termes de l'idéologie de la grande entreprise moderne. Il s'agit du langage des cadres supérieurs qui doivent assurer la cohésion entre la politique de la direction centrale et la pratique des filiales. Ceci est un autre exemple de la réalité d'une société industrielle moderne qui marque le ton d'un discours idéologique. Notons que ce fut dans la période d'entre-deux guerres que la Grande-Bretagne connut sa phase de transition vers une économie dominée par de très grandes entreprises (12).

L'attitude des fascistes britanniques à l'égard de la Chambre des Lords fut aussi influencée par cette société industrielle. Traditionnellement, on justifia l'existence de cette Chambre en prétendant que l'aristocratie possédait une expérience héréditaire du gouvernement, indispensable au bien-être du pays. Une telle approche élitiste fut utilisée par Mosley : « Autrefois ils [les aristocrates] parlèrent avec autorité dans beaucoup de domaines où les autres furent moins aptes à s'exprimer » (13). Cependant, en Grande-Bretagne, la confrontation entre l'agriculture et l'industrie avait été aplanie depuis près d'un siècle, et ceci à l'avantage de cette dernière. Un grand nombre d'aristocrates ruraux s'engagèrent dans le commerce et l'industrie et les plus riches industriels et banquiers britanniques furent admis dans l'aristocratie. Ceci explique pourquoi Mosley écrit qu'autrefois la Chambre des Lords représenta « la principale activité... économique du pays » mais que, cette situation révolue, la « pratique constitutionnelle » exige son remplacement par « une chambre qui représente... tous les intérêts majeurs de l'Etat moderne » (14). La crainte que la classe ouvrière puisse parvenir au pouvoir politique et économique grâce au système démocratique — tel est le fond réel de l'anti-parlementarisme fasciste (15). La spécificité du fascisme britannique fut sa forme technocratique. Mais comme l'observe Poulantzas : « dans le stade du capitalisme monopoliste de l'Etat, où le rôle dominant est détenu par la politique, c'est l'« idéologie économique — dont le « technocratisme » n'est qu'un des aspects — qui tend à devenir la région dominante de l'idéologie dominante » (16).

(11) *Ibid.*, p. 40.

(12) Eric HOBBSAWM, *Industry and Empire*. Harmondsworth, 1968, p. 214.

(13) *The Greater Britain*, *op. cit.*, p. 41.

(14) *Ibid.*, p. 42.

(15) *Ibid.*, p. 188.

(16) POULANTZAS, *op. cit.*, p. 228.

L'alternative que propose Mosley est l'Etat corporatiste fasciste. La structure de cette institution est celle que l'on trouve dans toute la littérature fasciste. Cependant, certains éléments ne peuvent être expliqués que par le contexte social particulier dont ils sont issus. La justification que donne Mosley pour un Etat corporatiste est double. Primo : la nouvelle situation économique exige un gouvernement interventionniste qui ne peut pas fonctionner efficacement dans un système parlementaire. Secundo : pour qu'un tel système réussisse, il faut que tout le monde travaille ensemble en vue d'un objectif commun, plutôt que de s'affronter dans une lutte de classes. Ainsi dans un Etat corporatiste fasciste : « la lutte des classes sera éliminée... dans une répartition équitable des revenus de la production » (17).

Ce langage est typique du fascisme en général, mais Mosley ajoute : « Il [l'Etat corporatiste] est, par nature, adapté au caractère britannique mieux qu'à celui de toute autre nation. *Psychologiquement, il est fondé sur l'esprit d'équipe* » (18).

Mosley met l'accent sur l'idée d'un effort commun par l'appel à la valeur idéologique de l'esprit d'équipe inculquée aux fils des membres de l'*Establishment* dans les écoles élitistes. Au XIX^e siècle, l'enseignement de l'aristocratie fut modernisée pour faire face au défi de la bourgeoisie entreprenante. Un élément de cette réforme fut le remplacement des loisirs individualistes traditionnels, tels la chasse, par des jeux d'équipe. La fonction politique de cette idéologie fut de masquer la réalité de la lutte des classes par l'usage d'un langage qui mettait en valeur l'effort commun de tous les membres de la nation. La réalité et l'idéologie de la classe ouvrière furent également fondées sur l'esprit d'équipe — l'effort commun de toute la classe ouvrière pour sa propre émancipation. Les classes moyennes, qui se sentaient écrasées entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, rêvaient d'un Etat fort mais neutre qui les protégerait, en imposant à toutes les classes sociales une politique d'effort commun. En jouant cette carte idéologique, les fascistes pouvaient donc espérer attirer des convertis de toutes les classes sociales.

Tous les fascistes incorporèrent des éléments populistes dans leurs propositions concernant l'Etat corporatiste, mais la variante britannique alla très loin à cet égard. Les fascistes devaient arriver au pouvoir par la voie d'une « majorité parlementaire résultant d'une élection générale » (19). Ce premier parlement fasciste « serait convoqué régulièrement afin de passer en revue l'action gouvernementale » (20). Nous ne sommes pas naïfs

(17) *The Greater Britain, op. cit.*, p. 36.

(18) *Ibid.*, p. 34 (teamwork dans le texte anglais).

(19) *Ibid.*, p. 39.

(20) *Loc. cit.*

au point d'imaginer que les fascistes britanniques avaient la moindre intention d'admettre réellement ce genre de contrôle de leurs activités. Ils se sentaient obligés de faire du bout des lèvres des concessions à un contrôle démocratique de l'exécutif à cause de l'enracinement si profond de cette idée dans le pays. Ils proposèrent que, une fois l'Etat corporatiste fasciste établi, il y ait des élections générales périodiques, sur base d'un suffrage professionnel, pour déterminer la composition du Parlement. Le pouvoir de renvoyer un gouvernement fasciste serait accordé à la population par un mécanisme plébiscitaire et non à ces assemblées (21).

Le plébiscite fut, certes, typique du populisme fasciste en générale. Mais la proposition de soumettre l'existence d'un gouvernement fasciste à une telle procédure est exceptionnelle. Un tel plébiscite ressemble très fort à une élection législative et, apparemment, donne directement à la population le pouvoir de choisir les gouvernements. Les fascistes britanniques sentaient que l'attachement de la population à une forme quelconque d'élection était tel qu'ils ne pouvaient pas émettre de propositions qui manqueraient à ce principe. Même si ces fascistes n'avaient pas la moindre intention de se soumettre à une telle surveillance, la réalité politique, historique et idéologique de la Grande-Bretagne leur interdisait de prôner ouvertement l'infailibilité d'un pouvoir fasciste. D'une manière typiquement fasciste, la population aurait pour fonction de légitimer le pouvoir, mais serait privée d'un véritable système parlementaire démocratique.

IV. Les droits de l'homme.

La Grande-Bretagne a un long passé de lutte pour la conquête et le maintien des libertés politiques. C'est justement parce que ces libertés n'ont été arrachées qu'à la pointe de ces luttes qu'elles sont si profondément vénérées. Toutes les classes sociales furent, à des époques successives, obligées de se battre durement pour obtenir la liberté de parole et de la presse, le droit de s'organiser politiquement, de voter et de se mettre à l'abri de l'arbitraire de l'Etat. A chaque étape, les gouvernants et les classes sociales dominantes essayèrent de restreindre à la fois ces libertés et, par voie de conséquence, les menaces qu'elles faisaient peser sur leur propre pouvoir. Ceci explique le développement d'idéologies anti-libertaires dont le fascisme n'est que l'exemple le plus récent.

Deux des principaux postulats du fascisme britannique furent les suivants. L'essentiel de l'existence humaine est le service à rendre à l'Etat (22), ce que Gramsci a appelé « le citoyen comme fonctionnaire d'Etat

(21) *Fascism : 100 Questions Asked and Answered*, op. cit., Q 20.

(22) *The Greater Britain*, op. cit., Préface.

(23). La liberté est un concept principalement économique (24). Le premier de ces postulats est typique du fascisme en général, le second est particulier à sa variante britannique. Sur base de ces postulats, ces fascistes affirmèrent que la liberté et la justice n'existaient pas dans le système parlementaire. Ainsi le prétendu échec de la démocratie fut attribué : « à la croyance fausse dans la « liberté » individuelle absolue, qui a neutralisé toute forme de gouvernement efficace et qui a privé le peuple de sa liberté réelle » (25).

Quant à la justice existante, elle fut dénigrée comme : « un rempart construit par la société bourgeoise afin de protéger les intérêts des possédants » (26). Dans l'Etat fasciste, il y aurait la liberté de la justice « économique » car les problèmes économiques seraient résolus. Il y aurait cette justice car les agents économiques, plutôt que de s'affronter en conflit, seraient assujettis à la loi fasciste de la responsabilité de tous envers l'Etat (27).

Dès que l'on substitue une définition purement économique de la liberté à une définition politique, il est permis de mettre en question l'importance des droits politiques fondamentaux. Selon cette hypothèse, la forme de gouvernement qui garantit au plus haut degré le progrès économique est, de ce fait, celle qui assure le plus haut degré de liberté humaine. Les libertés politiques deviennent sans pertinence si le particulier subit l'oppression économique et à la limite, dans cette façon de voir les choses, l'oppression politique perd toute importance si le particulier jouit de la liberté économique. On est confronté à un pur artifice idéologique fournissant une définition monolithique de la liberté qui, en réalité, est un concept à multiples facettes.

A partir de cette définition économique de la liberté, Mosley se permet de dénaturer le concept de « dictateur ». Il veut présenter le fascisme comme une dictature vidée du sens préjoratif du terme : « Le fascisme constitue la dictature dans le sens moderne du terme, ce qui implique un gouvernement doté de pouvoir par le peuple afin de résoudre les problèmes que le peuple est résolu à surmonter ». (28).

Une telle définition du concept pourrait être appliquée à n'importe quel gouvernement décidé à mener à bien son programme électoral, même s'il

(23) Christine BUCI-GLUCKSMANN, *Gramsci and the State*. London, 1980, p. 287.

(24) *The Greater Britain*, op. cit., p. 29.

(25) Raven THOMSON, *The Coming Corporate State*. London, Greater Britain Publications, 1937, p. 1.

(26) *Ibid.*, p. 12.

(27) John BREWER, *The British Union of Fascists, Sir Oswald Mosley and Birmingham*, thèse de Master of social science. Birmingham University, non publiée, 1975, p. 107.

(28) *The Greater Britain*, op. cit., p. 26.

s'agit de la manière la plus démocratique possible. Mais dans un système corporatiste, où le peuple ne se voit accorder qu'une fonction de légitimation du pouvoir politique, l'absence de droits politiques permettrait au gouvernement d'agir d'une manière tyrannique.

Pour réussir en Grande-Bretagne, l'idéologie fasciste devait néanmoins accorder une certaine place à la liberté individuelle. En même temps, il fallait limiter cette liberté pour que le concept de service à l'Etat, en tant qu'essence de la liberté humaine, puisse rester primordial. Ainsi : « Le principe fasciste est la liberté dans la vie privée et le devoir dans la vie publique. En tant que membre de la collectivité, l'homme doit se comporter de la manière qui sied à un citoyen et à un membre de l'Etat. En privé, il peut se comporter comme il veut. Mais à une condition : il n'y a pas de place dans l'Etat pour le fainéant et le décadent, qui font usage de leurs loisirs pour détruire leur capacité d'être utiles à la collectivité » (29).

Admettre une distinction entre l'aspect privé et l'aspect public de la vie humaine, distingue le fascisme britannique de l'idéologie fasciste en général. Cette dernière rejette intégralement tout aspect de la liberté individuelle qui pourrait contredire la volonté de la nation exprimée dans la personne du « Chef » et dans la volonté de l'Etat. Dans le cas britannique, une réaction à ce point excessive contre le libéralisme était politiquement inconcevable, et l'idéologie du British Union of Fascists (BUF) révèle des traces de l'idéologie dominante du pays.

Dans la définition que le BUF donna du fascisme même, on voit à la fois ses hésitations et son habileté politique. Il voulut bénéficier de l'image d'un mouvement d'autorité, sans courir le risque d'être vu comme autoritaire. Pour résoudre ce problème, il réclame un Etat *authoritative*. En anglais, ce mot signifie « revêtu d'autorité » et a une connotation positive. Le but se garde d'utiliser le mot *authoritarian*, qui signifie « autoritaire » et qui porte une image négative. Mais celui qui ne regarde pas de trop près et qui croit en un Etat fort pourrait être séduit par cette étiquette accordée à l'Etat fasciste. Et si l'on accuse le fascisme d'être autoritaire, il pourra arguer qu'il ne propose qu'un Etat qui, en vertu de son efficacité, est revêtu d'autorité.

Il existe aussi un certain malaise concernant le rapport entre l'individu et l'Etat. Le fasciste « pur » n'éprouve pas de telles difficultés puisque, pour lui, les intérêts de l'Etat sont toujours prédominants, mais son homologue britannique hésite : « *Notre problème est... d'harmoniser l'initiative individuelle avec les intérêts plus larges de la nation* » (30). On constate ici les traces de l'individualisme libéral, idéologie dominante en

(29) *Ibid.*, pp. 50-51.

(30) *Ibid.*, p. 18.

Grande-Bretagne à cette époque, et l'on observe comment l'idéologie fasciste en reste imprégnée.

Un élément-clé de la liberté politique est le droit de critique d'une presse libre. En utilisant la définition économique de la liberté, les fascistes britanniques prétendaient qu'il n'existe pas de véritable liberté de la presse, car seuls les milliardaires possèdent les moyens nécessaires pour publier un journal (31). Cependant, le BUF n'a l'intention ni d'autoriser l'existence d'une presse libre, ni d'abolir la concentration de la presse. Une fois de plus, il vide le concept de liberté de sa substance habituelle : « la liberté de la presse signifie la liberté du peuple de lire la vérité dans la presse nationale » (32), et sous le fascisme : « nous établissons le principe véritablement révolutionnaire que la presse doit dire la vérité » (33).

Notons qu'en Grande-Bretagne, la vieille tradition d'une presse libre ne permettait pas aux fascistes de se démarquer entièrement. Ils se sentaient obligés de faire croire que le droit de critique existerait dans une société fasciste : « La critique constructive sera toujours bien reçue par un gouvernement fasciste et la critique malveillante sera traitée comme telle. Le gouvernement, représentant la nation, aura le même droit d'intenter un procès contre un journal qui profère des mensonges à son égard que celui dont jouit actuellement le particulier » (34).

Même si on a la naïveté de croire qu'un gouvernement fasciste accepterait une critique quelconque, l'absence d'un corps judiciaire politiquement indépendant, qui est une caractéristique fondamentale du fascisme, signifie que la situation décrite ci-dessus constitue une censure réelle de la presse. Si le pouvoir exécutif contrôle les juges, qui doivent décider si la critique est « constructive » ou « malveillante », aucun journaliste ne courrait le moindre risque de critique à l'égard du gouvernement.

V. Archaïsme et modernité.

Mosley décrit le fascisme comme un phénomène spirituel, une foi propulsée vers un triomphe prédestiné grâce à un enthousiasme quasi-religieux (35). Un tel langage exprime l'idéologie dominante d'une époque révolue qui, cependant, attire toujours certains groupes sociaux, même dans une société moderne. Il est en contradiction flagrante avec le reste de la rhétorique du fascisme britannique, laquelle avance souvent des

(31) John BECKETT, « Our Press Lords », in : *Action*, 1-8, mars-avril 1936.

(32) *The Greater Britain*, op. cit., p. 22.

(33) *Loc. cit.*

(34) *Fascism : 100 Questions Asked and Answered*, op. cit., Q 11.

(35) *The Greater Britain*, op. cit., Préface.

idées fondées sur l'acceptation et la nécessité de la société industrielle moderne. Tous les changements politiques proposés sont défendus en fonction de besoins découlant du progrès scientifique de l'industrie moderne (36) et voilà que l'on présente le fascisme comme un phénomène religieux, basé sur des concepts irrationnels tels « le triomphe prédestiné », et un phénomène spirituel. Cette irrationnalité fut typique du fascisme en général et ce qui fut plutôt exceptionnel, et uniquement explicable en raison de la situation britannique au XX^e siècle, fut le côté moderniste du discours de cette variante du fascisme.

Dans un seul texte, Mosley essaye de concilier cet archaïsme avec sa modernité : « Les deux fondements de gouvernement sont la stabilité et le progrès, et le côté tragique de la vie politique est le fait que ces deux aspects, qui fondamentalement coïncident, se sont organisés comme des contradictions. La stabilité implique l'ordre et l'autorité, sans lesquels rien ne peut être réalisé. Cette dernière est considérée comme relevant de la Droite. Le progrès implique le désir de réforme, sans lequel la société ne peut pas survivre. Celui-ci est considéré comme relevant de la Gauche. La stabilité est confondue avec la réaction et avec une résistance opiniâtre aux changements : le progrès [est confondu] avec des changements irréflechis ou avec des discussions puérides et paralysantes si caractéristiques de la démocratie timorée... La stabilité ne peut exister sans le progrès, car elle implique l'acceptation des changements dans le monde qu'aucun système politique ne peut arrêter. Le progrès ne peut exister, non plus, sans la stabilité, car il implique une vision équilibrée et ordonnée des changements qui ont lieu » (37).

Selon nous, le terme « stabilité » dans ce contexte, se réfère implicitement aux rapports sociaux et le concept de « progrès » se rapporte au développement matériel. Mosley veut suggérer que seul le fascisme pourrait réaliser le progrès matériel sans mettre en danger la stabilité des rapports sociaux. Inconsciemment, il confond les deux niveaux. Sa variante du fascisme accepte les aspects matériels de la société moderne. Il cherche un ordre social — une structure de rapports sociaux — dans lequel l'autorité d'une certaine élite ne sera pas remise en question et qui permettra pourtant le progrès matériel.

Malheureusement pour Mosley, le progrès matériel crée et exige des rapports sociaux nouveaux. Le progrès technologique des XIX^e et XX^e siècles avait créé et requis une masse de travailleurs éduqués et plus conscients. Cette nouvelle classe, pourvue de ces qualités, ne fut pas disposée à accepter l'ancien ordre social, mais exigea sa part d'autorité.

(36) *Supra*, pp. 602-603 et p. 607..

(37) *The Greater Britain*, *op. cit.*, pp. 23-24.

Voilà pourquoi « progrès » matériel et « stabilité » sociale furent nécessairement contradictoires. Ils ne sont pas consciemment « organisés » comme tels, mais sont nécessairement ainsi. Il ne peut y avoir simultanément progrès technique et immobilisme social, ni coïncidence de progrès social et stagnation matérielle. Pour surmonter cette contradiction, Mosley ne définit pas le contenu des concepts en question. Il nie simplement leur caractère contradictoire.

Le concept fasciste du « Chef » est un autre exemple d'idéologie élitiste passéiste. Cette idéologie est fondée sur l'hypothèse que la majorité de la population est trop ignorante pour participer au gouvernement du pays et qu'il y a trop de friction entre les classes sociales. Ainsi les fascistes prétendent qu'il faut un dirigeant fort pour assurer un gouvernement efficace et la paix sociale. Le fascisme constitue une tentative de réconcilier le césarisme politique avec la réalité moderne de la participation politique de masse. D'où la proposition de Mosley d'un Etat corporatiste basé sur le principe du « Chef » tout en donnant à l'électorat un rôle de légitimation (38). Il s'agit d'une tentative de remplacer les institutions de la classe ouvrière, que le fascisme allait détruire.

Alors que ces fascistes britanniques acceptent les prémisses du capitalisme (39), ils expriment une idéologie que l'on associe à une société pré-capitaliste. Par exemple, ils marquent une hostilité très poussée à l'égard de la haute finance (40). Ceci est typique de l'ancienne petite bourgeoisie, surtout des commerçants qui, en temps de crise, rendent responsables de leur situation les banquiers avec qui ils sont en contact direct, plutôt que les grands industriels et commerçants. Cette haine du monde de la finance est une survivance de l'idéologie féodale qui exprimait les réalités d'une société où le commerce et la finance jouaient un rôle restreint. Mosley vante également l'importance de l'agriculture et du fermier, mais il ne s'agit pas du fermier entrepreneur capitaliste moderne. Il cherche à : « restaurer la prospérité de la campagne et y ressusciter cette race vitale de l'homme porteuse de notre gloire passée » (41).

Bien que le BUF laissât entendre que tout le monde trouverait la sécurité dans son système corporatiste, ceci ne signifie d'aucune manière un genre d'Etat providence. La législation sociale contemporaine est vilipendée parce que visant « à empêcher le décadent de se faire mal » (42). Le particulier serait responsable de son propre bien-être. Mosley lie explicitement ce qu'il appelle « la moralité fasciste de l'athlète » à sa critique de la

(38) *Supra*, p. 608.

(39) *The Greater Britain, op. cit.*, p. 35.

(40) ANON, « Pity the Poor Bankers », in : *The Blackshirt*, 2, mars 1933, p. 3.

(41) *The Greater Britain, op. cit.*, p. 133.

(42) *Ibid.* p. 50.

législation sociale. Il dit que l'individu doit vivre intellectuellement et physiquement comme un athlète car il porte une responsabilité envers l'Etat. De cet axiome, Mosley rejette la législation sociale puisqu'expression de la responsabilité de l'Etat — de la collectivité — envers le particulier. Dans le système corporatiste, la distribution de la richesse devra se faire sous la houlette d'un Etat « neutre » et non plus comme résultat d'une lutte de classes. Il s'agit d'une combinaison de l'idéologie du laissez-faire de la petite bourgeoisie du XIX^e siècle et du paternalisme féodal.

Un autre aspect rétrograde de cette idéologie est l'autarcie proposée qui exprime une nostalgie de la stabilité idéalisée de la société précapitaliste où le commerce jouait un rôle secondaire (43). Mais pour se distancer de la politique protectionniste du gouvernement national au pouvoir, Mosley introduit un élément moderniste. Il propose que, sous le fascisme, cette protection ne soit accordée qu'aux secteurs industriels qui suivraient une politique de modernisation de l'outil de production.

En fin de compte, les propositions du BUF concernant les successions sont aussi une mélange d'archaïque et de moderne. Il propose le principe féodal du « service à la nation » (44) comme critère pour autoriser ou refuser la transmission des richesses de génération en génération, mais rien n'est avancé qui puisse remettre en question l'accumulation des capitaux nécessaires à une économie ultra-moderne.

VI. Conclusions.

La méthode employée par les fascistes britanniques pour résoudre la contradiction entre leur anti-parlementarisme et le culte voué au Parlement fut le recours aux valeurs morales et technologiques. Ils flattèrent le culte du Parlement en l'admettant comme une institution acceptable dans sa forme initiale, mais devenue moralement dégénérée. Leur argument selon lequel le système parlementaire conduit nécessairement à des gouvernements faibles, puisque permettant de longs débats, fut typiquement fasciste. Selon Mosley, le pays ne pouvait pas se permettre le luxe de gouvernements faibles en raison de la crise économique et des exigences d'une économie moderne. Il tenta de canaliser vers le fascisme les sentiments pro-parlementaires de beaucoup de Britanniques en accentuant l'élément populiste du fascisme. Ceci nous semble l'interprétation la plus plausible de la possibilité laissée à la population de renverser un gouvernement fasciste par un vote de méfiance.

(43) A. K. CHESTERTON, *Oswald Mosley : Portrait of a Leader*. London, Action Press, 1937, p. 141.

(44) O. MOSLEY, *Taxation and the People*. London, Abbey Supplies, 1938, p. 7.

Pour s'attaquer aux libertés politiques, les fascistes britanniques utilisèrent une technique idéologique courante, mais qui passe souvent inaperçue. On part d'une vérité pour arriver à une conclusion fautive. Il est vrai que celui qui est matériellement pauvre manque de liberté complète, même s'il jouit de toutes les libertés politiques concevables. De là à conclure que celui qui jouit de la liberté matérielle n'a pas besoin de liberté politique, constitue un artifice idéologique qui vise à justifier la privation de ces droits dans le chef de ceux que l'on veut amoindrir politiquement. Dans un pays où la protection des droits de l'homme avait été poussée très loin, on ne pouvait pas ouvertement prôner leur suppression. D'où le recours à l'artifice signalé.

La contradiction entre archaïsme et modernité fait partie de tout discours fasciste mais elle est particulièrement évidente dans ce cas-ci. Les côtés rétrogrades, bien que clairement présents, y occupent une place relativement moindre à cause du profond enracinement de l'économie moderne dans la culture du pays. L'ambiguïté des classes moyennes traditionnelles, victimes du progrès économique mais attirées par la richesse et le statut social qui en résultent, trouve résonance dans cette idéologie. La nostalgie de la société pré-industrielle est exprimée, mais elle ne connut pas un grand succès politique parce que le secteur agricole, qui était très restreint, était en même temps ultra-moderne et capitaliste.

L'Etat corporatiste proposé était typiquement fasciste mais les arguments utilisés pour le défendre furent particulièrement technologiques et modernistes. Ceci est dû, de nouveau, à l'enracinement profond de l'économie moderne dans la réalité et à son acceptation dans l'esprit de la plupart des gens. En même temps, ces fascistes firent miroiter devant les adhérents potentiels du fascisme le mythe d'un passé stable, harmonieux et glorieux. En d'autres termes, cette variante du fascisme fut pleine de contradictions qui caractérisent le fascisme en général, mais ces contradictions prirent des formes particulières qui reflétèrent la société qui les fit naître.

Summary : British Fascism as a Fascism with national connotations.

The British Union of Fascists dealt with the contradictions between its fascist ideology and certain institutions and values dominant in Britain in the 1930s. The economic and social conditions in Britain provided the back-cloth from which the BUF's ideology and policies emerged.

While critical of Parliament as inadequate for coping with a modern economy, the BUF had to take account of the depth of public attachment

to elections and democracy. Corporate state proposals were presented as expressing the British habit of teamwork, and popular control over fascist governments was envisaged via plebiscites. Unusually for fascists, the BUF distinguished between public obligations and private rights and this because of the dominance of individual liberty in the collective conscience. Finally, the specific co-existence of the modern and the archaic in the BUF's discours in terms of British social and historical factors has to be stressed.



1944-1949 :

Repressie zonder maat of einde ?

*Een interimverslag over een onderzoek
naar de berechting in België van collaborateurs (1)*

door Steven DHONDT

Onderzoeksassistent aan de Faculteit Rechtsgeleerdheid
van de Katholieke Universiteit te Leuven.

en Luc HUYSE,

Gewoon hoogleraar aan de Faculteit Rechtsgeleerdheid
van de Katholieke Universiteit te Leuven.

★

Aan de repressie in het België van kort na de tweede wereldoorlog zijn honderden publikaties gewijd. Zij zijn in een viertal groepen van zeer ongelijke kwaliteit onder te brengen.

Verreweg het omvangrijkste pakket aan boeken en tijdschriftartikels is helemaal buiten het wetenschappelijk bedrijf tot stand gekomen. Het bevat dagboeken, procesverslagen en soms pamflettaire analyses waarin beklagden, verdedigers, politici en magistraten hun visie op het gebeuren ontwikkelen (2). Voor de constructie van een plausibele sociaal-wetenschappelijke theorie zijn deze geschriften ternauwernood bruikbaar. Een tweede, veel zwakkere, stroom van publikaties is historisch van opzet (3). Het probleem met sommige van deze studies is dat ze nogal eens besmet zijn door normatieve, niet getoetste, uitspraken (4). De schaarse rechtswetenschappelijke geschriften vormen een derde categorie (5). Zij zijn bijzonder belangrijk omdat zij licht werpen op een vitaal element in de hele repressieproblematiek : het juridisch en administratief raam-

(1) Het onderzoek is mogelijk gemaakt door een krediet van het FKFO.

(2) Bijvoorbeeld : T. BROUNS, *Dagboek van mijn gevangenisleven*. Antwerpen, 1969 ; L. DE LENTDECKER, *Het proces Romsée*. Antwerpen, 1960 ; P. STRUYE, *Regards sur la répression*, in : *Revue Générale Belge*, 1949 (XLII), blz. 801-820.

(3) Zie K. VAN ISACKER *De zaak Irma Laplasse*. Antwerpen, 1970.

(4) Zie, bijvoorbeeld, R. DERINE, *Repressie zonder maat of einde*. Leuven, 1978.

(5) M. GANSHOF VAN DER MEERSCH, *Réflexions sur la répression des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat belge*, in : *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 1946 (XXVII), blz. 97-182 ; P. DEPUYDT, *Repressie en epuratie in België na WO II*. Leuven, 1984.

werk waarbinnen de berechting van de collaborateurs moest verlopen (rechtsgonden, de organisatie en bemanning van de militaire gerechten...). Er zijn, tenslotte, de uitermate zeldzame statistische analyses. Eén ervan is een onmisbaar instrument voor wie de repressie bestuderen wil : de nu al bijna veertig jaar oude studie van J. Gilissen (6). In het bestek van iets meer dan honderd bladzijden heeft Gilissen een haarscherpe foto gemaakt van de repressierechtspraak in de krijggraden en -hoven. Toch liet zijn onderzoek tal van facetten van de berechting van collaborateurs noodgedwongen buiten beschouwing : de « spontane volksrepressie », de epuratie inzake burgertrouw, de administratieve zuiveringen, de verbeurdverklaringen, het sequester zijn daar voorbeelden van. Een andere lacune is het ontbreken van gegevens over wat men het tweede luik van de repressieproblematiek kan noemen : het gratiebeleid, de herstellvonnissen, de toepassing van de wet Lejeune op de voorwaardelijke invrijheidstelling. Sinds het verschijnen van Gilissens studie is geen enkele van deze blinde vlekken via onderzoek weggewerkt. Evenmin zijn in de loop van de voorbijgedertig jaar stappen gezet in de richting van de constructie van een sociaal-wetenschappelijke theorie over de bestraffing van collaborateurs. Verwonderlijk is dat niet. Het empirisch materiaal, dat voor zo'n theorievorming nodig is, staat niet ter beschikking : er is een embargo (de gerechtelijke dossiers...) en/of het is wegens zijn omvang en onoverzichtelijkheid eigenlijk ontoegankelijk.

Toch kan men zich afvragen of ten aanzien van de twee gesignaleerde lacunes (de « gaten » in de descriptieve analyse, de afwezigheid van enige theorievorming) geen gunstiger onderzoeksomstandigheden zijn ontstaan. De informatica laat nu toe grote gegevensbestanden te beheersen. In het grondslagenonderzoek van strafrecht en strafrechtspleging zijn *middle range theories* ontwikkeld die relevant zijn voor de studie van de repressierechtspraak. Men denke hier in de eerste plaats aan het straftoemingsonderzoek. Blijft natuurlijk het probleem van de toegang tot het empirisch materiaal. Hier zijn weinig of geen drempels gesloopt. Toch is een alternatieve weg zichtbaar geworden : in het Staatsblad zijn tussen eind 1944 en eind 1954 zo'n 107.000 uittreksels van repressie- en epuratievonnissen en -arresten gepubliceerd. Deze bron is tot op heden ongebruikt gebleven(7). Dat is jammer, want zij omvat in feite de volledige

(6) G. GILISSEN, *Etude statistique sur la répression de l'incivisme*, in : *Revue de Droit Pénal et de Criminologie*, 1950-1951, blz. 513-628.

(7) In het kader van de repressierechtspraak was het Openbaar Ministerie verplicht om elk vonnis of arrest dat een ontzetting uit de in art. 123sexies strafwetboek opgesomde rechten meebracht, in het Staatsblad bekend te maken. Dit betekende in de praktijk dat van het vonnis of arrest een uittreksel werd gemaakt en gepubliceerd. Ook van de definitieve epuratiebeslissingen kwam een uittreksel in het Staatsblad. Het is P. Depuydt die ons op dit bronnenmateriaal gewezen heeft.

populatie van veroordeelden en uit hun rechten ontzetten. Uiteraard is het informatiegehalte zeer beperkt. Arresten of vonnissen, hoeveel informatie zij ook konden bevatten, zijn herleid tot een tekst van enkele honderden woorden. Aan de andere kant leveren de uittreksels ons de *vital statistics* die nodig zijn om in het repressie-onderzoek een stap verder te gaan.

Sinds januari 1987 werken wij aan een project waarbij Staatsblad-uittreksels de kern van het empirisch materiaal vormen. In wat nu verder volgt komen twee aspecten van het onderzoek ter sprake : 1° de rechts-sociologische probleemstelling en 2° een aantal resultaten van de statistische analyse, meer bepaald met betrekking tot de epuratie inzake burgertrouw omdat in de studie van Gilissen hierover weinig of niets te vinden was.

I. Rechts-sociologische probleemstelling.

In het grondslagenonderzoek van strafrecht en strafrechtspleging zijn argumenten ontwikkeld voor de stelling dat er in de strafrechtelijke reactie op delicten een ambivalentie aanwezig is : vermogens- en geweldsdelicten worden in West-Europa over het algemeen stricter vervolgd en berecht en verhoudingsgewijze strenger bestraft dan inbreuken op sommige andere rechtsregels, meer bepaald deze die het economisch leven reguleren; voor overtredingen van het tweede type zijn anderssoortige afhandelingspatronen aanwezig die in sommige gevallen decriminaliserend werken (8). De specifieke behandeling van delicten, die tot de tweede categorie behoren, is niet los te zien van hun bijzondere kenmerken : de overtredingen hebben een onduidelijk en abstract slachtoffer; de rechtsgronden, waarop vervolging berust, zijn betwist of minstens slechts zwak verankerd in het rechtsbewustzijn van (delen van) de bevolking; de delicten komen vaker voor bij mensen die zich op de bovenste helft van de maatschappelijke ladder bevinden. Het laatste kenmerk heeft in de ambivalentietheorie een centrale plaats : de strafrechtelijke reactie op misdrijven van het tweede type wordt daarin immers verbonden met het feit dat er maatschappelijke weerstanden zijn tegen een traditionele berechting van bekleders van sleutelposities. Wetgever, rechterlijk korps en ambtenarij gaan ervan uit dat strenge bestraffing van centrale positie-bekleders, die (bijvoorbeeld in het economisch leven) een relatief-onmisbare plaats innemen, de maatschappelijke orde méér kan kosten dan het misdrijf zelf, zo stelt de theorie. De omzichtigheid, waarmee strafrecht en strafrechtspleging hier tewerk

(8) D. SUTHERLAND, *White Collar Crime*. New York, 1949.

gaan, is dan te zien als een vorm van auto-regulering met het oog op het algemeen belang (9).

De problematisering van de berechting van collaborateurs als rechts-sociologisch onderzoeksthema ontstaat uit de confrontatie van de repressierechtspraak en de epuratie met de ambivalentietheorie. Naar kenmerken lijkt de collaboratie (verklikking uitgezonderd) tot de tweede categorie van delicten te behoren: een diffuus slachtoffer (de uitwendige veiligheid van de staat), niet-algemeen aanvaarde rechtsgronden (de betwiste retro-activiteit) en daders (zeker in het geval van industriële en politieke collaboratie) met een overwegend andere dan lage sociale positie. In de berechting van de grote economische collaborateurs is de strategische omzichtigheid, waarvan hierboven sprake, trouwens waarneembaar. Maar de strafrechtelijke reactie op militaire en politieke collaboratie vertoont daarentegen een heel ander patroon: in het strafwetboek zijn immers strenge straffen voorzien, het vervolgingsbeleid is niet restrictief geweest en de werkelijke strafmaat lag aan de hoge kant.

In het wetenschappelijk zowel als in het publiek en politiek debat is gesteld dat de, hierboven geproblematiseerde, reactie op landverraad-in-oorlogstijd een verklaring vindt in de krachtige impulsen die toendertijd zijn uitgegaan van de publieke opinie en gericht waren op de politieke overheid, op de krijgsgerechten en op de militaire parketten. In de bevolking, zo wordt geargumenteed, overspoelde de roep om vergelding voor de schade die de collaborateurs aan land en politiek regime toebrachten, de mogelijke aarzelingen om politici, ambtenaren, bedrijfsleiders en andere personen met een hoge positie in een « ontorende » rechtszaak te betrekken. Het probleem met deze hypothese is evenwel dat zij geen verklaring biedt voor de ongelijke behandeling van economische collaboratie enerzijds, militaire en politieke collaboratie anderzijds. Daarom is een tweede, aanvullende hypothese in aanmerking te nemen. Zij zegt dat de repressierechtspraak en de epuratie ook te zien zijn als een episode in de strijd tussen twee groepen van politieke, administratieve en culturele elites; strijd die zich juist voor, tijdens en onmiddellijk na de oorlog heeft ontwikkeld. Tot de kern van dat conflict in België behoorde de vraag welke van beide groepen (de aanhangers van de nieuwe orde aan de ene kant, de elites van de drie traditionele « politieke families » aan de andere kant) de meeste legitimiteit kon verwerven en behouden. Met de nederlaag van Duitsland werd de degradatie van de collaborerende elites tot niet-legitieme elites een feit, zodat een strenge berechting en bestraffing van de landverraders mogelijk werd en de eindfase in de strijd tussen de con-

(9) V. AUBERT, *Likhet og Rett*. Oslo, 1964; in Nederlandse vertaling: *Proeven van rechtssociologie*. Rotterdam, 1971, blz. 122-151.

currende elites kon worden aangevangen. Tot deze verklaring behoort ook de stelling dat de collaborerende economische elites grotendeels buiten deze strijd bleven zodat voor hen de door de ambivalentietheorie gesignaleerde omzichtigheid en terughoudendheid konden werken.

II. Repressie en epuratie : enkele basisgegevens.

De gehele juridische en organisatorische infrastructuur van repressie en epuratie steunde op twee besluitwetten.

De eerste dateert van 26 mei 1944 en heeft betrekking op de repressie. Hij werd uitgevaardigd door de Belgische regering te Londen en regelde de bevoegdheid en de rechtspleging inzake MUVS of « misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de staat » want zo was de strafrechtelijke omschrijving van collaboratie en samenwerking met de vijand. De besluitwet nam van eerdere wetten uit WO I (10) en uit 1934 (11) de bepaling over dat inbreuken op de uitwendige veiligheid van de staat door de militaire rechtsmachten berecht dienden te worden. Meer discussie was er over wat men als collaboratie moest aanzien. Er waren uiteraard de al oudere artikels in het strafwetboek. De regering te Londen, die met lede ogen moest aanzien hoe steeds meer mensen zich voor de Duitse oorlogsmachine lieten inspannen, veranderde in alle haast sommige artikels van het strafwetboek en voegde aan andere artikels interpretatieve passages toe. Zij wilde op die manier een groter aantal handelingen strafbaar maken, maar ook door zwaardere straffen collaboratie afschrikken. Vooral wat deze interpretatieve passages betreft was het niet zo duidelijk of de regering tegen het principe van niet-retroactiviteit van de strafwet zondigde (12).

Vier grote typen van collaboratie waren strafbaar : verklikking en militaire, economische en politieke samenwerking met de vijand. Daarnaast bestonden er nog enkele misdrijven (zoals spionage, het verbergen van personen die MUVS hadden begaan,...) waarvoor er achteraf maar een klein aantal mensen zijn veroordeeld.

Bij de militaire strafprocedure zijn zowel de krijgsraad als het krijgshof samengesteld uit vier militaire rechters en één burgerlijke rechter. Om de verdachten van MUVS wellicht wat meer garanties te bieden, werd het aantal burgerlijke rechters in de militaire rechtsinstanties verhoogd tot twee en kreeg, naast het krijgshof, nu ook de krijgsraad een burgerlijk lid als voorzitter. Deze werden allen gerecrueteerd uit de bestaande ma-

(10) Art. 7, Besluitwet van 7 oktober 1916.

(11) Art. 3, Wet van 19 juli 1934.

(12) P. DEPUYDT, *Repressie en epuratie in België na WO II*. Leuven, 1984, blz. 108.

gistratuur. Een voorstel om leden van het verzet te laten zetelen in de krijgsraden werd slechts door de oppositie van de toenmalige auditeur-generaal W. Ganshof van der Meersch niet in overweging genomen. Begin september 1944 waren er negen krijgsraden in werking. Al snel zou blijken dat dit verre van voldoende zou zijn om het enorme pakket aan te behandelen zaken snel te verwerken. Het aantal krijgsraden werd in mei 1945 verhoogd tot 19 en begin 1946, toen bleek dat nog ruim de helft van de zaken moest voorkomen, tot 21. Er werden ook drie krijgshoven aan het ene, reeds bestaande, toegevoegd. Eind 1947 liep de repressierechtspraak naar haar einde. Op haar hoogtepunt (de eerste maanden van 1946) zetelden zo'n tweehonderd burgerlijke en driehonderdvijftig militaire rechters in de krijgsraden. Voor de krijgshoven waren vijftig burgerlijke raadsheren nodig. Nieuw was ook de centrale taak die de krijgsauditeur kreeg toebedeeld in het vooronderzoek en het vervolgingsbeleid. Hij was nu een almachtige figuur, die de functies van procureur, onderzoeksrechter en onderzoeksgerecht in één persoon verenigde. Tijdens de repressie werden in de militaire auditoraten voor deze functie zo'n zeshonderd magistraten benoemd. Zij kwamen overwegend uit de advocatuur.

De *besluitwet van 19 september 1945*, — de repressie woedde toen al bijna een jaar —, zette de *epuratie* in werking. Minister van Justitie M. Grégoire vond dat de burgertrouw van mensen die tijdens de bezetting lid waren geweest van een vijandige formatie of die één of ander onvaderlands gedrag hadden getoond (het bezitten van een portret van Hitler was een voorbeeld van zo'n onvaderlands gedrag) in twijfel moest getrokken worden. Door de nieuwe besluitwet konden deze mensen, die weliswaar een veroordeling voor de krijgsraad waren ontlopen, tot levenslang uit de rechten, opgesomd in artikel 123 sexies van het Strafwetboek, ontzet worden. De krijgsauditeurs kregen ook in de epuratielwetgeving een belangrijke taak: zij moesten de lijsten opstellen van alle mensen die in aanmerking kwamen voor ontzetting. Een belangrijk verschil met de repressierechtspraak was dat de ontzette voor een burgerlijke rechtbank in beroep konden gaan tegen deze inschrijving. Hun zaak werd eerst behandeld door de rechtbank van eerste aanleg, in hoger beroep voor het hof van beroep en in laatste instantie, dit was ook het geval in de repressierechtspraak voor het hof van cassatie.

III. Repressie en epuratie opnieuw bekeken.

A. Bronnenmateriaal.

Van de 107.692 uittreksels (veroordelingen en gratieverleningen) die tussen oktober 1944 en eind 1954 in het Belgisch Staatsblad zijn gepu-

bliceerd, waren er volgens onze telling 55.989 repressie- en 22.389 epuratieuittreksels. Dat was ons universum. Het was een hele klus om van dit bestand een steekproeflijst op te stellen omdat de uitgevers van het Staatsblad geen moeite hebben gedaan om in de publikatie van de uittreksels enige systematiek aan te brengen. Uiteindelijk zijn in onze steekproeflijst de repressie- en epuratieuittreksels niet apart gehouden. Uit deze globale lijst trokken wij een toevalsteekproef van 5.000 uittreksels. Deze 5.000 uitspraken betreffen 3.643 individuen, die door een krijgsraad of -hof in het kader van de repressierechtspraak zijn veroordeeld en 1.417 definitieve inschrijvingen op de lijst van de krijgsauditeurs. Zodoende omvat onze steekproef 5.060 individuen, wat 6,75 % van het totaal aantal veroordeelden en ontzette uitmaakt.

Aan dit materiaal, zijn twee risico's verbonden. Het is, ten eerste, niet ondenkbaar dat de Staatsbladuittreksels een onvolledige en gebrekkige weergave bieden van de oorspronkelijke feiten waarop de veroordelingen en ontzettingen zijn gesteund. Het tweede risico is wezenlijk verbonden met elke studie die met een steekproef werkt. Het heeft te maken met de representativiteitskwestie. Eén mogelijkheid om na te gaan in hoeverre beide risico's in negatieve zin op ons onderzoek inwerken ligt in het vergelijken van onze steekproefpopulatie (van uittreksels) met de gegevens, die Gilissen op basis van het volledige pakket van gerechtelijke dossiers heeft verzameld. Die vergelijking maken we met behulp van een drietal tabellen, die meteen ook informatie geven over bijzonder belangwekkende aspecten van de repressierechtspraak: de verdeling van de definitieve veroordelingen naar rechtsinstantie, de spreiding van het aantal vonnissen over de eenentwintig krijgsraden en het proportioneel aandeel van de verschillende delictcategorieën. Telkens zal blijken dat onze gegevens en

TABEL I

Repressie : verdeling van de definitieve veroordelingen naar rechtsinstantie

	<i>Steekproef</i>	<i>Gilissen*</i>
<i>Krijgsraad</i>		
— op tegenspraak	58,8 %	63,9 %
— verstek	13,9 %	7,6 %
<i>Krijgshof</i>	27,3 %	28,5 %
Totaal	100,0 %	100,0 %
(N =)	(3643)	(53005)
<i>Cassatie</i>		
— op volledige steekproef	4,4 %	5,7 %
— ten aanzien van krijgshof	16,2 %	19,7 %

* Bron : Gilissen, blz. 551.

die van Gilissen zeer gelijklopend zijn. Daaruit valt zeker te besluiten dat de uittreksels een betrouwbare empirische uitvalsbasis vormen en dat onze steekproef een hoge graad van representativiteit bezit.

TABEL II
Repressie : spreiding van de vonnissen over de krijgsraden
(verstekvonnissen inbegrepen)

<i>Krijgsraad</i>	<i>Steekproef</i>	<i>Gilissen*</i>	<i>Krijgsraad</i>	<i>Steekproef</i>	<i>Gilissen*</i>
Brussel	12,6	13,3	Bergen	3,8	3,6
Antwerpen	13,7	13,5	Doornik	1,6	1,4
Mechelen	3,2	3,5	Luik	6,7	6,8
Turnhout	1,5	1,5	Verviers	1,8	1,6
Brugge	5,2	5,1	Namen	3,3	3,2
Ieper	2,2	2,1	Aarlen	1,9	2,0
Kortrijk	4,0	4,2	Nijvel	1,3	1,1
Gent	17,4	17,9	Eupen	1,6	1,4
Hasselt	3,9	3,3	Malmédy	1,3	1,3
Tongeren	3,1	3,2	Niet vermeld	0,9	—
Leuven	2,3	2,6			
Charleroi	6,6	7,4			
			Totaal	100,0	100,0
			(N =)	(3643)	(53712)

* Bron : Gilissen, tabel XXX, blz. 564.

Dat in ons bronnenmateriaal het aandeel van de verstekvonnissen hoger ligt dan bij Gilissen is gemakkelijk te verklaren. In 1946 is een speciaal verzet als nieuw rechtsmiddel tegen verstekvonnissen ingevoerd. Sommige bij verstek veroordeelden hebben hiervan gebruik gemaakt. In Gilissens studie, die pas in 1950 is gemaakt, zijn zij niet in de verstekcategorie opgenomen. In onze steekproef daarentegen komen deze personen, voorzover zij voor 1946 zijn berecht, als bij verstek veroordeelden voor.

Het is opvallend hoe dicht de steekproefcijfers en de gegevens van Gilissen bij elkaar liggen. Eenzelfde conclusie vloeit voort uit tabel III,

TABEL III
Repressie : verdeling naar belangrijkste delictcategorieën
(zonder verstekvonnissen)

<i>Delict</i>	<i>Steekproef</i>	<i>Gilissen</i>
— Art. 113 (militaire collaboratie)	43,1 % (1.194)	44,0 % (19.592)
— Art. 115 (economische collaboratie)	2,9 % (79)	3,1 % (1.371)
— Art. 118bis (politieke collaboratie)	25,0 % (692)	24,4 % (10.840)
— Art. 121bis (verklinking)	9,4 % (261)	8,9 % (3.960)
— Art. 118bis + art. 113	14,0 % (390)	13,8 % (6.140)
— Art. 118bis + art. 115	1,9 % (52)	1,9 % (830)
— Art. 118bis + art. 121bis	3,7 % (105)	3,9 % (1.745)
Totaal	100,0 %	100,0 %
(N =)	(2.773)	(44.478)

die een overzicht geeft van de verdeling van de veroordelingen naar delictgroepen. (Deze tabel laat zo'n 10 % van de vonnissen en arresten op tegenspraak buiten beschouwing; het gaat hier om de relatief kleine groep van collaborateurs die andere dan de opgegeven combinaties van delicten vertonen).

B. Epuratie : wie is uit zijn rechten ontzet ?

Het is hier al eerder gezegd : over de epuratie inzake burgertrouw is tot nog toe ternauwernood onderzoek gebeurd. Enkele gegevens zijn in 1950 door Gilissen verzameld, maar ze geven alleen een zeer oppervlakkige kijk op het verschijnsel. Via de analyse van zo'n 1.400 representatieve uittreksels is het ons nu mogelijk dieper te graven. Nog even ter herinnering : de Besluitwet van 19 september 1945 was hoofdzakelijk van toepassing op die mensen waartegen een klacht omwille van politieke collaboratie op een buitenvervolginstelling of een seponering was uitgelopen. De krijgsauditeur kon beslissen om deze personen toch nog in te schrijven op een lijst zodat ze uit hun rechten werden ontzet.

Mannen/vrouwen

TABEL IV

Epuratie en repressie : verdeling ontzette en veroordeelden naar geslacht

<i>Categorie</i>	<i>Epuratie</i>	<i>Repressie</i>
Man	68,1 %	87,9 %
Vrouw	31,9 %	12,1 %
Totaal	100,1 %	100,0 %
(N =)	(1.417)	(3.643)

In de epuratie ligt het aandeel van de vrouwen meer dan tweemaal zo hoog als in de repressie. Op het eerste gezicht is dat niet zo vreemd. In de repressiecijfers spelen vooral de veroordelingen voor militaire collaboratie door en in deze delictcategorie was het aantal vrouwen uitermate klein. De epuratie treft de politieke collaborateurs en in die groep zaten wel veel vrouwen. Aan de andere kant valt het dan weer op dat in de berechting door de repressierechtbanken van die politieke collaboratie opnieuw de verhouding 87 % mannelijke en 13 % vrouwelijke veroordeelden aan te treffen is. Vele vrouwen die politiek hebben samengewerkt met de bezetter zijn bijgevolg aan een correctionele of criminele straf ontsnapt. In de epuratie is er dan een soort recuperatiebeweging uitgevoerd waarbij de krijgsauditeurs verhoudingsgewijze meer vrouwen op de lijst van de ontzette hebben ingeschreven.

Leeftijd.

TABEL V

Epuratie en repressie : verdeling ontzetten en veroordeelden naar leeftijd

<i>Leeftijdscategorie</i>	<i>Epuratie</i>	<i>Repressie</i>
16-20 jaar	5,1 %	7,8 %
21-25 jaar	14,3 %	26,5 %
26-30 jaar	10,1 %	13,4 %
31-35 jaar	12,9 %	13,8 %
36-40 jaar	11,3 %	12,4 %
41-45 jaar	12,4 %	10,9 %
46-50 jaar	11,3 %	6,5 %
51-55 jaar	7,5 %	3,6 %
56-60 jaar	5,6 %	2,6 %
61-65 jaar	3,0 %	1,1 %
66-70 jaar	2,0 %	0,2 %
71-75 jaar	1,0 %	0,2 %
76-80 jaar	0,2 %	0,0 %
Niet vermeld	3,3 %	1,0 %
Totaal	100,0 %	100,0 %
(N =)	(1.417)	(3.643)
(\bar{x})	(38,8 jaar)	(34,7 jaar)

Twee op de drie personen, die in de epuratie hun rechten verloren, waren jonger dan 45 jaar. Toch is de bevolking, die in de epuratie betrokken was, over het algemeen iets ouder dan de groep, die in de repressierechtspraak veroordeeld is. In alle leeftijdscategorieën boven de veertig jaar zijn er procentueel meer mensen in de epuratie te vinden dan in de repressie. In de epuratie is het aandeel van de vijftig-plussers bijna 20 %, in de repressie nog geen 8 %. Waar de repressiebevolking voor ruim één derde uit jongeren beneden de 25 jaar bestaat — het gaat hier om jonge recruten die, meestal toch, dienst deden in de militaire en paramilitaire formaties — is deze categorie in de epuratie nog geen 20 % groot.

Taal.

TABEL VI

Epuratie en repressie : verdeling ontzetten en veroordeelden naar taalgroep

<i>Categorie</i>	<i>Epuratie</i>	<i>Repressie</i>
Nederlands	64 %	61,1 %
Frans	36 %	38,9 %
Totaal	100 %	100 %
(N =)	(1.417)	(3.643)

Twee op de drie epuratieuittreksels zijn in het Nederlands gesteld, de rest in het Frans. Men mag aannemen dat deze cijfers ook het respectievelijke aandeel van Vlamingen en Franstaligen weerspiegelen. Grote verschillen met de repressie zijn er niet.

Regio.

Wie de analyse verlegt van de taal van het uittreksel naar de regio waar de ontzetting of de veroordeling is uitgesproken, kan vaststellen dat in Brussel de epuratie iets harder heeft toegeslagen dan de eigenlijke repressie. In Wallonië is een ietwat omgekeerd beeld aan te treffen.

TABEL VII
Epuratie en repressie :
verdeling ontzetten en veroordeelden naar lokaliteit van berechting

<i>Krijgsraden</i>	<i>Epuratie</i>	<i>Repressie</i>
— Vlaamse	55,6 %	56,8 %
— Waalse	24,1 %	27,2 %
— Brussel	17,0 %	12,8 %
— Oostkanton	3,3 %	3,2 %
Totaal	100,0 %	100,0 %
(N =)	(1.417)	(3.610)

TABEL VIII
Epuratie en repressie :
verdeling ontzetten en veroordeelden naar woonplaats (provincie)

<i>Provincie</i>	<i>Epuratie</i>	<i>Repressie</i>
Antwerpen	17,0 %	18,2 %
Brabant	21,2 %	17,2 %
West-Vlaanderen	14,2 %	10,6 %
Oost-Vlaanderen	15,6 %	17,2 %
Henegouwen	8,4 %	12,9 %
Luik	13,0 %	11,3 %
Limburg	5,8 %	6,5 %
Luxemburg	1,3 %	2,1 %
Namen	2,4 %	2,2 %
Niet bekend	1,1 %	1,8 %
Totaal	100,0 %	100,0 %
(N =)	(1.417)	(3.643)

De verdeling naar woonplaats (provincie) laat zien dat in de provincies Brabant en West-Vlaanderen verhoudingsgewijze meer mensen in de epuratie dan in de repressie zijn aangepakt. Henegouwen is de enige provincie waar de repressie heviger was dan de epuratie.

Uit deze eerste kennismaking met de epuratiebevolking — eerder zijn nooit cijfers over persoonsgegevens van de ontzette bekend gemaakt — zijn twee conclusies te halen. Naar taalgroep en regio is deze groep van « getroffen » niet anders samengesteld dan de bevolking die in de represierechtspraak is veroordeeld. Wel belangrijk zijn de verschillen op het stuk van leeftijd en geslacht : in de epuratie zijn meer vrouwen en ouderen betrokken geraakt. De epuratie is, met andere woorden, op een andere wijze in de bevolking binnengedrongen : breder, dieper.

C. Epuratie : de dans der krijgsauditeurs en der burgerlijke rechtbanken.

Er zijn grote verschillen waar te nemen in de reikwijdte van de epuratie in de diverse gerechtelijke arrondissementen van ons land. Dat is te merken in tabel IX, die berekend is op basis van de oorspronkelijke gegevens van Gilissen.

Als we naar de oorspronkelijke, eerste, inschrijvingen (ruim 43.000) kijken, zien we dat met de bevolkingsgrootte als referentiepunt hun aantal in Vlaanderen bijna dubbel zo groot is als in Wallonië (exclusief Oostkantons). Het arrondissement Brussel vertoont eenzelfde beeld als Vlaanderen. Maar binnen de Vlaamse regio is de variatie nog groter : in Tongeren werden 2,6 personen op 1.000 door de krijgsauditeur op de lijst ingeschreven, in Gent 7,3 personen op 1.000. In Wallonië is de spreiding een stuk kleiner : 2,1 per duizend in Nijvel en 4,01 per duizend in Bergen. De verschillen kunnen te wijten zijn aan de omvang van de collaboratie in elke regio of arrondissement. Het is evengoed mogelijk dat de krijgsauditeurs hun opdracht op zeer uiteenlopende wijze hebben geïnterpreteerd.

De reactie van de ingeschrevenen tegen hun ontzetting verschilde ook van arrondissement tot arrondissement. In Gent ging slechts 70 % van de getroffen in beroep bij de rechtbank van eerste aanleg. Dat is het laagste cijfer voor heel België. Toch viel hier het hoogste aantal eerste ingeschrevenen te noteren. In Tongeren, waar door de krijgsauditeurs zowat het minst van de besluitwet van 19 september 1945 gebruik werd gemaakt, is door 86 % beroep aangetekend. Regionaal gezien is er op dit vlak weinig variatie : Vlaanderen, Wallonië en Brussel vertonen een identiek « reactiepatroon ».

De rechtbanken van eerste aanleg laten eveneens een uiteenlopend gedrag zien. In Wallonië waren de rechtbanken gemiddeld gezien strenger dan in Vlaanderen : in het zuiden van het land werd in zowat 14 % van de gevallen het beroep verworpen, in het noorden 8 %. Opnieuw echter valt op hoe groot in elke regio de variatie is tussen de rechtsgebieden : in Gent verwierp de rechtbank van eerste aanleg nog geen 5 % van de beroepen, in Ieper bijna 25 % ; in Verviers ligt dit cijfer op 8 %, in Nijvel op 34 %. (Men dient er wel rekening mee te houden dat een

TABEL IX

**Arrondissementale variatie in optreden van krijgsauditeurs
en rechtbanken van eerste aanleg**

<i>Arrondis- sement of provincie</i>	<i>Aantal eerste inschrij- vingen (a)</i>	<i>% bevol- king</i>	<i>% beroep tegen (a)</i>	<i>% ver- worpen beroep</i>	<i>Aantal defini- tieve inschrij- vingen</i>	<i>% bevol- king</i>
Antwerpen	4.183	5,5	80,9	5,6	1.731	2,26
Mechelen	1.211	5,0	81,3	15,0	654	2,71
Turnhout	1.290	5,3	76,4	7,2	471	1,95
Brugge	2.308	5,1	86,2	7,7	1.000	2,23
Kortrijk	1.844	4,8	87,1	7,4	756	1,96
Ieper	976	6,8	86,4	24,4	407	2,84
Gent	8.831	7,3	69,9	4,9	4.285	3,55
Hasselt	1.020	4,5	79,0	16,4	586	2,59
Tongeren	567	2,6	85,7	10,5	297	1,37
Leuven	1.242	3,9	74,4	18,3	634	2,02
Vlaanderen	23.472	5,6	77,5	8,2	10.821	2,5
Bergen	1.414	4,0	82,6	14,4	581	1,65
Charleroi	2.181	3,6	77,3	10,6	991	1,64
Doornik	576	2,4	85,9	9,3	185	0,78
Luik	2.695	3,8	72,5	15,6	1.472	2,09
Verviers	573	3,3	73,6	8,1	297	1,74
Namen	888	2,5	80,0	13,3	422	1,20
Luxemburg	636	2,9	76,1	12,4	271	1,24
Nijvel	379	2,1	70,4	34,1	241	1,35
Eupen	1.665	62,9	73,9	1,9	848	32,08
Malmédy	1.738	48,3	81,7	2,3	683	18,99
Wallonië (zonder oostkantons)	9.342	3,3	76,8	13,6	4.460	1,59
Brussel	6.876	5,4	74,6	11,4	3.840	3,03
Totaal	43.093				20.652	

Bron : Gilissen, tabel LV, blz. 597.

aanvaarding van het beroep niet betekende dat de burgerlijke rechters de ontzetting ongedaan maakten.) De verschillen in reactie van de burgerlijke rechtbanken zouden te wijten kunnen zijn aan de perceptie die de rechters in deze rechtbanken hadden van het verloop van de epuratie. Het is, bijvoorbeeld, opvallend hoe « mild » de rechtbank van eerste aanleg te Gent was tegenover de mensen die beroep aantekenden tegen een ontzetting. In Gent waren de krijgsauditeurs bijzonder actief en is men ook weinig in beroep gegaan. Was de rechtbank mild tegenover het aangeekende verzet omdat zij wist dat haar regio een zeer hoog aantal eerste inschrijvingen had ?

Het gecombineerd effect van de drie stappen in de epuratie (eerste inschrijving, reactie van de getroffenenen, beslissing van de rechtbank van eerste aanleg) en vooral van de eerste « amnestiewet » van juni 1948 is af te lezen in de laatste kolom van tabel IX, die betrekking heeft op de definitieve inschrijvingen. De regio Brussel scoort het hoogst (3 op 1.000 inwoners), Vlaanderen ligt op 2,5 en Wallonië op 1,6. Weer springt de spreiding *binnen* de Vlaamse regio in het oog : van 1,4 per duizend in Tongeren naar 3,55 per duizend in Gent.

Bij het bekijken van deze cijfers duikt spontaan de hypothese op dat de rechtsgelijkheid en -zekerheid omwille van het uiteenlopend optreden van de krijgsauditeurs en de rechters nu en dan zoek moet geweest zijn. Het arbitraire karakter van sommige epuratiebeslissingen blijkt trouwens ook uit de reacties van de rechtbanken van eerste aanleg op de oorspronkelijke lijsten van de auditeurs : gemiddeld hebben zij in meer dan een kwart van de gevallen het verzet van de ingeschrevenen onderschreven door schrapping of mildering van de epuratiemaatregel.

D. Variatie in de bestraffing.

Om de bestraffing te meten gaan we terug naar onze steekproefgegevens. In de tabellen X et XI zijn alleen de definitieve ontzettingen afgebeeld. De ontzetting kon door de krijgsauditeur in twee richtingen be-

TABEL X

Epuratie : duur van de ontzetting	
— Levenslang	80,2 %
— 20 jaar	9,7 %
— 10 jaar	0,2 %
— Niet vermeld	9,9 %
Totaal	100,0 %
(N =)	(1.417)

TABEL XI

Epuratie : uitgebreidheid van de ontzetting	
— Alle rechten art. 123 sexies	92,4 %
— Alleen kiesrechten	1,5 %
— Art. 123, sexies a	0,6 %
— Art. 123, sexies, uitgezonderd h, i, j	0,7 %
— Art. 123, sexies h, i, j	0,2 %
— Niet vermeld	4,6 %
Totaal	100,0 %
(N =)	(1.417)

perkt worden, althans indien het om een inschrijving ging op basis van artikel 3 van de Besluitwet. Hij kon de duur van de ontzetting beperken, maar ook de ontzetting limiteren tot een aantal van de in art. 123 sexies van Strafwetboek opgesomde rechten.

Naar duur werden 80 % van de ingeschrevenen levenslang uit hun rechten ontzet. Is de definitieve ontzetting niet in beroep, maar door de krijgsauditeur beslist dan ligt dit cijfer nog hoger. Wat het aantal rechten betreft, blijkt dat in bijna alle gevallen een volledige ontzetting werd

uitgesproken. De ruimte die de krijgsauditeur en rechtbanken hadden om de ontzetting te beperken is bijgevolg weinig of niet gebruikt. In beroep was nu en dan nog een schrapping of mildering van de ontzetting te bekomen, maar als men niet reageerde en ingeschreven bleef op de lijst van de krijgsauditeur, dan ging het om een levenslange ontzetting en dat uit alle rechten van art. 123 sexies.

E. *Waarom de ontzetting ?*

Artikels 2 en 3 van de Besluitwet van 19 september 1945 somden de categorieën van personen op die van rechtswege levenslang (art. 2), of facultatief levenslang of tijdelijk (art. 3) ontzet werden uit hun rechten. Deze twee artikels bevatten telkens zes paragrafen waarin een nadere omschrijving van het verboden lidmaatschap voorkwam. Wij hebben een inventaris van de lidmaatschappen van de veroordeelden, zoals zij in de

TABEL XII

Epuratie : artikel 2, § 2 : aantal ontzette volgens lidmaatschap formatie

<i>Formatie</i>	<i>Aantal</i>	<i>%</i>
— VNV + nevenorganisaties	475	47,9
Combinaties met VNV	13	1,3
— DeVlag + nevenorganisaties	156	15,8
Combinaties met DeVlag	9	0,9
— VNV + DeVlag	18	1,8
— REX + nevenorganisaties	162	16,4
Combinaties met REX	3	0,3
— Andere politieke organisaties	10	1,0
— NSDAP + nevenorganisaties	72	7,3
— Militaire, paramilitaire of hulpdiensten	37	3,7
Niet vermeld	36	3,6
Totaal	991	100

uittreksels vermeld stonden, in onze analyse opgenomen. Een volledige lijst is hier wegens plaatsgebrek niet te geven. Maar in bijna zeventig procent van alle inschrijvingen was art. 2, paragraaf 2 (toetreding tot of behoud van lidmaatschap van een partij, beweging of organisme van politieke of culturele aard, wanneer algemeen bekend was, dat deze de politiek van de vijand dienden) de reden waarom de mensen uit hun rechten werden gezet. Het leek ons daarom interessant om in het bestek van dit artikel de daarop betrekking hebbende informatie in een tabel weer te geven. Het lidmaatschap van het Vlaams Nationaal Verbond (en nevenorganisaties) blijkt in de helft van de gevallen de basis te zijn voor een levenslange ontzetting. In de totale epuratiesteekproef (1.417 gevallen) is bijna 60 % van de ontzette lid geweest van één van de drie grote

politieke formaties (VNV, Rex en DeVlag). De epuratie was duidelijk een instrument om de leden van deze organisaties die aan de repressierechtspraak waren ontsnapt, toch nog te bestraffen. Het lidmaatschap van één van die organisaties was een voldoende reden om politiek en burgerlijk monddood gemaakt te worden.

F. Epuratie : de wervelwind van begin 1946.

De besluitwet, waarop de epuratie rust, dateert van 19 september 1945, maar het is pas vanaf november 1945 dat de epuratiemachine in gang schiet. Eind december van dat jaar is nog geen 10 % van de inschrijvingen afgewerkt. Dan ontstaat een ware springvloed : in de eerste drie maanden van 1946 komen 20.000 namen op de lijsten van de auditeurs terecht. Daarvan zal ongeveer de helft uiteindelijk definitief worden. Hoe is die « eruptie » in de activiteiten van de krijgsauditeurs te verklaren ? Men vergeet niet dat in maart 1946 de eerste naoorlogse verkiezingen voorzien waren. De krijgsauditeurs hadden klaarblijkelijk de opdracht om de ontzettingen zo snel mogelijk te laten ingaan om te vermijden dat « incivieken » hun stem zouden uitbrengen. Ook de beroepsprocedure is zeer snel afgehandeld. Eind 1946 hadden de burgerlijke rechtbanken in meer dan 50 % van de zaken een beslissing gevelld. Globaal gezien was meer dan de helft van de ontzettingen in april 1946 definitief geworden.

De epuratie is duidelijk sneller verlopen dan de repressierechtspraak, zowel in eerste aanleg (de inschrijving door de krijgsauditeurs) als voor de burgerlijke rechtbanken. De materie was natuurlijk minder complex. Wel staat vast dat de auditeurs, opgeslorpt als ze waren door de epuratie, weinig tijd aan de repressie hebben kunnen besteden. Het massale karakter van inschrijvingen in zo'n korte tijdsspanne moet ook een enorme weerslag gehad hebben op de publieke opinie. Vele mensen die voor maart 1946 nog niet op de lijst waren ingeschreven, maar wisten dat er over hen een dossier met aanklacht omwille van politieke collaboratie bij het militaire parket lag, moeten toen in grote onzekerheid hebben geleefd. Of de krijgsauditeurs de tijd hadden om in deze omstandigheden zorgvuldig te werk te gaan is een andere vraag. Als we zien dat meer dan de helft van de ontzettingen later werd verbroken, dan mag verondersteld worden dat er tijdens de eerste maanden van 1946 niet-weinig geïmproviseerd werd.

G. De repressie : drie golven.

De vaststelling dat het hoogtij van de epuratie in het begin van 1946 lag, brengt ons tot de vraag of ook in de repressierechtspraak dergelijke pieken voorkomen.

De krijgsraden velden hun eerste vonnissen eind oktober 1944. Is het juist dat, zoals vaak beweerd wordt, de straftoemeting sterk varieerde in

de tijd ? Ook dat is nagegaan. Wij brengen hier, vooruitlopend op het eindrapport, enkele resultaten aan.

Uitgaan van het aantal gevelde vonnissen is niet de juiste weg om de ontwikkeling van de straftoemeting te analyseren. Het kan immers goed zijn dat in 1946, toen het gros van de veroordelingen is uitgesproken, de rechters lichtere straffen dan vroeger uitspraken. Om de hevigheid van de repressie en haar evolutie in de tijd te kunnen vatten is het beter uit te gaan van de duur van de uitgesproken gevangenisstraf. Er wordt daarbij gewerkt met twee categorieën : minder dan vijf jaar (correctionele straffen), vijf jaar en meer (criminele straffen). Als voorbeeld van de evolutie van de strafmaat in de tijd zijn hier de veroordelingen voor militaire collaboratie opgenomen. Tabel XIII toont duidelijk aan hoe de strafmaat inder-

TABEL XIII

Repressie : militaire collaboratie, evolutie van bestraffing door krijgsraden (zonder verstekvonnissen)

<i>Kwartaal</i>	<i>Correctionele straf %</i>	<i>Criminele straf*</i>	<i>Absoluut aantal</i>	<i>Cumulatief percentage veroordelingen %</i>
1944				
4 ^{de} kwartaal	11	89 % (8 %)	(100 % = 61)	5,2
1945				
1 ^{ste} kwartaal	34	66 % (3 %)	(100 % = 71)	11,3
2 ^{de} kwartaal	42	58 % (3 %)	(100 % = 74)	17,6
3 ^{de} kwartaal	58	42 % (5 %)	(100 % = 98)	26,0
4 ^{de} kwartaal	66	34 % (7 %)	(100 % = 119)	36,2
1946				
1 ^{ste} kwartaal	66	34 % (3 %)	(100 % = 173)	51,0
2 ^{de} kwartaal	58	42 % (3 %)	(100 % = 190)	67,4
3 ^{de} kwartaal	70	30 % (1 %)	(100 % = 139)	79,2
4 ^{de} kwartaal	82	18 % (1 %)	(100 % = 93)	87,3
1947				
1 ^{ste} kwartaal	73	27 % (1 %)	(100 % = 68)	93,0
2 ^{de} kwartaal	77	23 % (2 %)	(100 % = 44)	96,7
Na 2 ^{de} kwartaal	80	20 % (0 %)	(100 % = 35)	100,0
Totaal			1165	

* Het cijfer tussen haakjes drukt het percentage levenslange gevangenisstraffen of doodstraffen in het volledige aantal veroordelingen per kwartaal uit.

daad varieert in de tijd. Voor eenzelfde delictsoort had men eind 1944 89 % kans om een criminele straf op te lopen, eind 1946 was deze kans teruggelopen tot 20 %. Deze evolutie kan niet te wijten zijn aan het feit dat de zwaarste overtredingen in het begin van de repressie berecht werden. Een meer verfijnde analyse van de gegevens wijst dat uit (13).

(13) Hierover uitvoerig in het eindrapport.

In de evolutie van de strafmaat vallen enkele pieken op. In het begin van de repressie wordt er zeer zwaar betaft (8 % van de vonnissen spreken een doodstraf of levenslange gevangenisstraf uit). De strafmaat neemt in de loop van 1945 geleidelijk af. Wel is er een lichte « opstoot » tussen mei en juli. Dat is niet uit tabel XIII af te leiden, maar springt wel in het oog bij een berekening op maandbasis. Gilissen vond voor die maanden een gelijkaardige stijging in het aantal dossiers dat voor incivisme bij de militaire parketten werd aangebracht. Deze verheviging van de repressie heeft alles te maken met de terugkeer van duizenden gevangenen uit het net verslagen Duitsland. Een tweede opstoot doet zich voor begin 1946. Hij is, zoals de epuratie, hoogstwaarschijnlijk verbonden met de politieke context : regeringsvacuüm, scherpe confrontaties tussen wat men toen « links » (de socialisten, communisten en liberalen) en « rechts » (de christen-democraten) noemde, de naderende verkiezingen. Deze drie golven in de berechting van politieke collaboratie (laatste kwartaal van 1944, mei-juli 1945 en de eerste maanden van 1946) komen ook in de gegevens over de andere delictcategorieën tevoorschijn. Elk onderzoek van de repressie zal zich ongetwijfeld op dit verschijnsel moeten toespitsen.

Summary : The purge of Second World War collaborators : a preliminary report.

The purge of Second World War collaborators in Belgium has not been the subject of many serious scientific research sofar. However, progress in theorizing and in data handling make it now possible to clear away the major impediments to such scientific research.

After the war, extracts of the judgements of the military courts, which were responsible for the trial of collaborators, were published in the government gazette, « Het Belgisch Staatsblad ». These extracts provide the empirical basis of the project, which is put in the theoretical context known as « the ambivalence theory ». A brief look at the military judiciary system sheds some light on the processes behind the judging of collaborators. The article unveils some first results of the analysis of 5,000 court cases. The most important finding sofar is the absence of consistency — in time as well as in space — in the judging of collaborators in Belgium.



Het zicht uit de Kamers

Verslag van een enquête bij de parlementsleden

door Kris DESCHOUWER,

Docent aan de Vrije Universiteit Brussel.

★

De uitdrukking « parlementaire democratie », als aanduiding van de wijze waarop in een bepaald regime de overheidsmacht uitgeoefend wordt, is zonder meer een pleonasme geworden. Een regime wordt niet als democratisch gekenmerkt, indien de bevolking niet via vrije en eerlijke verkiezingen haar vertegenwoordigers in het parlement mag aanwijzen en/of indien dat parlement geen reële bevoegdheden heeft. Parlement en democratie zijn aldus onlosmakelijk met mekaar verbonden.

Deze eerder procedurele of formele invulling van het democratiebegrip heeft een aantal duidelijke gevolgen voor de politieke en politiek-wetenschappelijke discussies over democratie. Eén van de meest voor de hand liggende gevolgen is de verbinding van de « goede werking » van het parlement met de kwaliteit van de democratie. Als het parlement niet naar behoren functioneert, wordt op rechtstreekse wijze de democratie in gevaar gebracht.

De idee dat er met de werking van het parlement iets fout loopt, lijkt echter wel een constante te zijn. Zelden staat het functioneren van deze politieke institutie buiten discussie. Balthazar (1) bijvoorbeeld beschrijft mooi het groeiend ongenoegen met de rol die de politieke partijen vanaf 1918 in het parlement beginnen te spelen, en Van Impe opent in 1965 een artikel over het parlement met een zin die het ook vandaag nog steeds zou doen : « Dagelijks kan men in de Belgische pers heel wat heftige ja zelfs bittere kritiek lezen op onze parlementaire instellingen en haar werkmethodes » (2). Hij bespreekt in dat artikel

(1) H. BALTHAZAR, De ontwikkeling van de participatie vóór de Tweede Wereldoorlog, in : *Res Publica*, 1981 (XXIII), nr. 1, blz. 9-22.

(2) H. VAN IMPE, De verbetering van de parlementaire arbeid in België, in : *Res Publica*, 1965 (VII), nr. 4, blz. 345-351.

precies een aantal suggesties ter verbetering van de parlementaire arbeid in België.

In deze bijdrage zal eerst een kort overzicht gegeven worden van de discussies die over (en in) het parlement gevoerd werden en worden, met betrekking tot de al dan niet goede werking ervan. De problemen die aangekaart worden, zullen in een drietal thema's gegroepeerd worden: technische problemen, politieke problemen en personeelsproblemen. Ze worden besproken met het Belgisch parlement in het achterhoofd, maar wel met het besef dat weinig van de aangehaalde problemen eigen zijn aan België. Alle parlementaire democratieën worden ermee geconfronteerd. In een tweede deel zal verslag uitgebracht worden van een enquête die bij 250 Belgische parlementsleden uitgevoerd werd. De meest markante resultaten zullen besproken worden, en geduid in het kader van de drie bovenvermelde thema's.

I. De parlementaire « kwalen ».

Men mag er zich terecht over verwonderen dat vandaag een instelling als het parlement *überhaupt* nog bestaat. Ze werd oorspronkelijk geconcipieerd als de institutie waardoor de geldschietters van de regerende vorst de controle konden behouden over de fondsen die zij de vorst ter beschikking stelden. Dit is het fundament van de parlementaire democratie. De functie van louter financiële controle stond ook nog centraal toen in de vorige eeuw in een toenemend aantal westerse staten een parlementair regime in het leven geroepen werd. De parlementairen waren expliciet de vertegenwoordigers van de belastingbetalende burgers, en de rol van het parlement was eerder beperkt.

Vandaag bestaat diezelfde instelling nog steeds, maar de taken die er vervuld moeten worden en de maatschappelijke condities waarbinnen dit gebeurt, zijn grondig gewijzigd. De algemene filosofie, de legitimiteit voor het voortbestaan van het parlementair regime, heeft echter slechts geringe wijzigingen ondergaan. De politieke rol die de politieke filosofie aan het parlement toeschrijft, is, spijs de politieke, maatschappelijke, economische en culturele omwentelingen die plaatsvonden, nauwelijks veranderd: het parlement moet de stem van de burgers zijn, en als dusdanig in de bepaling van het overheidsbeleid het laatste woord hebben. Van het parlement, en van de grondwetten die de parlementaire regimes schragen, wordt derhalve bijzonder veel verwacht. Het is bijna alsof men van een verkeersreglement uit 1850 zou verwachten dat het vandaag nog steeds een vlekkeloos verloop van het wegverkeer mogelijk zou maken.

A. Technische problemen.

De « technische » problemen waarmee het parlement te kampen heeft, sluiten direct bij de bovenstaande vaststelling aan. Het parlement moet meer doen dan in het verleden en moet het anders doen. Er is zowel een kwantitatieve als een kwalitatieve evolutie geweest in de vraagstukken die door het parlement behandeld moeten worden. De uitbreiding van de staatsaken is de laatste anderhalve eeuw zonder meer gigantisch geweest. De politieke sfeer (de maatschappelijke problemen die door middel van politieke beslissingen gereguleerd worden) is in de hedendaagse westerse samenlevingen zeer groot geworden. Wie had kunnen vermoeden dat de overheid zich zou gaan inlaten met het organiseren van een bibliotheekwezen, met de prijs van aardgas, met de subsidiëring van gevelreiniging, met de verpakking van margarine of met de data waarop koopjes in de winkels mogelijk zijn? Vele van deze beleidsproblemen bereiken bovendien een erg hoge graad van techniciteit, en kunnen eigenlijk maar door enkele specialisten ten gronde beoordeeld worden.

De toename van de te behandelen problemen, geeft aanleiding tot discussies over bijvoorbeeld de taakverdeling tussen Kamer en Senaat, over de rol van de commissies, over de frequentie en de duur van de openbare zittingen, over de duur van de tussenkomsten in de debatten e.d. De grote hoeveelheid taken die het parlement te verwerken krijgt, maakt dat dit werk slechts traag vooruit gaat. Een vlottere en snellere werking wordt wenselijk geacht. Het gebruik van bijzondere machten om de behandeling van problemen te versnellen, is terzake allicht een efficiënte, maar ook zeer betwiste procedure.

Een tweede discussiepunt is uiteraard de technische competentie en/of begeleiding van de parlementsleden. Het is voor hen onmogelijk alle materies op de voet te volgen. Een zekere specialisatie is dus noodzakelijk. De parlementsleden volgen slechts enkele dossiers grondig, en verwaarlozen doelbewust de andere. Dit is een van de mogelijke oorzaken van het absentisme in de openbare zittingen.

Een probleem dat voor een groot stuk ook tot een technisch probleem kan herleid worden, is de wijze waarop het parlement informeert en geïnformeerd wordt. Vaak is de bevolking, via radio en televisie, sneller op de hoogte van een regeringsbeslissing dan de vertegenwoordigers van die bevolking in het parlement. Het willen vasthouden aan het ritueel waarbij de Kamers eerst geïnformeerd worden, doet wat vreemd aan. De informatie aan de Kamers is immers op indirecte wijze een informatie voor de burgers. De omweg langs de Kamers is slechts een lege vormvereiste. Eraan vasthouden getuigt van een overdreven procedurele invulling van het democratiebegrip. Veel belangrijker is de inhoud ervan.

B. Politieke problemen.

De politieke problemen, na de technische problemen een tweede aspect van de discussies over de rol van het parlement, hebben veel meer betrekking op de inhoud van de democratie. De vraag is hier wie precies de beslissingsmacht heeft. Hoe minder die bij de burgers zelf (en hun vertegenwoordigers) ligt, hoe verder we van de democratie verwijderd zijn.

De algemene teneur van de discussies is hier wel dat het parlement in toenemende mate gepasseerd wordt door andere instellingen, instituties en groepen. In de eerste plaats is er de uitvoerende macht, of de regering. Het is duidelijk dat in de meeste parlementaire democratieën de uitvoerende macht de hoofdrol speelt. Het aspect dat het vaakst als indicator daarvoor gebruikt wordt, is het wetgevend initiatief. Weinig parlementaire initiatieven (wetsvoorstellen) brengen het tot wetten. Deze zijn in de eerste plaats de resultanten van regeringsinitiatieven (wetsontwerpen) (3).

Deze toestand is zeker niet nieuw. In de beginfase van de Belgische democratie lag het zwaartepunt reeds overduidelijk bij de uitvoerende macht, en dan nog eerder bij de Koning dan bij de regeringsleden. De rol van het parlement is later wel toegenomen, parallel met de toenemende betekenis van de politieke partijen. De partijdiscipline die gelijkgezinde volksvertegenwoordigers in blok hun stem deed uitbrengen, dwong de Koning rekening te houden met de parlementaire meerderheden. De macht van het parlement was derhalve direct verbonden met de macht van de partijen (4). Dit is een factor die vaak over het hoofd gezien wordt. Men zou dit logischerwijs als een verbetering van de democratie moeten duiden, aangezien de partijen de politieke wensen van de kiezers vertolken.

Toch zijn de politieke partijen vandaag een van de instellingen die genoemd worden als de usurpatoren van de parlementaire macht. De participatie heeft de democratie verdreven. De politieke partijen domineren zowel regering als parlement, en heffen aldus de scheiding der machten op. Ook dit is niet echt een nieuw verschijnsel. De « partijenregering », waarbij een partijmeerderheid de regering steunt en trouw is, groeide in België vanaf 1840, en werd na 1846 (na de vorming van de Liberale Partij) definitief geïnstalleerd. Van dan af is de parlementaire meerderheid

(3) E. CLIJSTERS *et al.*, De effectiviteit van wetsvoorstellen en amendementen als parlementair wetgevend initiatief, in : *Res Publica*, 1980 (XXII), nr. 1-2, blz. 189-212.

(4) E. WITTE, De evolutie van de rol der partijen in het Belgische parlementaire regeringssysteem, in : *Res Publica*, 1980 (XXII), nr. 1-2, blz. 7-34.

ook de regeringsmeerderheid, en wordt ze gevormd door de politieke partijen.

De toenemende controle van de partijen op de gedragingen van de parlementsleden, een proces waarin de BWP de trendsetter geweest is, lokte in eerste instantie kritiek uit in de conservatieve kringen. De intrede van de partijpolitiek, en in het bijzonder de doorbraak van de BWP, was een doorn in het oog van die kringen die voorheen de macht konden uitoefenen zonder de partijen. Tijdens het Interbellum is *particratie* een term die in de minst democratische middens over de tongen rolt (5). Hetzelfde verschijnsel wordt vandaag veeleer geïnterpreteerd als een inbreuk op de democratische zeden. De partijen worden niet meer beschouwd als de dragers van de volkswil, maar — niettegenstaande zij de hoofdrolspelers bij verkiezingen zijn — als vrij onafhankelijke actoren, die aan geen populaire controle onderworpen zijn.

Veel heeft natuurlijk te maken met de partijpolitieke versplintering in België. Geen enkele partij behaalt alleen een meerderheid, en dus zijn coalities nodig. Die coalitievorming is een proces waarop de kiezer geen enkele vat heeft. De partijen opereren hier inderdaad autonoom. Zij maken de coalitie-afspraken, zij vullen het regeringsprogramma in, en om de delicate evenwichten in de coalitie niet te verbreken, wordt van de parlementsleden van de meerderheid verwacht dat zij zich onderwerpen aan de partijdiscipline. Hoe groter het aantal coalitiepartners, hoe delicaeter de evenwichten en hoe crucia'er de partijdiscipline (6). De parlementaire procedures verworpen aldus tot een ritueel, dat slechts de uiterlijke grondwettelijke vormen respecteert.

Het parlement heeft geen monopolie van de volksvertegenwoordiging meer. Men kan dit betreuren of toejuichen, maar het niet ontkennen. We zagen reeds hoe de burger langs andere kanalen over de politieke gebeurtenissen en beslissingen geïnformeerd wordt, en we zagen hoe de politieke partijen de politieke participatie van de burgers organiseren en beheersen. Zij zijn daarin niet alleen. Op specifiekere gebieden zijn ook zeer diverse drukingsgroepen actief: werknemers- en werkgeversorganisaties, boerenorganisaties, milieuverenigingen, e.d. Deze maken in sommige gevallen integraal deel uit van de politieke partijen, maar dat belet niet dat een aantal beleidsbeslissingen genomen worden in de zogenaamde « neo-corporatieve » circuits, d.w.z. door overleg tussen drukingsgroepen

(5) H. BALTHAZAR, *a.w.*

(6) Zie o.m. L. HOLVOET, De stemmingen over het investituurdebat in Kamer en Senaat, in: *Res Publica*, 1980 (XXII), nr. 1-2, blz. 35-76; E. LANGERWERF, Het stemgedrag in het parlement. Onderzoek in de Kamer van Volksvertegenwoordigers voor de periode 1954-1965, in: *Res Publica*, 1980 (XXII), nr. 1-2, blz. 177-188.

en de regering (7). De politieke invloed van de drukingsgroepen kan zeer groot zijn, en wordt uitgeoefend zonder het parlement erbij te betrekken.

C. *Het politiek personeel.*

De volksvertegenwoordiger van vandaag lijkt nog zeer weinig op deze uit de vorige eeuw. De wijzigingen die de parlementaire democratie naar vorm en inhoud heeft doorgemaakt, hebben een onmiskenbare invloed gehad op de persoon van de volksvertegenwoordiger. Hij (of zij) is niet meer een individuele vertegenwoordiger van zijn kiezers, maar is ook en vooral een lid van de partij op wier lijst hij werd verkozen. Zonder partijlidmaatschap en zonder partijtrouw, is hij geen parlementair (een paar uitzonderlijke figuren daargelaten).

De Belgische grondwetgever schreef in artikel 32 : « De leden van de beide Kamers vertegenwoordigen de natie, en niet enkel de provincie of de onderverdeling van de provincie die hen heeft benoemd ». Deze vrome wens werd zeker niet bewaarheid. Regionale particularismen zijn vandaag nog steeds niet uitgeschakeld. Zij zijn ook niet door de partisans particularismen (door de grondwetgever niet voorzien) vervangen, maar snijden er dwars doorheen.

De uitbreiding van de taak van het parlement heeft van de functie van volksvertegenwoordiger een meer dan volledige dagtaak gemaakt. Toch is er geen totaal politiek professionalisme. De positie van parlementair is en blijft een labiele positie, en het behoud van een andere beroepsactiviteit is voor velen een bescherming tegen het niet herverkozen worden. Een lokaal politiek mandaat naast het nationaal, kan een zelfde rol vervullen. Ook dit zijn mogelijke oorzaken van het absentisme, zowel in de commissies als in de openbare zittingen. Enigszins paradoxaal in dit verband is de vaststelling dat een hoge graad van parlementaire activiteit de kans op herverkiezing vergroot, en dus de noodzaak voor het behoud van een alternatief vermindert (8).

Dit korte overzicht van wat de parlementaire kwalen kan genoemd worden, is zeker niet volledig, en het mist vooral het nodige detail. Het moet echter vooral dienen om de meningen die de parlementairen er zelf over dit alles op nahouden, enigszins te kunnen systematiseren. Dit gebeurt in de volgende paragraaf.

(7) Zie bv. A. VANDENBRANDE, Neo-corporatism and functional-integral power in Belgium, in : I. SCHOLTEN (ed.), *Political stability and neo-corporatism*. London, 1987, blz. 95-119.

(8) L. DE WINTER, Parlementaire en buitenparlementaire activiteiten van Vlaamse volksvertegenwoordigers, in : *Res Publica*, 1980 (XXII), nr. 1-2, blz. 223-257.

II. Het zicht uit de Kamers.

Het Instituut voor Advies inzake Opiniepeiling (IAO) voerde, in samenwerking met ICSOP-IMSA, en in opdracht van de Groep Coudenberg, in oktober 1986 een enquête uit bij 250 toevallig gekozen parlementsleden. Daarvan verleenden er 243 hun medewerking. Het rapport van IAO roept bij de wetenschappelijke waarnemer de gevoelens op die haast altijd opduiken bij het lezen van verslagen van opiniepeilingen: frustratie en wrevel. De frustratie is het gevolg van de zeer eenvoudige analyses die op de data uitgevoerd worden: frequentieverdelingen, met slechts af en toe een controle op een andere variabele. De wrevel wordt gewekt omdat men bij zorgvuldige lezing moet vaststellen dat er gezondigd wordt tegen de meest elementaire regels van de rekenkunde.

De belangrijkste resultaten van de peiling zijn samengebracht in vier tabellen. In de eerste tabel worden de redenen opgesomd voor het niet goed functioneren van het parlement. Niet alle parlementsleden zijn het overigens eens met de stelling dat de parlementaire democratie spaak loopt. Dit is het geval voor 51 % van de kamerleden en senatoren, terwijl de andere 49 % de mening is toegedaan dat de parlementaire democratie normaal functioneert. De ontevredenen zijn iets talrijker bij de jongeren (de anciënniteit speelt geen rol) en bij degenen die ook lokale mandaten (gemeenteraadslid, schepen, burgemeester) uitoefenen.

In tabel I zijn de mogelijke redenen gerangschikt naar de mate waarin ze door de parlementsleden als « juist » beschouwd worden. De teneur van het geheel is duidelijk. Allereerst valt het op hoe de voorgelegde redenen alle door een behoorlijk percentage parlementairen weerhouden worden. De verplichte partijdiscipline staat als laatste gerangschikt, met nog steeds 48,1% van de parlementsleden die het een probleem voor de goede werking van het parlement vinden.

De rangschikking brengt ook aan het licht dat de kamerleden en senatoren in de allereerste plaats bekommerd zijn om wat wij de technische problemen genoemd hebben. De techniciteit en de complexiteit van de te behandelen materies wordt eveneens als probleem aangeduid, doch de uitspraken die betrekking hebben op de partijen scores relatief laag, met uitzondering van deze over het proportioneel kiesstelsel. De rol die de sociale partners spelen, lijkt iets negatiever beoordeeld te worden dan de rol die de partijen spelen.

De tweede tabel rangschikt de mogelijke remedies voor een betere werking van het parlement, naar de mate waarin de parlementairen ze « zonder meer zouden goedkeuren ». De volgorde van de lijst sluit logisch bij de voorgaande aan. De slechte werking van het parlement is voor de

TABEL I

De oorzaken van de slechte werking van het parlement

	<i>Percentage van de parlementairen die de uitspraak als « juist » aanduidt</i>
Veel parlementairen zijn niet voldoende omringd door technici of specialisten in allerhande materies	88,2
Het proportioneel verkiezingssysteem verzekert de herverkiezing van een kandidaat die op een gunstige plaats stond	87,6
Er is een onevenwicht in de middelen die de verkiezingskandidaten ter beschikking krijgen, wat een voordeel is voor sommige bevoorrechte kandidaten	87,4
Door de complexiteit van de dossiers verkeren veel parlementairen niet langer in de mogelijkheid advies uit te brengen	79,8
Door de rolverdeling in onze maatschappij ontsnappen heel wat belangrijke materies aan de parlementaire controle	79,5
De sociale partners oefenen hun invloed rechtstreeks op de uitvoerende macht uit	77,2
Veel dossiers zijn eerder technisch geworden dan wel politiek	74,6
De sociale partners oefenen hun invloed rechtstreeks op de partijen uit	71,5
De uitvoerende macht haalde steeds meer en meer macht naar zich toe omdat de echte topfiguren van de partijen erin zetelen	63,9
De uitvoerende macht moest meer en meer macht naar zich toehalen gelet op de steeds complexere evolutie van de maatschappij	58,5
Sommige fractieleiders krijgen hun richtlijnen rechtstreeks van de partij en niet van de parlementaire groep	52,8
Veel kiezers stemmen voor een partij of een idee en niet voor een bepaalde persoon	50,3
De versnippering van de partijen verplicht maar al te vaak tot een consensus en ontzegt de parlementair elk initiatief	48,5
De kiezers hebben geen interesse meer voor de rol van de parlementair en stemmen maar al te vaak op het lijsthoofd	48,4
Alles wordt beslist aan de top van sommige partijen en de parlementair moet zich onderwerpen aan de partijdiscipline indien hij op een gunstige plaats wil uitkomen bij de volgende verkiezingen	48,0

parlementairen in de eerste plaats een technisch probleem, en dus zijn de belangrijkste remedies van technische aard: een betere infrastructuur, eenvoudiger procedures, specificatie van de rol van de beide Kamers, de spreektijd verkorten. Opvallend is ook de positieve houding tegenover de voorstellen om parlementaire mandaten niet cumuleerbaar te maken met nationale, regionale en lokale mandaten, en zelfs met regeringsfuncties.

Vermoed kan worden dat de parlementairen deze cumulaties problematisch achten voor het goed functioneren van het parlement. In de lijst van tabel I waren deze items echter niet aanwezig.

De items in tabel II discrimineren onderling veel meer dan deze in tabel I. Een aantal mogelijke remedies worden duidelijk door de parlementairen afgewezen. Dit zijn de voorstellen die de rol van de partijen zouden verminderen (afschaffen van de coöptatie) of zouden democratiseren (het opleggen van een verkiezingspoll). Erg opvallend is de

TABEL II

De remedies ter herwaarding van het parlement

	<i>Percentage van de pa-lementairen dat het voorstel « zonder meer goedkeurt »</i>
Een betere technische infrastructuur ter beschikking stellen van de parlementairen	85,8
De procedures vereenvoudigen	78,5
Een nationaal en een regionaal of communautair mandaat onverenigbaar maken	77,8
Door een grotere specialisatie de rol van de twee Kamers diversifiëren	75,5
De spreektijd in openbare zitting verkorten	64,7
Een mandaat bij het parlement en de uitvoerende macht onverenigbaar maken	53,0
Een nationaal en een gemeentelijk mandaat (van een belangrijke gemeente) onverenigbaar maken	49,5
Geen volmachten meer verlenen aan de regering	48,1
De aanwezigheid van de TV bij alle openbare zittingen toelaten	47,9
De partijen een verkiezingspoll opleggen, waaraan alle leden op meer democratische wijze zouden deelnemen	43,8
De apparentering afschaffen	30,3
De coöptatie afschaffen	29,3
Alle openbare zittingen groeperen in één jaarlijkse sessie van enkele maanden, terwijl de commissies tijdens een andere periode van het jaar vergaderen	26,8
Het aantal parlamentsleden verminderen	24,6
Het verkiezingsstelsel vervangen door een meerderheidsstelsel in één ronde	9,6
Het aantal parlementairen vermeerderen	4,7
Het verkiezingsstelsel vervangen door een meerderheidsstelsel in twee rondes	4,6

negatieve houding tegenover een wijziging van het kiessysteem. Bijna 90 % van de parlementsleden vindt het bestaan van het proportioneel kiesstelsel een probleem, omdat het de herverkiezing van een aantal goed geplaatste kandidaten garandeert, maar de invoering van een meerderheidsstelsel, dat in principe de rol van de partijen vermindert en herverkiezing minder evident maakt, vindt slechts genade bij een handvol parlementsleden. Het is erg paradoxaal. Wellicht garandeert het lijststelsel de herverkiezing van meer dan alleen maar de belangrijke kandidaten.

Uit deze eerste twee tabellen mag dus wel besloten worden dat voor de parlementsleden zelf de slechte werking (indien die er is) vooral aan problemen van technische en infrastructurele aard te wijten is, en dat de remedies vooral op die aspecten moeten toegespitst worden. De politieke problemen komen pas op de tweede plaats. Ze worden als minder erg geëvalueerd, en remedies die echt politieke consequenties zouden hebben, zijn in het parlement niet erg populair. Zelfs het « nooit meer volmachten » haalt net geen meerderheid.

Toch zijn de parlementsleden zich zeer goed bewust van het politieke feit dat het parlement geen hoofdrol meer speelt in de bepaling van het overheidsbeleid. Op de vraag waar de grote politieke beslissingen genomen worden (zie tabel III) (9) antwoordt bijna 40 % dat dit in de eerste plaats in de partijen gebeurt, en nog eens 26 % meent dat dit door pacten tussen de partijen gebeurt. Zij zijn in de ogen van de parlementsleden zonder meer de politieke hoofdrolspelers. Slechts 14 % meent dat het parlement het centrum van de grote politieke beslissingen is. Ook de regering of de regeringstop lijkt in dit opzicht niet als zeer belangrijk beschouwd te worden. De leden van Kamer en Senaat ervaren dus in grote mate het parlement als een vrij onbelangrijke factor in het hele politiek gebeuren. Zij vinden dit echter blijkbaar minder erg dan de techniciteit en de complexiteit van de problemen die zij te behandelen krijgen.

(9) De som van de cijfers per kolom van deze tabel zou in principe precies 100 % moeten zijn. Dit is niet het geval, en de afwijking (ruim 10 %) kan moeilijk aan afrondingsfouten toegeschreven worden. In het rapport wordt de tabel niet in deze vorm gepresenteerd. Per antwoordmogelijkheid wordt aangegeven hoeveel percent ze in de eerste plaats weerhield, hoeveel in de tweede en hoeveel in de derde plaats. De som per item (rijpercentages in tabel III) is uiteraard (zoals in het rapport expliciet vermeld) geen 100 %, aangezien er zes items zijn, en slechts de mogelijkheid om er drie aan te duiden. Bij hergroepering zoals in onze tabel III, kan de som over de zes items van « vermeld in de eerste plaats » echter logischerwijze alleen maar 100 % zijn. De systematische afwezigheid van de absolute aantallen waarop de percentages berekend werden, laat niet toe te achterhalen hoe en waar de afwijking vandaan komt. Wij geven de cijfers hier dus weer zoals in het rapport vermeld, in de veronderstelling dat ze relatief correct zijn.

TABEL III

De plaats waar volgens de volksvertegenwoordigers
de grote politieke beslissingen genomen worden (percentages*)

	1 ^{ste} plaats	2 ^{de} plaats	3 ^{de} plaats
In de partijen	39,3	18,4	13,6
Door pacts tussen de partijen	26,6	21,1	19,6
Door een akkoord tussen enkele ministers	17,9	19,5	13,2
In het parlement	14,1	13,1	17,8
In de lobbies	13,1	17,7	20,2
Door het sociaal overleg	6,2	21,1	19,1

* Zie voetnoot 9.

TABEL IV

Van wie is het parlementslid de vertegenwoordiger? (percentages*)

	1 ^{ste} plaats	2 ^{de} plaats	3 ^{de} plaats
Alle kiezers van het kiesarrondissement	30,6	18,2	5,3
De kiezers van de partij in het kiesarrondissement	21,0	14,0	4,9
Alle kiezers van de streek	14,9	16,9	6,6
De kiezers van de partij in de streek	11,9	18,1	4,5
De kiezers van de partij op nationaal vlak	9,5	7,4	6,2
Alle kiezers op nationaal vlak	7,0	11,1	7,8
De leden van de belangengroepen** in de streek	2,9	1,2	7,8
De leden van belangengroepen van het kiesarrondissement	2,5	2,5	12,7
De leden van belangengroepen op nationaal vlak	0,8	2,1	9,5

* Zie voetnoot 9.

** Vakbond, diverse verenigingen, bedrijven, economische groepen, ...

De enquête gaat niet zeer diep in op de rol van de parlementair zelf. Er zijn enkele zeer algemene vragen naar de tijdsindeling van de parlementsliden, en enkele onrechtstreekse vragen over de parlementaire activiteiten. Er werd gevraagd hoeveel van de collega's zij als actief zouden beschouwen. Zij zijn in dit opzicht niet erg positief over die collega's, 46 % van de kamerleden en senatoren zouden « zeer actief » zijn, 30 % « min of meer actief » en 24 % « weinig actief ». Er blijkt ook nog dat zowat één parlementair op drie naast zijn mandaat nog een ander beroep uitoefent, en dat bijna 60 % in geval van niet-herverkiezing geen zekerheid heeft onmiddellijk een andere beroepsbezigheid te vinden.

Interessant tenslotte zijn de antwoorden op de vraag wie de parlementsliden zelf denken te vertegenwoordigen. Die antwoorden staan in tabel IV

(10). Wij wezen er hoger reeds op dat de Belgische grondwetgever expliciet heeft willen stellen dat regionale particularismen door de parlementsleden dienden overstegen te worden, en dat zij in principe de vertegenwoordigers van de hele natie zijn. Het is duidelijk dat de parlementsleden vandaag als leden van een partij verkozen worden, en dat zij derhalve die partij vertegenwoordigen. Toch blijkt dat ook de lokale particularismen niet verdwenen zijn. Slechts 7 % van de parlementsleden voelt zich de vertegenwoordiger van de kiezers van het hele land. Respectievelijk 11,1 % en 7,8 % weerhoudt deze mogelijkheid in de tweede of in de derde plaats. Locale particularismen (het arrondissement of de streek) worden in totaal door 83,8 % van de parlementsleden in de eerste plaats vermeld, terwijl in totaal 42,4 % partisane particularismen in de eerste plaats vermeldt. 35,9 % vermeldt een combinatie van beide. Belangen-groepen zijn in dit opzicht slechts van minieme betekenis.

Samenvatting en besluit.

De werking van het parlement is een permanente bron van discussie in de parlementaire democratie. Drie aspecten komen in deze discussies aan bod. De technische aspecten gaan over de procedures en de parlementaire techniek. De politieke aspecten bespreken de politieke rol die het parlement in het politiek bestel speelt of zou moeten spelen. Een derde aspect heeft de rol en de taak van de parlementsleden zelf als aandachtspunt.

Een aparte visie op dit alles is het zicht uit de Kamers: de mening van de volksvertegenwoordigers zelf. We bespraken in deze bijdrage het verslag van een opiniepeiling die bij de Belgische parlementsleden gehouden werd. De helft van hen meent dat er niets aan de hand is en dat de parlementaire democratie normaal functioneert. Uit de eenvoudige analyses die op de antwoorden uitgevoerd werden, kon besloten worden dat de parlementairen de slechte werking van het parlement in de eerste plaats als een technisch, en pas in de tweede plaats als een politiek probleem duiden. De remedies die zij voorstellen zijn dan ook in de eerste plaats van technische aard. Dat het parlement geen dominante politieke rol speelt, wordt door een ruime meerderheid van de kamerleden en senatoren onderkend. Zij wijzen de partijen als de belangrijkste politieke actoren aan. Maatregelen die de rol van de partijen zouden reduceren, vinden in hun ogen echter niet veel genade.

(10) Zie voetnoot 9.

Summary : The view from the Belgian Parliament.

Democracy is intimately linked with the institution of parliament. If there are problems with the functioning of the parliament, democracy is considered as being in danger. Three kinds of problems are often raised in this respect: technical problems, political problems and personnel problems. The technical problems refer to the technicity and complexity of the subjects to be dealt with in parliament. The political problems refer mainly to the loss of political power of the parliament, to the benefit of political parties and pressure groups. The personnel problems refer to the job of MP itself, which has become a full-time job, but which is still a very unstable position.

Two hundred and fifty Belgian MP's were asked for their opinion about all this. The results show that they are primarily concerned with the technical problems, and that they suggest technical remedies for a better functioning of the parliament. The Belgian MP's do recognize the importance of the political problems, especially the domination of the political scene by the political parties, but they are not very eager to propose measures with a direct impact on this.





Power and satisfaction analysis : *An application to the Belgian House of Representatives*

by Luc LAUWERS and Patrick UYTTERHOEVEN,

Assistants at the Faculty of Economics
of the Katholieke Universiteit te Leuven.

★

I. Introduction.

This paper deals with numerical indices which measure the position of a player or a voter in a game. We distinguish power and satisfaction indices. The former class measures the ability of a player to change the outcome of a game by changing his vote. The latter measures to which extent players agree with the outcome of a game, regardless their ability to control the game. Finally, an index has been constructed which gives the probability that a player will join a minimal winning coalition. In the context of a political game, this concept can be interpreted as the probability that a political party will join a government coalition.

The framework above has been applied on post-war election results for the Belgian parliament (1).

II. Weighted voting games.

Let us introduce some elementary notions of the theory of weighted voting games. The game is played by a set of players, called parties. The set is labelled N with parties numbered $1, 2, \dots, n$. A coalition D is a subset of $N = [1, 2, \dots, n]$. A weighted voting game G (2) is defined by a $(n+1)$ -tuple

$$[q ; v_1, v_2, \dots, v_n]$$

where $(v_1 + v_2 + \dots + v_n) / 2 < q \leq v_1 + v_2 + \dots + v_n$.

The non-negative integers v_i are the weights of the n players, which we can take to be the number of seats in the house of representatives.

(1) L. LAUWERS, P. UYTTERHOEVEN, *Belgische politieke partijen in de naoorlogse periode : coalitiekracht en Shapley-waarde*. Leuven, 1986.

(2) P.D. STRAFFIN, *Probability Models for Power Indices*, in : P. ORDESHOOK (Ed.), *Game Theory and Political Science*. New York, 1978, pp. 477-510.

The positive integer q is called the quota. This quota be interpreted as the threshold to make a coalition winning. The set W of winning coalitions is defined by

$$W = [D \subset N \mid \sum_{j \in D} v_j \geq q].$$

Thus, if the set of players who vote « yes » on a certain alternative has a weight greater than or equal to the quota q the alternative passes. If for a player i , $v_i \geq q$ then player i is said to be a dictator.

Let $L = DN - W = [D \subset N \mid \sum_j v_j < q]$ be the set of losing coalitions. A coalition D whose complement $N - D$ is losing is called a blocking coalition. The set of blocking coalitions will be denoted by B . In weighted voting games $W \subset B$. Coalitions D for which neither D nor $N - D$ are winning are said to be strictly blocking. They will be gathered in the set SB . Denote by W_i the set of winning coalitions containing player i . The sets L_i , B_i , SB_i are defined analogously.

A winning coalition D containing player i such that $D - [i]$ is losing is said to be a swing for player i . The set of swings for player i is denoted by S_i . A player without swing is a dummy player.

A winning coalition D is defined to be a minimal winning coalition if D is a swing for all players $i \in D$:

Thus a set of players is a minimal winning coalition if every player in the set is needed to make the set winning.

A player who appears in every minimal winning coalition is called a veto player. Note that a dictator is also a veto player.

Small letters corresponding to the above defined sets will stand for their cardinality :

- n = number of players
- w = number of winning coalition = $\#W$
- w_i = $\#[D \in W / i \in D]$
- l = $\#[D \subset N / D - \epsilon W] = \#L$
- l_i = $\#[D \in L / i \in D]$
- b = $\#[D \subset N / N - D - \epsilon W] = \#B$
- b_i = $\#[D \in B / i \in D]$
- sb = $\#[D \subset N / D - \epsilon W \text{ and } N - D - \epsilon W]$
- sb_i = $\#[D \in SB / i \in SB]$
- s_i = $\#[D \in W_i / D - [i] - \epsilon W]$
- mw = $\#[D \in W / \forall i : i \in D \rightarrow D - [i] - \epsilon W]$
- mw_i = $\#[D \in MW / i \in D]$,

where $-\epsilon$ stands for the negation of ϵ and means « is no element of » and where $\bar{\forall}$ is used for the universal quantifier « for all ».

Note that $l + w = 2^n$, $l_i + w_i = 2^{n-1}$ and that $l = b$.

As an example we will applicate the theory to the Belgian House of Representatives. Consider the situation in 1949 :

(1) CDEM	(2) SOC	(3) LIB	(4) COMM
105	66	29	12

(cf table I)

with quota $q = (105 + 66 + 29 + 12)/2 + 1 = 107$.

This game will be denoted by :

$$(107 ; 105, 66, 29, 12)$$

For $v_1 + v_3 + v_4 = 105 + 29 + 12 \geq 107$ the set $[1,3,4]$ is a winning coalition. Since the set $[3,4]$ is a loosing coalition, we can conclude that $[1,3,4]$ is a swing for player 1 (i.e. CDEM), thus in the set $[1,3,4]$ player 1 is needed to make the coalition a winning one.

Verify also that :

- $[1,2], [1,2,3], [1,2,4], [1,2,3,4], [2,3,4]$ are all the sets in W_2 ;
- $[1,2]$ and $[2,3,4]$ are the two sets of S_2 ;
- $MW = [[1,2], [1,3], [1,4], [2,3,4]]$ such that $mw = 4$, $mw_1 = 3$, $mw_2 = mw_3 = mw_4 = 2$.

III. Indices of power.

A power index measures the ability of a player to force an alternative by voting for it. Because dummy players are redundant in every winning coalition, this means that power indices vanish for dummy players. At the other extreme they attribute unit power for dictators. Since a player i is able to be decisive in some coalition D if and only if D is a swing for i , power indices are normalizations of s_i .

The absolute Banzhof index (1965-1968) (3)

$$AB(i) = s_i / 2^{n-1}$$

measures the likelihood that a coalition is a swing for player i to a coalition containing i . To compute this index run through the subsets D of N containing i , and pick out those subsets which are winning and where player i is needed to make it a winning coalition. The number of such sets is s_i . $AB(i)$ can be interpreted as the probability that player i casts

(3) R. DUBÉY, L. SHAPLEY, Mathematical properties of the Banzhof power index, in : *Rand-paper P-6016*, The Rand Corporation, 1977.

a critical vote (i.e. a vote that changes a losing coalition into a winning one) assuming that all coalitions of the $n-1$ remaining players are equally likely. The assumption is equivalent to each player having probability $1/2$ of voting for a given alternative. This assumption will be made all through this text.

The relative Banzhof index

$$RB(i) = s_i / \sum_{j=1}^n s_j$$

is a player's proportion of swings.

Coleman (1971) introduces two absolute indices of power :

$$\begin{aligned} CP(i) &= s_i/w \\ CI(i) &= s_i/(2^n - w) = s_i/b. \end{aligned}$$

$CP(i)$ is interpreted as the probability that an arbitrary winning coalition is a swing for player i , or as the proportion of times that a player can block the action of a winning coalition by withdrawing from it. It measures the power of a player to prevent action. Note that $CP = 1$ for veto players.

In the same way CI measures the power of a player to initiate action. CI is the proportion of times that a player changes a non-winning coalition into a winning one by joining it.

LEMMA III.1 : In a weighted voting game $CP(i) \geq AB(i) \geq CI(i)$.
If there are no strictly blocking coalitions then
 $CP(i) = AB(i) = CI(i)$.

PROOF. The power set DN is the disjoint union of W and L . If there

is no strictly blocking then $W \xrightarrow{\text{COMPL}} L : D \mapsto N-D$ is a
bijection between W and L . So $2^n = 2w$ and $w = 2^{n-1}$.

Q.E.D.

At last consider :

$$P(i) = mw_i/mw.$$

This index can be interpreted as the number of times that a minimal winning coalition contains a player i . P is a measure for the probability that a player participates a minimal winning coalition. It is clear that $P(i) = 1$ if and only if i is a veto player.

In our example $AB(2) = s_2/2^3 = 0.25$ and since there is no strictly blocking $AB(2) = CP(2) = CI(2)$. For $mw = 4$ and $mw_2 = 2$ we have $P(2) = 0.5$.

IV. Indices of satisfaction.

As power indices provide different measures of the ability of a player to change the outcome by changing his vote, a satisfaction index will measure the probability that a player agrees with the outcome.

Two indices are currently used :

the Zipke index (4)

$$Z(i) = w_i/2^{n-1}$$

the Brams-Lake index

$$BL(i) = (w_i + b_i)/2^n$$

To interpret the first one assumes that a player gets unit satisfaction if he is in a winning coalition and zero otherwise.

The Brams-Lake index is based on another concept of satisfaction : a player gets unit satisfaction if he votes with an alternative and it wins or if he votes against it and it loses.

The indices can be regarded as the probability a player is satisfied under the corresponding concepts. For dummy players $BL = 1/2$ and $Z = 1/2$. Because in weighted voting games $b_i = w_i + sb_i$, we have

LEMMA IV.1 : In weighted voting games $Z(i) \leq BL(i)$ and if there is no strictly blocking then $Z(i) = BL(i)$.

In the example $Z(2) = BL(2) = w_2/2^3 = 5/8$.

For the sake of completeness we will mention a theorem of Brams-Lake (5) on the connection between power- and satisfaction-indices :

THEOREM IV.2 : $AB(i) = 2(BL(i) - 1/2) = 2(Z(i) - w/2^n)$.

This theorem shows that the notion of swing is not needed to define power indices.

This short introduction into weighted voting games will be concluded with two remarkable examples :

G_1	RB	Z	BL	G_2	RB	Z	BL
3	1	1	1	3	1/3	1/4	5/8
1	0	1/2	1/2	1	1/3	1/4	5/8
1	0	1/2	1/2	1	1/3	1/4	5/8

(4) C.H. NEVISON *et al.*, A Naive Approach to the Banzhof Index of Power, in : *Behavioral Science*, 1978 (XXIII), pp. 130-131.

(5) S.J. BRAMS, M. LAKE, Power and Satisfaction In a Representative Democracy, in : P. ORDESHOOK (Ed.), *Game Theory and Political Science*. New York, 1978, pp. 529-562.

Compare these two games and note that although the dummy players gain in power and in Brams-Lake satisfaction, their Zipke-satisfaction decrease. This is due to the fact that the concept of Zipke-satisfaction considers only winning and no blocking situations, and of course if W is small Z will be small.

Another kind of paradox does appear in the following situation

$$G_1 = [12; 5, 5, 5, 3, 3] \quad G_2 = [12; 7, 5, 5, 2, 2]$$

G_1	RB	AB	P	G_2	RB	AB	P
5	7/27	7/16	.714	7	9/25	9/16	.5
5	7/27	7/16	.714	5	7/25	7/16	.750
5	7/27	7/16	.714	5	7/25	7/16	.750
3	3/27	3/16	.428	2	1/25	1/16	.250
3	3/27	3/16	.428	2	1/25	1/16	.250

The power indices for player 1 increase while his participation index decreases.

V. An application to the Belgian House of Representatives.

Using post-war election results for the Belgian parliament, we can compute power and satisfaction of political parties. The following abbreviations will be used :

CDEM	: Christian-democrats
SOC	: Socialists
LIB	: Liberals
VU	: Volksunie
FDL-RW	: Fédération des francophones et Rassemblement Wallon
COMM	: Communists
ECOL	: Ecologists
VLBL	: Vlaams Blok
RAD-UDRT	: Union Démocratique pour le Respect du Travail.

Two weighted voting games are considered :

- If a government wants to change the constitution, a 2/3-majority is required. In that case $q=142$ (the total number of seats is 212).
- In the other cases the required voting quota is $q=107$.

The evolution of the composition of the parliament is given in table I.

TABLE I
The composition of the House of Representatives

	<i>CDEM</i>	<i>SOC</i>	<i>LIB</i>	<i>VU</i>	<i>FDF-RW</i>	<i>COMM</i>	<i>ECOL</i>	<i>VLBL</i>	<i>RAD-UDRT</i>
1949	105	66	29			12			
1950	108	77	20			7			
1954	96	86	25			4			
1958	104	84	21	1		2			
1961	96	84	20	5		5			
1965	77	64	48	12	5	6			
1968	69	59	47	20	12	5			
1971	67	61	34	21	24	5			
1974	72	59	30	22	25	4			
1977	80	62	33	20	15	2			
1978	82	58	37	14	15	4		1	1
1981	61	61	52	20	8	2	4	1	3
1985	69	67	46	16	3	0	9	1	1

Calculated absolute power values are presented in table II. If no strictly blocking coalitions occur, absolute Banzhof power and Coleman power are equal. Otherwise, $CP(i) > AB(i) > CI(i)$, as proved in section III. The normalized Banzhof index is given in table III.

TABLE II
The absolute Banzhof power *AB* (1), the Coleman index *CP* (2)
and the Coleman index *CI* (3) ($q = 107$)

	<i>CDEM</i>	<i>SOC</i>	<i>LIB</i>	<i>VU</i>	<i>FDF-RW</i>	<i>COMM</i>	<i>ECOL</i>	<i>VLBL</i>	<i>RAD-UDRT</i>
1949	.750	.250	.250			.250			
1950	1	0	0			0			
1954	.500	.500	.500	0		0			
1958	1	.687	.312	.312	.062	.187			
2	.733	.333	.333	.066	.200				
3	.647	.294	.294	.059	.177				
1961	1	.609	.391	.391	.109	.109			
2	.619	.397	.397	.111	.111				
3	.600	.385	.385	.108	.108				
1965	.500	.500	.500	0	0	0			
1968	1	.531	.469	.469	.031	.031			
2	.548	.484	.484	.032	.032	.032			
3	.515	.455	.455	.030	.030	.030			
1971	1	.531	.469	.281	.219	.219	.031		
2	.548	.484	.290	.226	.226	.032			
3	.515	.455	.273	.212	.212	.030			
1974	1	.531	.469	.281	.219	.219	.031		
2	.544	.484	.290	.226	.226	.031			
3	.485	.485	.242	.242	.242	.032			
1977	.625	.375	.375	.125	.125	0			
1978	.625	.375	.375	.125	.125	0		0	0
1981	.500	.500	.500	0	0	0	0	0	0
1985	.500	.500	.500	0	0	0	0	0	0

TABLE III
Relative Banzhof power ($q = 107$)

	<i>CDEM</i>	<i>SOC</i>	<i>LIB</i>	<i>VU</i>	<i>FDF-RW</i>	<i>COMM</i>	<i>ECOL</i>	<i>VLBL</i>	<i>RAD-UDRT</i>
1949	.500	.167	.167			.167			
1950	1	0	0			0			
1954	.333	.333	.333			0			
1958	.440	.200	.200	.040		.120			
1961	.371	.238	.238	.067		.067			
1965	.333	.333	.333	0	0	0			
1968	.340	.300	.300	.020	.020	.020			
1971	.304	.268	.161	.125	.125	.018			
1974	.304	.268	.161	.125	.125	.018			
1977	.385	.231	.231	.077	.077	0			
1978	.385	.231	.231	.077	.077	0	0	0	0
1981	.333	.333	.333	0	0	0	0	0	0
1985	.333	.333	.333	0	0	0	0	0	0

TABLE IV

The absolute Zipke satisfaction index $Z(i)$ [1],
the Brams-Lake satisfaction index [2] and the Zipke index ZP [3] for $q = 107$

	<i>CDEM</i>	<i>SOC</i>	<i>LIB</i>	<i>VU</i>	<i>FDF-RW</i>	<i>COMM</i>	<i>ECOL</i>	<i>VLBL</i>	<i>RAD-UDRT</i>
1949	.875	.625	.625			.625			
1950	1	.500	.500			.500			
1954	.750	.750	.750	.500		.500			
1958	1	.812	.625	.625	.500	.562			
	2	.844	.656	.656	.531	.594			
	3	.867	.667	.667	.533	.600			
1961	1	.797	.687	.687	.547	.547			
	2	.805	.695	.695	.555	.555			
	3	.809	.698	.698	.555	.555			
1965	.750	.750	.750	.500	.500	.500			
1968	1	.750	.719	.719	.500	.500			
	2	.766	.734	.640	.609	.516			
	3	.774	.742	.742	.516	.516			
1971	1	.750	.719	.625	.594	.594			
	2	.766	.734	.734	.516	.516			
	3	.774	.742	.742	.516	.516			
1974	1	.750	.719	.625	.594	.594			
	2	.766	.734	.640	.609	.516			
	3	.774	.742	.645	.613	.516			
1977	.812	.687	.687	.562	.562	.500			
1978	.812	.687	.687	.562	.562	.500		.500	.500
1981	.750	.750	.750	.500	.500	.500	.500	.500	.500
1985	.750	.750	.750	.500	.500	.500	.500	.500	.500

Since the 1981 elections only CDEM, SOC and LIB represent coalition power. No other party has any influence. Despite notable election gains in 1981 (6 seats), the coalition power of the VU was reduced to zero. In 1985 the christian-democrats and socialists improved remarkably (respectively 8 and 6 seats), but power relations didn't change. One can note that with exception of 1971 and 1974 the power of liberals and socialist was equal, despite the fact that the socialists possess much more seats in the House of Representatives.

Table IV compares the absolute Zipke satisfaction index $Z(i) = w_i/2^{n-1}$ and the Brams-Lake index.

In accordance with the Coleman power measure $CP(i)$, a similar Zipke index $ZP = w_i/w$ is constructed. It has to be interpreted as the probability that an arbitrary winning coalition is containing i . Clearly, if strictly blocking occurs, then $ZP(i) > z(i)$.

As a consequence of theorem IV.2, a dummy player has minimal satisfaction $z(i) = ZP(i) = BL(i) = 1/2$. Political parties with no Banzhof (or Coleman) power have also minimal satisfaction.

Special emphasis is on the $P(i)$ -index defined above. Under the assumption that a government will be a minimal winning coalition, one can interpret this index as the probability that a party will join government. Table V contains a complete list of all government coalitions since 1949,

TABLE V
Government coalitions since 1949

1. G. Eyskens	11.08.1949-06.06.1950	CDEM, LIB	MWC
2. J. Duvleusart	08.06.1950-11.08.1950	CDEM	MWC
3. J. Pholien	16.08.1950-09.01.1952	CDEM	MWC
4. J. Van Houtte	15.01.1952-12.04.1954	CDEM	MWC
5. A. Van Acker	22.04.1954-02.06.1958	SOC, LIB	MIN
6. G. Eyskens	23.06.1958-27.03.1958	CDEM	MIN
7. G. Eyskens	06.11.1958-27.03.1961	CDEM, LIB	MWC
8. T. Lefèvre	25.04.1961-24.05.1965	CDEM, SOC	MWC
9. P. Harmel	27.07.1965-11.02.1966	CDEM, SOC	MWC
10. P. Van den Boeynants	19.03.1966-07.02.1968	CDEM, LIB	MWC
11. G. Eyskens	17.06.1968-08.11.1971	CDEM, SOC	MWC
12. G. Eyskens	30.01.1972-22.11.1972	CDEM, SOC	MWC
13. E. Leburton	26.01.1973-19.01.1974	SOC, CDEM, LIB	MAJ (MWC)
14. L. Tindemans	25.04.1974-11.06.1974	CDEM, LIB	MIN
15. L. Tindemans	11.06.1974-04.03.1977	CDEM, LIB, RW	MWC
16. L. Tindemans	04.06.1977-18.04.1977	CDEM, LIB	MIN
17. L. Tindemans	26.05.1977-11.10.1978	CDEM, SOC, VU, FDF	MAJ
18. P. van den Boeynants	20.10.1978-18.12.1978	CDEM, SOC, VU, FDF	MAJ
19. W. Martens	03.04.1979-23.01.1980	CDEM, SOC, FDF	MAJ (MWC)
20. W. Martens	23.01.1980-09.04.1980	CDEM, SOC	MWC
21. W. Martens	18.05.1980-07.10.1980	CDEM, SOC, LIB	MAJ (MWC)
22. W. Martens	22.10.1980-02.04.1981	CDEM, SOC	MWC
23. M. Eyskens	06.04.1981-21.09.1981	CDEM, SOC	MWC
24. W. Martens	17.12.1981-15.10.1981	CDEM, LIB	MWC
25. W. Martens	28.11.1985	CDEM, LIB	MWC

if all government coalitions are equally likely. If $P(i) = 1$, then i is a veto-player and he will join every government. We distinguish the following types of government :

- MWC : a minimal winning coalition w.r.t. $q = 107$.
 MIN : a government with minority w.r.t. $q = 107$.
 MAJ : a government with 2/3-majority which is not minimal winning w.r.t. $q = 142$.
 MAJ(MWC) : a government with 2/3-majority which is minimal winning w.r.t. $q = 142$.

Most governments are minimal winning. The participation-index is given in table VI.

TABLE VI
 The participation index $P(i)$ ($q = 107$)

	<i>CDEM</i>	<i>SOC</i>	<i>LIB</i>	<i>VU</i>	<i>FDF-RW</i>	<i>COMM</i>	<i>ECOL</i>	<i>VLBL</i>	<i>RAD-UDRT</i>
1949	.750	.500	.500			.500			
1950	1	0	0			0			
1954	.667	.667	.667	0		0			
1958	.750	.500	.500	.250		.500			
1961	.667	.500	.500	.500		.500			
1965	.667	.667	.667	0	0	0			
1968	.400	.800	.800	.200	.200	.200			
1971	.571	.571	.571	.571	.571	.143			
1974	.571	.571	.571	.571	.571	.143			
1977	.600	.600	.600	.400	.400	0			
1978	.600	.600	.600	.400	.400	0		0	0
1981	.667	.667	.667	0	0	0	0	0	0
1985	.667	.667	.667	0	0	0	0	0	0

It is interesting to compare table III and VI. Despite the fact that Christian-democrats frequently have a higher Banzhof power, several parties have the same probability to join the government. In the period 1971-1977, the participation probability of all parties except the communist party was equal.

One also notes a paradox in 1968. In spite of a larger Banzhof value, the probability of CDEM to join government was nevertheless smaller than that of SOC and LIB. Such a paradox happens if the smaller parties have the opportunity to form minimal winning coalitions which exclude the larger party.

An interesting paradox occurred in the 1981 elections. The Christian-democrats lost 21 seats. Accordingly the Banzhof power decreased, but the participation probability increased. Since 1981 the traditional parties CDEM, SOC and LIB have equal Banzhof power and participation probability.

One can calculate the critical number of seats a party can lose without changing its participation probability $P(i)$. This critical number is equal to

$$C = \min_{D \in B} |D| - q, \text{ where } B \text{ is the set of blocking coalitions.}$$

For the 1985 election, $C = 6$. The government coalition CDEM, LIB therefore can lose 6 seats without affecting its $P(i)$ -value. But even if more than 6 seats are lost, the present government parties preserve the same Banzhof power and participation probability in a wide range of possible shifts of seats. The following hypothetical shifts for example do not alter Banzhof power and participation probability w.r.t. the elections of 1985 :

CDEM	SOC	LIB	VU	FDF-RW	ECOL	VLBL	RAD-UDRT
- 7	+ 7						
	+ 7	- 7					
- 7	+ 2		+ 3		+ 2		
- 7	+ 3		+ 3		+ 3	- 1	- 1
	+ 3	- 7	+ 3		+ 3	- 1	- 1
- 8					+ 8		

One has to be very cautious in interpreting results. In the analysis above, one assumes that political parties do not represent ideologies. All parties are ideologically interchangeable and each party is considered as ideologically homogeneous. If some fractions within a party can change preferences w.r.t. coalition formation, results will be completely different. In particular the critical number of seats, $C=6$ in 1985, only makes sense if the likelihood of a CDEM-LIB coalition is unaltered.

Summarizing, one can state that the preceding results has to be tempered w.r.t. ideological distances between and within parties. However, one can deal with ideological differences by bringing in some subjective probability distributions, which reflect beliefs about coalition formation. One can weight possible coalition partners by adjudging subjective probabilities. Another way of attack is to define an associated weighted voting with quarelling (Nevinson [6]). This game is defined by eliminating from the winning sets all coalitions which contain ideologically incompatible parties.

If we define such a game for the 1985 elections, it makes only sense to consider quarelling sets containing the traditional parties because the

(6) C.H. NEVINSON *et al.*, Structural Power and Satisfaction in Simple Games, in : S.J. BRAMS *et al.* (Eds), *Applied Game Theory*. Physica-Verlag, 1979, pp. 39-57.

other parties don't have any power, even if they form an alliance. If Socialist and Liberals are incompatible, the participation probability of CDEM increases from .667 to 1, while the $P(i)$ -value of SOC and LIB decreases from .667 to .5.

Table VII and VIII give the relative Banzhof power and participation probability for the voting quota $q = 142$. Only relevant years are considered.

TABLE VII
Relative Banzhof power for $q = 142$

	<i>CDEM</i>	<i>SOC</i>	<i>LIB</i>	<i>VU</i>	<i>FDF-RW</i>	<i>COMM</i>	<i>ECOL</i>	<i>VLBL</i>	<i>RAD-UDRT</i>
1965	.429	.286	.004	.004	.095	.005			
1968	.318	.273	.136	.136	.009	.005			
1971	.341	.295	.114	.114	.114	.002			
1974	.400	.300	.100	.100	.100	0			
1977	.474	.368	.005	.005	.005	0			
1978	.431	.331	.069	.069	.069	.018		.006	.006

TABLE VIII
The participation index $P(i)$ for $q = 142$

	<i>CDEM</i>	<i>SOC</i>	<i>LIB</i>	<i>VU</i>	<i>FDF-RW</i>	<i>COMM</i>	<i>ECOL</i>	<i>VLBL</i>	<i>RAD-UDRT</i>
1965	1	.667	.500	.500	.334	.334			
1968	.800	.800	.600	.600	.600	.400			
1971	.800	.800	.600	.600	.600	.200			
1974	1	.750	.500	.500	.500	0			
1977	1	.500	.500	.500	.500	0			
1978	1	.833	.334	.334	.334	.167		.167	.167

W.r.t. $q = 142$, the liberals have less Banzhof power than the socialists and with exception of 1977 also a lower participation probability. As can be seen from table VIII, the Christian-democrat party often is a veto player w.r.t. $q = 142$. The participation probability of liberals, VU and FDF-RW is the same with exception of 1968.

VI. Conclusions.

Relations among parties can be analysed by power- and satisfaction-indices. Another index, the $P(i)$ -index, provides an adequate measure to judge the probability that a party will join a government. Since the elections of 1981 the traditional parties CDEM, SOC and LIB join the same Banzhof power and participation probability. The other parties have no power and participation value at all.

Ideological differences between parties are ignored and all coalitions have the same likelihood. This assumption clearly reduces the scope of the results, but nevertheless gives insight in the way numerical strength influence coalitional behaviour of political parties.

Summary : Power and satisfaction analysis : an application to the Belgian House of Representatives.

Using post-war election results for the Belgian House of Representatives, the power relations among political parties are analysed by calculating power- and satisfaction indices. Also, a participation index has been constructed to calculate the probability that a party will join a government coalition.

Since the election of 1981 the traditional parties (christian-democrats, socialists and liberals) join the same Banzhof power and participation probability. The other parties represent no power and participation value at all.



Res Publica wordt gesubsidieerd door :

- *Het Ministerie van Onderwijs.*
- De Bestendige Deputatie van de Provincie Brabant ;

en verschijnt ook met de steun van :

- *De Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.*
- *C & A België.*
- *De Nationale Bank van België.*

Met oprechte dank !

Het Politologisch Instituut.

RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie — Revue de Science Politique

Uitgegeven door het Politologisch Instituut v.z.w.

Publié par le Politologisch Instituut a.s.b.l.

Hoofdredacteur — Rédacteur en chef: Wilfried DEWACHTER

Redactiesecretaris — Secrétaire de rédaction: Mieke VERMINCK

Redactieadres — Adresse de la rédaction

E. Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven

De bijdragen moeten persklaar aangeboden worden, getypt met dubbel Interlinie. Zij moeten vergezeld zijn van een Engelstalige samenvatting van maximum 150 woorden. De niet opgenomen manuscripten worden niet teruggezonden.

De Nederlandse teksten dienen in de voorkeurspelling gesteld.

Het Politologisch Instituut neemt geen verantwoordelijkheid op zich voor de uitgebrachte meningen; deze verbinden alleen de auteurs.

Niets uit dit tijdschrift, behalve de abstracts, mag worden vervoelvoudigd en/of openbaar gemaakt door middel van druk, fotocopie, microfilm of op welke wijze ook zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de uitgever.

Les articles qui nous sont envoyés devront être dactylographiés en double interligne et accompagnés d'un court résumé (max. 150 mots) en anglais. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

Le « Politologisch Instituut » n'assume pas la responsabilité des opinions émises; celles-ci n'engagent que les auteurs.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction (sauf les résumés), y compris les microfilms et les photocopies, sont réservés pour tous pays.

Abonnements- en verkoopvoorwaarden van het tijdschrift

Conditions d'abonnement et de vente de la revue

1. Jaarabonnement — Abonnement annuel	B.F. - F.B.
persoon - personne	850
instelling - institution	1.800
Uitsluitend voor België: student (mits vermelding van de universiteit, de studierichting, het studiejaar en het inschrijvingsnummer aan de universiteit) - Uniquement pour la Belgique: étudiant (en mentionnant l'université, l'orientation et l'année des études, le numéro d'immatriculation)	500
2. Verkoop per nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) — Vente au numéro (à partir de 1980 seulement)	
persoon - personne	300
instelling - institution	600
Verkoop dubbel nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) — Vente numéro double (à partir de 1980 seulement)	
persoon - personne	600
instelling - institution	1.200
3. Verzameling van 1963 tot 1976 (zo lang de voorraad strekt) - Collection de 1963 à 1976 (jusqu'à épuisement du stock)	
België - Belgique	4.000
Andere landen - Autres pays	5.000

ZETEL VAN HET INSTITUUT — SIEGE DE L'INSTITUT

Politologisch Instituut v.z.w.: Egmontstraat 11, B-1050 Brussel

Politologisch Instituut a.s.b.l.: rue d'Egmont 11, B-1050 Bruxelles

Rekening - Compte: 091-0034240-28

Het tijdschrift RES PUBLICA wordt uitgegeven

met de steun van het Ministerie van Onderwijs

Wettelijk depot - Dépôt légal: D/RP 1987/4/1173

ISSN 0486-4700

Gedrukt in België — Imprimé en Belgique

RES PUBLICA

Belgian Journal of Political Science

Editor : Wilfried DEWACHTER

Assistant editor : Mieke VERMINCK

Address : Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven

Manuscripts to be considered for publication should conform to the following requirements : two type-written copies (double-spaced) must be submitted, ready for press : they must include a summary in English, not longer than 150 words. Manuscripts that are not accepted are not returned.

The « Politologisch Instituut » bears no responsibility for opinions expressed by authors ; the latter are solely responsible for the opinions they forward.

No part of this publication, except the abstracts, may be reproduced in any form by print, photoprint, microfilm or any other means without written permission from the publisher.

Annual subscription and sales conditions

1. Annual subscription	
Individuals	850 BF
Institutions	1.800 BF
2. Single issue (only from 1980 on)	
Individuals	300 BF
Institutions	600 BF
Double issue (only from 1980 on)	
Individuals	600 BF
Institutions	1.200 BF
3. Collection 1963-1976 (as long as the issues in stock last)	
Belgium	4.000 BF
Other countries	5.000 BF

Claims for undelivered copies must be made no later than three months following month of publication. The publisher will supply missing copies when losses have been sustained in transit and where the reserve stock will permit.

PUBLISHER

POLITOLOGISCH INSTITUUT v.z.w. : Egmontstraat 11, B-1050 Brussels

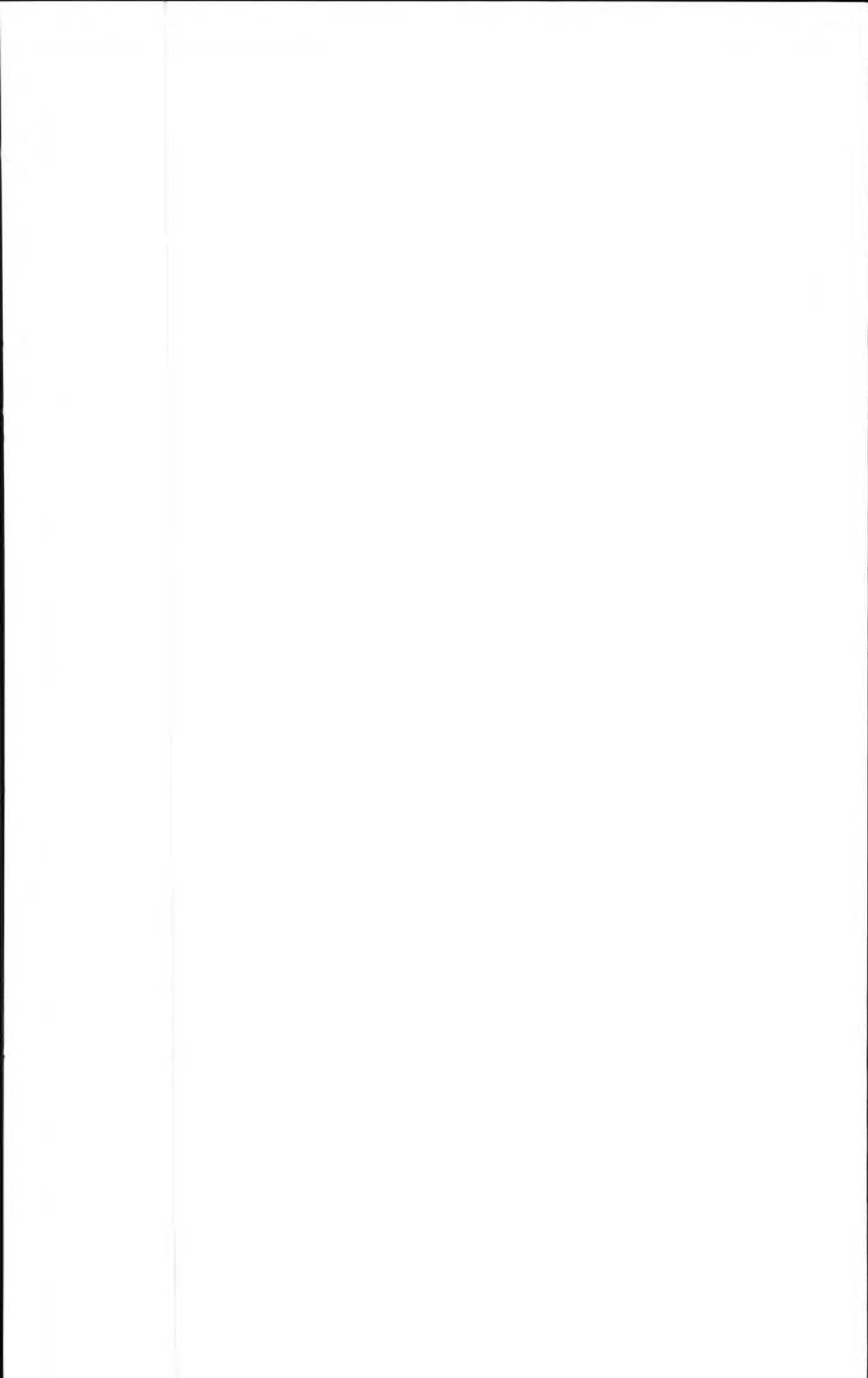
Subscriptions can be paid by bank account : 091-0034240-28.
and 300.82.940 for the Netherlands

The Journal RES PUBLICA is sponsored by the Belgian Ministry of Education

The articles of Res Publica are abstracted in the following journals

- ABC POL SCI.
Advanced Bibliography of Contents: Political Science and Government.
- International Bibliography of Political Science
Bibliographie internationale de science politique.
- International Bibliography of the Social Sciences
Bibliographie internationale des sciences sociales.
- International Bibliography of Economics
Bibliographie internationale de science économique.
- Social Sciences Citation Index. An International Multidisciplinary Index to the Literature of the Social, Behavioral and Related Sciences.
- Sociological Abstracts.
- Bulletin analytique de documentation politique, économique et sociale contemporaine.
- United Nations. Monthly Bibliography. Selected articles.
Nations Unies. Bibliographie mensuelle. Articles sélectionnés.
- Bulletin de Renseignements documentaires. Communautés Européennes.
Documentation bulletin. European Communities.

Printed in Belgium



GEDRUKT IN BELGIE / IMPRIME EN BELGIQUE

door / par

L'IMPRIMERIE  SCIENCES S.A.

Dir. : Ch. SCHROEF
Avenue Emile de Beco laan 75
B-1050 Bruxelles - Brussel